

Volume

2

COMPTES PUBLICS

2012 2013

Renseignements financiers sur le
fonds consolidé du revenu:
Fonds général et fonds spéciaux

Année financière
terminée le
31 mars 2013

Québec 

COMPTES PUBLICS 2012-2013

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2013

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2012-2013 – Volume 2

**Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Octobre 2013**

**ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 2013**

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	7
DÉFINITIONS	10

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS	19
ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS	21

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES	29
REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	30
DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS	32
DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	40
DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES	42
DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	44
IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES.....	45

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE	49
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	61
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	73
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION.....	89
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE.....	101
CONSEIL EXÉCUTIF	117

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (SUITE)

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE	133
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS	147
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION	159
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	173
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	193
FAMILLE ET ÂÎNÉS	207
FINANCES	221
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	237
JUSTICE.....	249
RELATIONS INTERNATIONALES	267
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE.....	277
REVENU	289
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	291
SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	307
TOURISME.....	319
TRANSPORTS	327
TRAVAIL	339

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	353
DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	356
DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE.....	362

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES	373
--	-----

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATIONS DU TERRITOIRE	
Fonds de développement régional	378
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	
Fonds relatif à certains sinistres	380
CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE	
Fonds du patrimoine culturel québécois	382
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS	
Fonds vert.....	384
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION	
Fonds du développement économique	386
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	388
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	389
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	392
Fonds de développement du marché du travail	393
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale....	394
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.....	395
Fonds québécois d'initiatives sociales	396
FAMILLE ET AÎNÉS	
Fonds de soutien aux proches aidants	398
Fonds pour le développement des jeunes enfants	399
FINANCES	
Fonds de financement	402
Fonds des générations	403
Fonds du Bureau de décision et de révision.....	404
Fonds du centre financier de Montréal.....	405
Fonds du Plan Nord.....	406
Fonds relatif à l'administration fiscale.....	407

JUSTICE	
Fonds Accès Justice	410
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	411
Fonds des registres du ministère de la Justice.....	412
Fonds du Tribunal administratif du Québec	413
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE	
Fonds des ressources naturelles	416
Fonds d'information sur le territoire.....	417
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	420
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	421
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	422
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Fonds des services de police.....	424
TOURISME	
Fonds de partenariat touristique.....	426
TRANSPORTS	
Fonds de gestion de l'équipement roulant	428
Fonds de la sécurité routière	429
Fonds des réseaux de transport terrestre	430
TRAVAIL	
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	432
Fonds de la Commission des relations du travail	433
3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX.....	438

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2013 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances et de l'Économie selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, ainsi qu'une analyse financière qui permet une meilleure compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2012-2013.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale ;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale ;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous l'autorité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des modifications apportées à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* ou ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

Certaines données de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des modifications apportées à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* ou ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

Pour quelques fonds spéciaux, les données comparatives présentées correspondent à celles de leurs états financiers préliminaires, utilisés pour la préparation des Comptes publics 2011-2012. Par conséquent, le solde du surplus ou du déficit cumulé du début de l'année financière 2013, qui est établi selon les états financiers finaux, peut être différent de celui présenté comme solde de fin pour l'année financière 2012.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2012-2013*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances et de l'Économie (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◇ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◇ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◇ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES ¹

◇ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses engagées dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur, notamment, la contribution aux régimes de retraite, au régime de rentes du Québec, au Fonds des services de santé, à l'assurance-emploi et au régime québécois d'assurance parentale.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses engagées dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert et d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◇ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◇ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

◇ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les dépenses engagées pour un fonds spécial, assumées en tout ou en partie par le ministère ou l'organisme budgétaire qui l'administre. Elle inclut, notamment, les dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi que le coût du service de la dette du fonds spécial.

◇ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◇ *Immobilisations*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes engagées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont engagées pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Prêts, placements, avances et autres*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et services, l'inscription de stocks et les paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES ¹

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes.

- ◇ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- ◇ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ◇ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- ◇ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- ◇ Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées à un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme, géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes engagées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles des ressources informationnelles.



FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

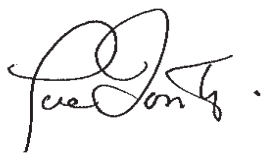
Année financière terminée le 31 mars 2013

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au *Budget de dépenses 2012-2013*. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, à l'exception des reports de solde à l'année 2013-2014 autorisés selon les conditions décrites au *Budget de dépenses 2012-2013*. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2013 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances et de l'Économie,



Luc Monty

Québec, le 22 octobre 2013

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			EXCÉDENTS ⁽¹⁾
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	128 105	122 581			5 524	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	159 087	152 013		414	6 659	
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 755 713	2 468 176	41 292		246 245	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 096 900	1 081 382	824		14 694	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 163 602	724 051	7 706	155	1 431 691	
Conseil exécutif	378 837	358 507	10 125	1 010	9 196	
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	661 503	654 852	2 682	1 024	2 945	
Développement durable, Environnement et Parcs	245 081	222 319	8 080	194	14 488	
Développement économique, Innovation et Exportation	961 616	734 268	66 594	886	159 868	
Éducation, Loisir et Sport	16 549 346	16 170 959	4 738	4 834	368 816	
Emploi et Solidarité sociale	4 583 783	4 557 491	11 204	14 386	703	
Famille et Aînés	2 479 733	2 445 618	9 877	1 387	22 852	
Finances (excluant le service de la dette)	820 834	90 677	12 920	1 919	715 318	
Immigration et Communautés culturelles	176 969	164 035	5 036	1 328	6 570	
Justice	820 138	818 749			1 388	
Relations internationales	134 950	121 967	2 548		10 435	
Ressources naturelles et Faune	587 041	577 283	9 699		59	
Santé et Services sociaux	30 765 354	30 106 823	62 261	3 538	592 733	
Sécurité publique	1 312 511	1 312 489			23	
Tourisme	136 691	129 668	7 023			
Transports	827 781	739 929	53 967	384	33 502	
Travail	43 900	40 661	617		2 622	
	67 789 477	63 794 494 ⁽²⁾	317 192	31 458	3 646 332	-
Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)	4 065	4 065				
Finances (service de la dette)	8 254 583	7 778 260			476 322	
Total	76 048 124	71 576 819	317 192	31 458	4 122 655	-
Votés	52 973 083	49 213 575	317 192	31 458	3 410 858	
Permanents	23 075 041	22 363 244			711 797	
Total	76 048 124	71 576 819	317 192	31 458	4 122 655	-
Dépenses	71 507 765	69 997 986	317 192	31 458	1 161 129	
Prêts, placements, avances et autres	4 194 138	1 382 622			2 811 516	
Immobilisations	346 221	196 211			150 009	
Total	76 048 124	71 576 819	317 192	31 458	4 122 655	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

(2) Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,-	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	121 148		6 958						128 105
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	83 884		74 928		274				159 087
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 497 344		257 640		728				2 755 713
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 088 579		7 500		690		131		1 096 900
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 480 106				(326 372)		9 869		2 163 602
Conseil exécutif	382 429				(5 260)		1 669		378 837
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	664 178				(2 675)				661 503
Développement durable, Environnement et Parcs	239 411		5 210		450		10		245 081
Développement économique, Innovation et Exportation	961 354				219		43		961 616
Éducation, Loisir et Sport	16 365 036				131 738		52 573		16 549 346
Emploi et Solidarité sociale	4 290 746		6 997		286 028		12		4 583 783
Famille et Aînés	2 468 091		12 500		(898)		41		2 479 733
Finances (excluant le service de la dette)	865 928				(45 094)				820 834
Immigration et Communautés culturelles	310 775		36 137		(169 943)				176 969
Justice	762 948		600		38 481		18 109		820 138
Relations internationales	130 861				3 546		543		134 950
Ressources naturelles et Faune	563 140		4 258		1 539		18 104		587 041
Santé et Services sociaux	30 373 303				22 658		369 393		30 765 354
Sécurité publique	1 238 303		3 593		43 571		27 044		1 312 511
Tourisme	135 753				938				136 691
Transports	826 931				850				827 781
Travail	33 015				10 885				43 900
	66 883 262		416 321		(7 647)		497 541		67 789 477
Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)					4 065				4 065
Finances (service de la dette)	8 251 000				3 583				8 254 583
Total	75 134 262		416 321		-		497 541		76 048 124
Votés	52 909 808		63 275						52 973 083
Permanents	22 224 454		353 046				497 541		23 075 041
Total	75 134 262		416 321		-		497 541		76 048 124
Dépenses	71 150 491		157 712		(297 979)		497 541		71 507 765
Prêts, placements, avances et autres	3 569 005		255 505		369 628				4 194 138
Immobilisations	414 766		3 104		(71 649)				346 221
Total	75 134 262		416 321		-		497 541		76 048 124

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	VOTÉS	(1) +	PERMANENTS	(1) +	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES	(1)	TOTAL
					Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Assemblée nationale			121 148				121 148
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	43 261		39 450		1 173		83 884
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 495 583		10		1 751		2 497 344
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 088 274		10		296		1 088 579
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 128 843		351 157		106		2 480 106
Conseil exécutif	379 099		1 096		2 234		382 429
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	664 168		10				664 178
Développement durable, Environnement et Parcs	239 265		35		111		239 411
Développement économique, Innovation et Exportation	961 091		100		163		961 354
Éducation, Loisir et Sport	15 345 655		1 015 293		4 089		16 365 036
Emploi et Solidarité sociale	3 995 032		5 510		11 204	279 000	4 290 746
Famille et Aînés	2 236 637		219		1 235	230 000	2 468 091
Finances (excluant le service de la dette)	857 432		6 362		2 135		865 928
Immigration et Communautés culturelles	308 638		10		2 128		310 775
Justice	585 400		177 548				762 948
Relations internationales	130 674		110		77		130 861
Ressources naturelles et Faune	558 025		5 114				563 140
Santé et Services sociaux	18 125 295		12 247 648 (2)		360		30 373 303
Sécurité publique	1 233 556		4 448		300		1 238 303
Tourisme	135 744		10				135 753
Transports	811 127		159		15 644		826 931
Travail	32 888		10		117		33 015
	52 355 685		13 975 454		43 123	509 000	66 883 262
Finances (service de la dette)	2 000		8 249 000				8 251 000
Total	52 357 685 (3)		22 224 454		43 123	509 000	75 134 262
Dépenses	48 388 586		22 209 782		43 123	509 000	71 150 491
Prêts, placements, avances et autres	3 569 005						3 569 005
Immobilisations	400 093		14 673				414 766
Total	52 357 685		22 224 454		43 123	509 000	75 134 262

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2012-2013.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 6 386 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2012-2013 (L.Q. 2012, chapitre 2)	15 137 216 k\$
Loi n°2 sur les crédits, 2012-2013 (L.Q. 2012, chapitre 7)	37 220 469 k\$
	52 357 685 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS ⁽¹⁾	=	TOTAL
Assemblée nationale					6 958		6 958
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					74 928		74 928
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 235				255 405		257 640
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	7 488		12				7 500
Conseil exécutif							
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement et Parcs	5 142		67				5 210
Développement économique, Innovation et Exportation							
Éducation, Loisir et Sport							
Emploi et Solidarité sociale	6 997						6 997
Famille et Aînés					12 500		12 500
Finances (excluant le service de la dette)							
Immigration et Communautés culturelles	36 137						36 137
Justice	600						600
Relations internationales							
Ressources naturelles et Faune	4 258						4 258
Santé et Services sociaux							
Sécurité publique	418				3 176		3 593
Tourisme							
Transports							
Travail							
Total	63 275		79		352 967		416 321
Votés	63 275						63 275
Permanents			79		352 967		353 046
Total	63 275		79		352 967		416 321
Dépenses	63 275				94 436		157 712
Prêts, placements, avances et autres					255 505		255 505
Immobilisations			79		3 025		3 104
Total	63 275		79		352 967		416 321

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaire ;
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement ;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus ;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS		+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS ⁽¹⁾	= TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations		
Assemblée nationale	280	8 559	113 742	122 581
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		2 155	149 858	152 013
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	774 177	8 193	1 685 806	2 468 176
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	24 395	1 056 985	1 081 382
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	5	1 858	722 188	724 051
Conseil exécutif	7	716	357 784	358 507
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)		4 643	650 209	654 852
Développement durable, Environnement et Parcs	9	28 009	194 300	222 319
Développement économique, Innovation et Exportation	5	932	733 330	734 268
Éducation, Loisir et Sport	372 054	4 133	15 794 772	16 170 959
Emploi et Solidarité sociale	233 124	65	4 324 301	4 557 491
Famille et Aînés	1	9 819	2 435 798	2 445 618
Finances (excluant le service de la dette)	1	1 095	89 581	90 677
Immigration et Communautés culturelles	115	7 174	156 746	164 035
Justice		5 932	812 817	818 749
Relations internationales	528	8 133	113 305	121 967
Ressources naturelles et Faune	2	9 455	567 825	577 283
Santé et Services sociaux	1 077	3 381	30 102 365	30 106 823
Sécurité publique	12	21 778	1 290 698	1 312 489
Tourisme			129 668	129 668
Transports	1 216	45 580	693 132	739 929
Travail	6	206	40 449	40 661
	1 382 622	196 211	62 215 661	63 794 494 ⁽²⁾
Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)			4 065	4 065
Finances (service de la dette)			7 778 260	7 778 260
Total	1 382 622	196 211	69 997 986	71 576 819
Votés	1 126 936	185 908	47 900 731	49 213 575
Permanents	255 686	10 303	22 097 255	22 363 244
Total	1 382 622	196 211	69 997 986	71 576 819

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédit (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et les revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

(2) Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	194	119 059
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	773	151 077
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	14 364	1 689 505
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	21 631	1 070 289
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 377	605 505
Conseil exécutif	261	357 441
Culture, Communications et Condition féminine	2 137	658 925
Développement durable, Environnement et Parcs	9 770	208 338
Développement économique, Innovation et Exportation	3 329	734 223
Éducation, Loisir et Sport	170 625	15 812 400
Emploi et Solidarité sociale	853 471	4 324 420
Famille et Aînés	17 486	2 445 932
Finances	24 511 197	7 852 679
Immigration et Communautés culturelles	327 753	159 758
Justice	216 117	819 982
Relations internationales	384	116 918
Ressources naturelles et Faune	257 490	591 476
Revenu	39 077 822	
Santé et Services sociaux	102 749	30 103 992
Sécurité publique	54 881	1 307 378
Tourisme		129 668
Transports	46 000	713 492
Travail	26	40 648
	65 690 839	70 013 107
Crédits votés utilisés		47 900 731
Crédits permanents utilisés		22 097 255
Total des dépenses nécessitant des crédits		69 997 986
Amortissement des immobilisations		152 035
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		342
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(16 112)
Variation à la baisse de provisions		(121 169)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit		15 121
		70 013 107

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	+	Taxes à la consommation	+	Droits et permis	+
1	49	Assemblée nationale						
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale					13	
3	73	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					4 835	
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					14 579	
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	117	Conseil exécutif						
7	133	Culture, Communications et Condition féminine						
8	147	Développement durable, Environnement et Parcs					4 722	
9	159	Développement économique, Innovation et Exportation					1 529	
10	173	Éducation, Loisir et Sport					1	
11	193	Emploi et Solidarité sociale						
12	207	Famille et Aînés					13 074	
13	221	Finances	6 596 844					
14	237	Immigration et Communautés culturelles					40 637	
15	249	Justice					1 463	
16	267	Relations internationales						
17	277	Ressources naturelles et Faune					231 124	
18	289	Revenu	22 672 716		15 582 455		61 747	
19	291	Santé et Services sociaux					1 763	
20	307	Sécurité publique					38 892	
21	327	Transports					36 801	
22	339	Travail						
			29 269 559		15 582 455		451 182	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir le point 4 de la partie A).

- (1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises. De cette somme, des dividendes de 2 869 903 k\$ ont été versés au fonds général.
- (2) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement.

(1)						(2)			
Revenus divers	+	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	=	Total des revenus autonomes	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	Total des revenus 2013	Total des revenus 2012
194				194				194	246
760				773				773	735
9 529				14 364				14 364	13 071
7 052				21 631				21 631	16 913
2 377				2 377				2 377	7 075
261				261				261	176
2 137				2 137				2 137	680
5 048				9 770				9 770	12 325
1 799				3 329				3 329	49 340
42 975				42 976		127 649		170 625	159 844
95 042				95 042		758 430		853 471	864 443
4 412				17 486				17 486	13 086
254 540		3 232 175		10 083 558		14 427 639		24 511 197	25 183 181
2 616				43 252		284 501		327 753	346 770
189 572				191 035		25 082		216 117	207 136
384				384				384	276
26 366				257 490				257 490	394 488
760 904				39 077 822				39 077 822	37 977 795
18 110				19 873		82 876		102 749	93 693
14 983				53 875		1 007		54 881	61 865
9 053				45 854		146		46 000	46 073
26				26				26	42
1 448 140		3 232 175		49 983 511		15 707 328		65 690 839	65 449 255

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	+	ÉDUCATION ET CULTURE	+	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+
ASSEMBLÉE NATIONALE							
1	52	Secrétariat général et affaires parlementaires					
2	52	Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité					
3	54	Services statutaires aux parlementaires					
		Total du portefeuille	-	-		-	
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE							
4	64	Le Protecteur du citoyen					
5	64	Le Vérificateur général					
6	64	Administration du système électoral					
7	66	Le Commissaire au lobbyisme					
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
		Total du portefeuille	-	-		-	
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE							
9	76	Promotion et développement de la métropole				130 584	
10	76	Modernisation des infrastructures municipales				352 727	
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
12	78	Administration générale					
13	78	Développement des régions et ruralité				114 649	
14	78	Commission municipale du Québec					
15	80	Habitation				399 862	
16	80	Régie du logement					
		Total du portefeuille	-	-		997 821	
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION							
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				426 838	
18	92	Organismes d'État				643 451	
		Total du portefeuille	-	-		1 070 289	
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE							
19	104	Secrétariat du Conseil du trésor					
20	104	Fonctions gouvernementales					
21	106	Commission de la fonction publique					
22	108	Régimes de retraite et d'assurances					
23	110	Fonds de suppléance					
		Total du portefeuille	-	-		-	

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

(2) L'augmentation s'explique principalement par l'élection générale du 4 septembre 2012.

(3) L'augmentation est principalement attribuable, d'une part, à la réalisation des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures pour le Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout (PRECO), ainsi que pour le Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) et, d'autre part, aux dépenses assumées pour une partie du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), responsabilité auparavant dévolue à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL).

(4) La diminution cumulative s'explique principalement par la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert qui accélère la constatation des revenus de transferts fédéraux de la Société d'habitation du Québec (SHQ). La subvention d'équilibre du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire envers la SHQ est donc diminuée pour le moment.

(5) La diminution est principalement attribuable, d'une part, à la baisse de l'amortissement des gains et pertes actuariels et, d'autre part, à un accroissement des cotisations versées par les employeurs autonomes.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	(1)
		8 599				8 599	10 560	1
		51 664				51 664	46 954	2
		58 796				58 796	57 043	3
-		119 059		-		119 059	114 557	
		14 271				14 271	13 694	4
		27 067				27 067	25 374	5
		105 943				105 943 (2)	31 502	6
		3 043				3 043	2 800	7
		753				753	608	8
-		151 077		-		151 077	73 978	
						130 584	136 445	9
						352 727 (3)	312 672	10
		615 823				615 823	612 004	11
		52 796				52 796	52 534	12
						114 649	120 191	13
		2 650				2 650	2 580	14
						399 862 (4)	458 469	15
		20 416				20 416	19 013	16
-		691 684		-		1 689 505	1 713 908	
						426 838	416 965	17
						643 451	643 654	18
-		-		-		1 070 289	1 060 619	
		81 384				81 384	94 343	19
		219 483				219 483	233 421	20
		3 850				3 850	3 521	21
		300 789				300 789 (5)	333 352	22
-		605 505		-		605 505	664 636	23

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
26	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
27	122	Affaires autochtones			
28	124	Jeunesse			
29	124	Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
		Total du portefeuille	-	-	-
		CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE			
30	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec		51 258	
31	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		568 734	
32	138	Charte de la langue française		25 495	
33	138	Condition féminine			
		Total du portefeuille	-	645 487	-
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS			
34	150	Protection de l'environnement et gestion des parcs			203 405
35	150	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			4 933
		Total du portefeuille	-	-	208 338
		DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION			
36	162	Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			405 941
37	164	Interventions relatives au Fonds du développement économique			70 431
38	164	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			193 137
39	166	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			64 715
		Total du portefeuille	-	-	734 223
		ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
40	176	Administration et consultation		163 542	
41	178	Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés		25 086	
42	178	Aide financière aux études		571 138	
43	180	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		8 961 115	
44	182	Enseignement supérieur		5 039 617	
45	182	Développement du loisir et du sport		65 538	
46	184	Régimes de retraite		986 366	
		Total du portefeuille	-	15 812 400	-

(6) La diminution s'explique en partie par une baisse de la dépense relative aux pertes sur interventions financières garanties.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	(1)
		738				738	749	24
		52 972				52 972	47 902	25
		13 649				13 649	12 217	26
		235 628				235 628	222 996	27
		46 238				46 238	46 507	28
		8 215				8 215	6 883	29
-		357 441		-		357 441	337 254	
				4 065		55 323	50 937	30
						568 734	597 543	31
						25 495	25 473	32
9 373						9 373	9 871	33
9 373		-		4 065		658 925	683 823	
						203 405	214 522	34
						4 933	4 793	35
-		-		-		208 338	219 315	
						405 941	441 460	36
						70 431 (6)	255 398	37
						193 137	199 261	38
						64 715	61 427	39
-		-		-		734 223	957 547	
						163 542	165 562	40
						25 086	24 673	41
						571 138	562 492	42
						8 961 115	8 701 054	43
						5 039 617	5 057 667	44
						65 538	62 619	45
						986 366	999 070	46
-		-		-		15 812 400	15 573 138	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	+	ÉDUCATION ET CULTURE	+	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+
		EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE						
47	196	Mesures d'aide à l'emploi					871 541	
48	196	Mesures d'aide financière						
49	198	Administration						
		Total du portefeuille	-		-		871 541	
		FAMILLE ET AÎNÉS						
50	210	Planification, recherche et administration						
51	210	Mesures d'aide à la famille						
52	212	Condition des aînés						
53	212	Curateur public						
		Total du portefeuille	-		-		-	
		FINANCES						
54	226	Direction du Ministère						
55	226	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement						
56	228	Service de la dette						
		Total du portefeuille	-		-		-	
		IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES						
57	240	Immigration, intégration et communautés culturelles			159 758			
		Total du portefeuille	-		159 758		-	
		JUSTICE						
58	254	Activité judiciaire						
59	254	Administration de la justice						
60	256	Justice administrative						
61	256	Accessibilité à la justice						
62	258	Autres organismes relevant du ministre						
63	258	Poursuites criminelles et pénales						
64	258	Indemnisation et reconnaissance						
		Total du portefeuille	-		-		-	
		RELATIONS INTERNATIONALES						
65	270	Affaires internationales					116 918	
		Total du portefeuille	-		-		116 918	

(7) La diminution s'explique principalement par une dépense d'affectation de 19 000 k\$ en 2011-2012 au Fonds du Plan Nord conformément à la Loi instituant le Fonds du Plan Nord (RLRQ, chapitre F-3.2.1.1.1).

(8) Cette somme est constituée du service de la dette directe (4 765 636 k\$) et des intérêts sur le compte des régimes de retraite (2 996 512 k\$).

(9) L'augmentation s'explique principalement par le renouvellement de conventions collectives d'employés de la Commission des services juridiques.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	(1)
						871 541	889 976	47
2 999 556						2 999 556	2 978 076	48
453 323						453 323	452 962	49
3 452 879		-		-		4 324 420	4 321 014	
55 727						55 727	52 826	50
2 316 973						2 316 973	2 302 848	51
17 972						17 972	18 768	52
55 259						55 259	52 964	53
2 445 932		-		-		2 445 932	2 427 406	
		41 031				41 031	40 915	54
		49 500				49 500 (7)	71 833	55
				7 762 148		7 762 148 (8)	7 345 604	56
-		90 531		7 762 148		7 852 679	7 458 352	
						159 758	168 929	57
-		-		-		159 758	168 929	
		104 820				104 820	100 140	58
		287 739				287 739	304 021	59
		12 311				12 311	11 993	60
170 484						170 484 (9)	142 734	61
		24 017				24 017	23 916	62
		113 467				113 467	106 313	63
107 143						107 143	96 320	64
277 628		542 354		-		819 982	785 436	
						116 918	118 161	65
-		-		-		116 918	118 161	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	+	ÉDUCATION ET CULTURE	+	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+
		RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE						
66	280	Gestion des ressources naturelles					523 419	
67	282	Protection et mise en valeur de la ressource faunique					68 057	
		Total du portefeuille	-		-		591 476	
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
68	294	Fonctions nationales	487 006					
69	296	Fonctions régionales	21 355 014					
70	298	Office des personnes handicapées du Québec	11 930					
71	298	Régie de l'assurance maladie du Québec	8 250 041					
		Total du portefeuille	30 103 992		-		-	
		SÉCURITÉ PUBLIQUE						
72	310	Sécurité, prévention et gestion interne						
73	310	Sûreté du Québec						
74	312	Organismes relevant du ministre						
		Total du portefeuille	-		-		-	
		TOURISME						
75	320	Promotion et développement du tourisme					129 668	
		Total du portefeuille	-		-		129 668	
		TRANSPORTS						
76	330	Infrastructures et systèmes de transport					625 185	
77	330	Administration et services corporatifs					88 307	
		Total du portefeuille	-		-		713 492	
		TRAVAIL						
78	342	Travail						
		Total du portefeuille	-		-		-	
		TOTAL AU 31 MARS 2013	30 103 992		16 617 645		5 433 767	
		TOTAL AU 31 MARS 2012	29 341 187		16 414 003		5 791 719	

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	(1)
						523 419	561 448	66
						68 057	69 659	67
-		-		-		591 476	631 107	
						487 006	523 689	68
						21 355 014	20 867 158	69
						11 930	12 669	70
						8 250 041	7 937 670	71
-		-		-		30 103 992	29 341 187	
		619 230				619 230	603 039	72
		652 458				652 458	638 001	73
		35 690				35 690	32 087	74
-		1 307 378		-		1 307 378	1 273 127	
						129 668	142 655	75
-		-		-		129 668	142 655	
						625 185	648 811	76
						88 307	95 751	77
-		-		-		713 492	744 561	
		40 648				40 648	39 690	78
-		40 648		-		40 648	39 690	
6 185 812		3 905 678		7 766 213		70 013 107		
6 107 368		3 848 503		7 347 620			68 850 401	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	+
1	52	Assemblée nationale	82 336		36 704			
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	97 313		37 298			
3	76	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 490		26 145			
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 444		64 196		153	
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	241 019		340 872			
6	120	Conseil exécutif	59 105		18 251		(179)	
7	136	Culture, Communications et Condition féminine	49 976		29 943		397	
8	150	Développement durable, Environnement et Parcs	93 021		65 203		18	
9	162	Développement économique, Innovation et Exportation	59 935		26 152		33 978	
10	176	Éducation, Loisir et Sport	91 414		65 173		49 391	
11	196	Emploi et Solidarité sociale	172 411		86 684		5 453	
12	210	Famille et Aînés	73 398		38 153		68	
13	226	Finances	46 932		26 895			
14	240	Immigration et Communautés culturelles	78 182		43 533			
15	254	Justice	350 708		175 101		6 294	
16	270	Relations internationales	57 149		30 126		1	
17	280	Ressources naturelles et Faune	162 384		131 619		233	
18	294	Santé et Services sociaux	61 259		72 079			
19	310	Sécurité publique	613 066		304 133		23	
20	320	Tourisme						
21	330	Transports	122 182		360 603		28	
22	342	Travail	15 487		6 888			
			2 703 209		1 985 753		95 858	
<u>Imputation des dépenses :</u>								
		Crédits votés	2 288 599		1 720 063		48 404	
		Crédits permanents	519 610		113 630		49 303	
		Total des dépenses nécessitant des crédits	2 808 209		1 833 693		97 707	
		Amortissement des immobilisations			152 035			
		Consommation de frais payés d'avance			25			
		Consommation de stocks						
		Revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
		Variation à la baisse de provisions	(105 000)				(1 849)	
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit	(105 000)		152 061		(1 849)	
			2 703 209		1 985 753		95 858	

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

TRANSFERT + AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL + SERVICE DE LA DETTE =				TOTAL 2013	TOTAL 2012	(1)
19				119 059	114 557	1
16 465				151 077	73 978	2
1 555 854	55 017			1 689 505	1 713 908	3
882 495				1 070 289	1 060 619	4
37 354	(13 739)			605 505	664 636	5
280 264				357 441	337 254	6
574 545		4 065		658 925	683 823	7
50 096				208 338	219 315	8
576 719	37 440			734 223	957 547	9
15 586 422	20 000			15 812 400	15 573 138	10
2 962 949	1 096 923			4 324 420	4 321 014	11
2 334 313				2 445 932	2 427 406	12
16 366	338	7 762 148		7 852 679	7 458 352	13
38 042				159 758	168 929	14
263 795	24 084			819 982	785 436	15
29 642				116 918	118 161	16
20 868	276 372			591 476	631 107	17
29 959 055	11 598			30 103 992	29 341 187	18
117 220	272 936			1 307 378	1 273 127	19
69 671	59 998			129 668	142 655	20
230 242	437			713 492	744 561	21
11 020	7 253			40 648	39 690	22
55 613 417	1 848 657	7 766 213		70 013 107	68 850 401	
41 971 050	1 862 967	9 647		47 900 731	47 524 779	
13 642 026	10	7 772 678		22 097 255	21 136 424	
55 613 076	1 862 977	7 782 325		69 997 986	68 661 203	
				152 035	198 446	
				25		
342				342	4 147	
		(16 112)		(16 112)	(11 970)	
	(14 320)			(121 169)	(1 425)	
342	(14 320)	(16 112)		15 121	189 198	
55 613 417	1 848 657	7 766 213		70 013 107	68 850 401	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)

	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises	196			
Établissements de santé et de services sociaux	13 141 696		5 716 623	
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	11 812 095		1 816 752	
Municipalités et organismes municipaux				
Organismes à but non lucratif	1 511		38 685	
Personnes :				
Sécurité du revenu				
Assurance maladie				
Autres				
Organismes et entreprises du gouvernement	6 768 001		495 602	
	31 723 498		8 067 662	

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	25 397	6 985
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	44 303	10 056
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	24 075	11 163
6	Conseil exécutif		2 850
7	Culture, Communications et Condition féminine	118 918	69 773
8	Développement durable, Environnement et Parcs		
9	Développement économique, Innovation et Exportation	22 175	53 168
10	Éducation, Loisir et Sport	11 801 865	1 812 473
11	Emploi et Solidarité sociale	784	432
12	Famille et Aînés		31 902
13	Finances	10 028	3 562
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	88 455	15 329
16	Relations internationales	894	1 059
17	Ressources naturelles et Faune		
18	Santé et Services sociaux	19 518 747	5 975 194
19	Sécurité publique		6 589
20	Tourisme	27 118	14 136
21	Transports	32 238	50 765
22	Travail	8 501	2 225
	31 723 498		8 067 662

- (1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.
- (2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.
- (3) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

CAPITAL ⁽²⁾				+ INTÉRÊTS +		SUPPORT	=	TOTAL 2013	TOTAL ⁽³⁾ 2012
Principal	Autres								
8 033	31 410		3 212		1 758 695			1 801 545	1 728 636
546 998	283 276		298 267		141 564			20 128 423	19 665 389
782 315	101 496		470 268		142 009			15 124 935	14 908 615
289 958	6 734		122 329		1 197 915			1 616 936	1 593 688
115 946	17 282		84 448		3 155 671			3 413 543	3 467 662
					2 950 154			2 950 154	2 927 282
					2 116 765			2 116 765	2 062 994
17 903			4 198		944 160			966 261	984 011
80 772	43 439		48 215		58 825			7 494 854	7 317 957
1 841 924	483 639		1 030 937		12 465 756			55 613 417	54 656 233
					19			19	10 1
					16 465			16 465	4 830 2
353 944	6 913		175 024		987 590			1 555 854	1 581 526 3
137	27 571		125		800 303			882 495	869 734 4
					2 116			37 354	35 599 5
10 044	3 172		3 533		260 664			280 264	266 514 6
101 985			43 387		240 483			574 545	603 744 7
18 920	682		8 524		21 971			50 096	58 537 8
22 067	18 599		6 334		454 375			576 719	614 885 9
747 220	99 220		466 308		659 336			15 586 422	15 350 583 10
	7				2 961 726			2 962 949	2 940 195 11
17 203	780		9 455		2 274 972			2 334 313	2 320 652 12
					2 776			16 366	19 177 13
					38 042			38 042	42 800 14
	347				159 664			263 795	224 328 15
					27 690			29 642	26 020 16
1 539			799		18 530			20 868	32 513 17
546 950	315 570		298 228		3 304 366			29 959 055	29 210 913 18
389					110 241			117 220	112 928 19
13 951			14 466					69 671	80 067 20
7 575	10 778		4 754		124 133			230 242	251 271 21
					294			11 020	9 408 22
1 841 924	483 639		1 030 937		12 465 756			55 613 417	54 656 233

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	+	FONCTION- NEMENT	+	CAPITAL	+	INTÉRÊT	+	SUPPORT	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 ⁽¹⁾
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire									55 017		55 017	55 017
Conseil du trésor et Administration gouvernementale			(14 320)				581				(13 739)	1 780
Développement économique, Innovation et Exportation									37 440		37 440	64 997
Éducation, Loisir et Sport			20 000								20 000	13 000
Emploi et Solidarité sociale	120 682		61 976		10 154		892		903 219		1 096 923	1 113 728
Finances			338								338	19 338
Justice	8 975		5 707		176				9 226		24 084	22 715
Ressources naturelles et Faune	61 526		97 637		7 192		7 608		102 409		276 372	301 611
Santé et Services sociaux									11 598		11 598	
Sécurité publique	216 366		51 749		4 821						272 936	268 701
Tourisme	14 543		8 959		3 393		2 429		30 674		59 998	62 587
Transports					310		127				437	280
Travail	5 584		1 669								7 253	7 675
	<u>427 677</u>		<u>233 714</u>		<u>26 045</u>		<u>11 638</u>		<u>1 149 583</u>		<u>1 848 657</u>	<u>1 931 429</u>

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS	=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial				
Assemblée nationale	82 336				840		83 176
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	97 313						97 313
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 490	25 397			194		78 081
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 444	44 303			326		168 073
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	241 019	24 075					265 094
Conseil exécutif	59 105						59 105
Culture, Communications et Condition féminine	49 976	118 918			500		169 394
Développement durable, Environnement et Parcs	93 021				110		93 131
Développement économique, Innovation et Exportation	59 935	22 175			88		82 197
Éducation, Loisir et Sport	91 414	11 801 865			1 151		11 894 429
Emploi et Solidarité sociale	172 411	784	120 682				293 878
Famille et Aînés	73 398						73 398
Finances	46 932	10 028					56 960
Immigration et Communautés culturelles	78 182						78 182
Justice	350 708	88 455	8 975		682		448 820
Relations internationales	57 149	894					58 042
Ressources naturelles et Faune	162 384		61 526		2 447		226 357
Santé et Services sociaux	61 259	19 518 747					19 580 006
Sécurité publique	613 066		216 366		2 859		832 292
Tourisme		27 118	14 543				41 660
Transports	122 182	32 238			777		155 197
Travail	15 487	8 501	5 584				29 572
	2 703 209	31 723 498	427 677		9 973		34 864 357

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	194	246
Total des revenus divers	194	246
Total des revenus autonomes	194	246
Total des revenus	194	246

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires parlementaires					
Votés					
Permanents	8 623	8 599		24	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 623</u>	<u>8 599</u>	<u>-</u>	<u>24</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité					
Votés					
Permanents	58 578	46 347	8 562	3 669	
Ne nécessitant pas de crédits		5 317			
	<u>58 578</u>	<u>51 664</u>	<u>8 562</u>	<u>3 669</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	60 904	58 796	277	1 831	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>60 904</u>	<u>58 796</u>	<u>277</u>	<u>1 831</u>	<u>-</u>
	<u>128 105</u>	<u>119 059</u>	<u>8 839</u>	<u>5 524</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés					
Permanents	128 105	113 742	8 839	5 524	
Ne nécessitant pas de crédits		5 317			
	<u>128 105</u>	<u>119 059</u>	<u>8 839</u>	<u>5 524</u>	<u>-</u>
Dépenses	116 191	119 059		2 449	
Prêts, placements, avances et autres	281		280		
Immobilisations	11 634		8 559	3 075	
	<u>128 105</u>	<u>119 059</u>	<u>8 839</u>	<u>5 524</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice			Secrétariat général et affaires parlementaires			
1. Secrétariat général Permanents(1)		4 458			3 039	1 415
2. Affaires parlementaires Permanents(1)		4 165			3 574	571
TOTAL		8 623	-	-	6 613	1 986
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice			Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité			
1. Affaires informationnelles et institutionnelles Permanents(1)		11 286	3	57	7 623	3 527
2. Affaires administratives et sécurité Permanents(1)		47 292		8 502	25 427	9 771
Amortissement des immobilisations						
TOTAL		58 578	3	8 559	33 050	13 297
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale et à assurer la gestion de la Bibliothèque.

							4	
							20	
-	-	-	-	-	-		24	-

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.

							77	
							3 592	
-	-	-	-	-	-			5 317
							3 669	5 317

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Services statutaires aux parlementaires					
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents(1)	14 877			13 765	
Permanents(2)	11 883	276		993	10 350
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents(2)	26 016	1		20 729	4 979
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents(2)	2 826			1 885	775
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents(1)	5 303			5 302	
TOTAL	60 904	277	-	42 673	16 104

(1) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

(2) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	128 105	280	8 559	82 336	31 388
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	128 105	280	8 559	82 336 ⁽¹⁾	31 388

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 222 k\$ à l'égard de 64 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	82 336		82 336
Fonctionnement	31 388	5 317	36 704
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	19		19
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	113 742	5 317	119 059

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

							1 112	
							264	
	19						288	
							166	
						1		
-	19	-	-	-	-	1 831	-	

	19					5 524	5 317
-	19	-	-	-	-	5 524	5 317

ASSEMBLÉE NATIONALE
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat général et affaires parlementaires				
Votés				
Permanents	11 046			
	11 046	-	-	
Programme 2 - Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité				
Votés				
Permanents	52 529			
	52 529	-	-	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	57 573			
	57 573	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	121 148			
	121 148	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		190		(2 613)				8 623
-	-	190		(2 613)		-		8 623
		3 437		2 613				58 578
-	-	3 437		2 613		-		58 578
		3 331						60 904
-	-	3 331		-		-		60 904
		6 958						128 105
-	-	6 958		-		-		128 105

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires					
Autres	50				
Total du programme 3	50	-		-	
Total des crédits et dépenses	50	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				19						19	10
-		-		19		-		-		19	10
-		-		19		-		-		19	10

ASSEMBLÉE NATIONALE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Support	50	19	10
TOTAL DU PORTEFEUILLE	50	19	10

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Divers	13	
Total des droits et permis	13	-
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	507	550
Divers	73	69
	580	619
Intérêts		
Divers	2	1
	2	1
Amendes et confiscations		
Divers	31	50
	31	50
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	126	57
Divers	21	8
	147	65
Total des revenus divers	760	735
Total des revenus autonomes	773	735
Total des revenus	773	735

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	14 592	13 790	36	767	
Permanents	381	370		11	
Ne nécessitant pas de crédits		111			
	<u>14 973</u>	<u>14 271</u>	<u>36</u>	<u>778</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	27 117	26 762	355		
Permanents		305			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>27 117</u>	<u>27 067</u>	<u>355</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	112 893	105 269	1 740	5 884	
Ne nécessitant pas de crédits		674			
	<u>112 893</u>	<u>105 943</u>	<u>1 740</u>	<u>5 884</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	2 999	2 952	20	27	
Permanents		91			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 999</u>	<u>3 043</u>	<u>20</u>	<u>27</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 104	715	5	384	
Ne nécessitant pas de crédits		38			
	<u>1 104</u>	<u>753</u>	<u>5</u>	<u>384</u>	<u>-</u>
	<u>159 087</u>	<u>151 077</u>	<u>2 155</u>	<u>7 073</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	44 708	43 504	411	794	
Permanents	114 378	106 354	1 744	6 279	
Ne nécessitant pas de crédits		1 219			
	<u>159 087</u>	<u>151 077</u>	<u>2 155</u>	<u>7 073</u>	<u>-</u>
Dépenses	152 035	151 077		2 176	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	<u>7 052</u>		<u>2 155</u>	<u>4 897</u>	
	<u>159 087</u>	<u>151 077</u>	<u>2 155</u>	<u>7 073</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Le Protecteur du citoyen					
1. Le Protecteur du citoyen	14 592		36	11 362	2 427
Permanents(1)	381			370	
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	14 973	-	36	11 733	2 427
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).					
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Le Vérificateur général					
1. Le Vérificateur général	27 117		355	21 559	5 203
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	27 117	-	355	21 559	5 203
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Administration du système électoral					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	24 051		570	16 443	6 238
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	92				77
3. Activités électorales					
Permanents(1)	88 750		1 170	44 645	21 400
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	112 893	-	1 740	61 088	27 716
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

					414	353	
						11	
							111
-	-	-	-	-	414	364	111

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.

							305
-	-	-	-	-	-	-	305

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

						799	473
						15	
	16 465					5 070	200
-	16 465	-	-	-	-	5 884	674

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Le Commissaire au lobbyisme					
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 999		20	2 333	618
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	2 999	-	20	2 333	618

PROGRAMME 5
Mission : Gouverne et justice

Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie

1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	1 104		5	600	115
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	1 104	-	5	600	115

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	44 708		411	35 255	8 249
Permanents	114 378		1 744	62 059	27 831
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	159 087	-	2 155	97 313 ⁽¹⁾	36 080

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 372 k\$ à l'égard de 75 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	97 313		97 313
Fonctionnement	36 080	1 219	37 298
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	16 465		16 465
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	149 858	1 219	151 077

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbying auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

						27	
							91
-	-	-	-	-	-	27	91

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

						384	
							38
-	-	-	-	-	-	384	38

	16 465				414	380	
						6 279	1 219
-	16 465	-	-	-	414	6 659	1 219

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Votés	14 158	409	
Permanents	381		
	14 539	409	-
Programme 2 - Le Vérificateur général			
Votés	26 104	764	
Permanents			
	26 104	764	-
Programme 3 - Administration du système électoral			
Votés			
Permanents	37 965		
	37 965	-	-
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme			
Votés	2 999		
Permanents			
	2 999	-	-
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Votés			
Permanents	1 104		
	1 104	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	43 261	1 173	
Permanents	39 450		
	82 711	1 173	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				25				14 592
								381
-	-	-		25		-		14 973
				249				27 117
-	-	-		249		-		27 117
		74 928						112 893
-	-	74 928		-		-		112 893
								2 999
-	-	-		-		-		2 999
								1 104
-	-	-		-		-		1 104
				274				44 708
		74 928						114 378
-	-	74 928		274		-		159 087

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 3 - Administration du système électoral					
Financement des partis politiques	6 190				
Remboursement des dépenses électorales	10 350				
Total du programme 3	16 540	-		-	
Total des crédits et dépenses	16 540	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				6 182						6 182	4 775
				10 283						10 283	55
-		-		16 465		-		-		16 465	4 830
-		-		16 465		-		-		16 465	4 830

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Support	16 540	16 465	4 830
TOTAL DU PORTEFEUILLE	16 540	16 465	4 830

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 835	4 917
Total des droits et permis	4 835	4 917
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	62	58
	62	58
Intérêts		
Assainissement des eaux	6 249	6 239
Divers	1	8
	6 250	6 247
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	95	943
Subventions d'années antérieures	3 122	907
	3 216	1 850
Total des revenus divers	9 529	8 154
Total des revenus autonomes	14 364	13 071
Total des revenus	14 364	13 071

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement de la métropole					
Votés	135 186	130 584		4 603	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>135 186</u>	<u>130 584</u>	<u>-</u>	<u>4 603</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	356 097	352 727		3 370	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>356 097</u>	<u>352 727</u>	<u>-</u>	<u>3 370</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	615 823	615 823			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>615 823</u>	<u>615 823</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	72 489	49 543	6 678	16 268	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 243			
	<u>72 499</u>	<u>52 796</u>	<u>6 678</u>	<u>16 268</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Développement des régions et ruralité					
Votés	115 163	114 649		514	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>115 163</u>	<u>114 649</u>	<u>-</u>	<u>514</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	2 783	2 648		136	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		2			
	<u>2 783</u>	<u>2 650</u>	<u>-</u>	<u>136</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	1 180 533	399 862	518 770	261 902	
Permanents	255 405		255 405		
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 435 938</u>	<u>399 862</u>	<u>774 175</u>	<u>261 902</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	22 222	19 962	1 516	744	
Permanents		454			
Ne nécessitant pas de crédits	22 222	20 416	1 516	744	-
	<u>2 755 713</u>	<u>1 689 505</u>	<u>782 370</u>	<u>287 537</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 500 298	1 685 796	526 965	287 537	
Permanents	255 415	10	255 405		
Ne nécessitant pas de crédits	2 755 713	3 699	782 370	287 537	-
	<u>2 755 713</u>	<u>1 689 505</u>	<u>782 370</u>	<u>287 537</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 727 099	1 689 505		41 292	
Prêts, placements, avances et autres	1 008 414		774 177	234 237	
Immobilisations	20 200		8 193	12 007	
	<u>2 755 713</u>	<u>1 689 505</u>	<u>782 370</u>	<u>287 537</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Économie et environnement			Promotion et développement de la métropole			
1.	Aide au développement de la métropole	117 502				
2.	Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	17 684				
TOTAL		135 186	-	-	-	-
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de Montréal. Selon le Budget de dépenses 2013-2014, ce programme est présenté dans le portefeuille Conseil exécutif.						
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement			Modernisation des infrastructures municipales			
1.	Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	189 280			3 328	790
2.	Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	166 817				67
TOTAL		356 097	-	-	3 328	857
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice			Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
1.	Compensation tenant lieu de taxes	325 573				
2.	Aide financière aux municipalités	16 344				
3.	Mesures financières du partenariat fiscal	273 906				
TOTAL		615 823	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire.

	112 900			4 603			
	17 684						
-	130 584	-	-	4 603	-	-	-

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit accumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures municipales ciblant le développement local et régional.

	181 792			3 370			
	166 750						
-	348 542	-	-	3 370	-	-	-

Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que sur ceux des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal.

	325 573						
	16 344						
	273 906						
-	615 823	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Administration générale					
1. Direction	4 053			2 727	286
Permanents(1)	10				10
2. Gestion	68 437	2	6 677	29 597	15 522
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	72 499	2	6 677	32 324	15 818
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 5					
Mission : Économie et environnement					
Développement des régions et ruralité					
1. Soutien au développement local et régional	115 163				
TOTAL	115 163	-	-	-	-
PROGRAMME 6					
Mission : Gouverne et justice					
Commission municipale du Québec					
1. Commission municipale du Québec	2 783			1 964	683
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	2 783	-	-	1 964	683

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, le traitement des plaintes ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec.

	996			44				
	416			4 436		11 788		
								3 243
-	1 412	-	-	4 480	-	11 788		3 243

Dans une perspective d'occupation et de vitalité des territoires, ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et de l'économie sociale de même qu'au soutien à la ruralité.

	59 632	55 017		514				
-	59 632	55 017	-	514	-	-		-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes. Ce programme lui permet aussi d'enquêter sur le manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité.

				101		35		
								2
-	-	-	-	101	-	35		2

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7					
Mission : Économie et environnement					
Habitation					
1. Société d'habitation du Québec	1 180 533	518 770 (2)			
Permanents(1)	255 405	255 405 (2)			
TOTAL	1 435 938	774 175	-	-	-
(1) Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en oeuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (L.Q. 2011, chapitre 16).					
(2) Ce montant a été porté à la dette nette à la suite de l'intégration des activités de l'Immobilier SHQ à la Société d'habitation du Québec ainsi qu'à la suite de l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.					

PROGRAMME 8					
Mission : Gouverne et justice					
Régie du logement					
1. Régie du logement	22 222		1 516	14 874	5 088
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	22 222	-	1 516	14 874	5 088

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 500 298	518 772	8 193	52 490	22 435
Permanents	255 415	255 405			10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	2 755 713	774 177	8 193	52 490 ⁽¹⁾	22 445

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 274 k\$ à l'égard de 118 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	52 490		52 490
Fonctionnement	22 445	3 699	26 145
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 555 854		1 555 854
Affectation à un fonds spécial	55 017		55 017
Service de la dette			
	1 685 806	3 699	1 689 505

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

	399 862			27 664		234 238	
-	399 862	-	-	27 664	-	234 238	-

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

				561		184	454
-	-	-	-	561	-	184	454

	1 555 854	55 017		41 292		246 245	3 699
-	1 555 854	55 017	-	41 292	-	246 245	3 699

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Promotion et développement de la métropole				
Votés	128 487			
Permanents				
	128 487	-	-	
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales				
Votés	332 994	25		
Permanents				
	332 994	25	-	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités				
Votés	617 382			
Permanents				
	617 382	-	-	
Programme 4 - Administration générale				
Votés	71 531	1 554		
Permanents	10			
	71 541	1 554	-	
Programme 5 - Développement des régions et ruralité				
Votés	117 506			
Permanents				
	117 506	-	-	
Programme 6 - Commission municipale du Québec				
Votés	2 583	64		
Permanents				
	2 583	64	-	
Programme 7 - Habitation				
Votés	1 205 584			
Permanents				
	1 205 584	-	-	
Programme 8 - Régie du logement				
Votés	19 517	109		
Permanents				
	19 517	109	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 495 583	1 751		
Permanents	10			
	2 495 593	1 751	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 699				135 186
-	-	-		6 699		-		135 186
				23 079				356 097
-	-	-		23 079		-		356 097
				(1 559)				615 823
-	-	-		(1 559)		-		615 823
				(595)				72 489 10
-	-	-		(595)		-		72 499
				(2 343)				115 163
-	-	-		(2 343)		-		115 163
				137				2 783
-	-	-		137		-		2 783
		255 405		(25 050)				1 180 533 255 405
-	-	255 405		(25 050)		-		1 435 938
2 235				362				22 222
2 235	-	-		362		-		22 222
2 235		255 405		728				2 500 298 255 415
2 235	-	255 405		728		-		2 755 713

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Promotion et développement de la métropole					
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	17 684	3 537			
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	11 854				
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	16 939				
Grand Montréal Bleu	304				
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000				
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 691				
Soutien au développement économique de Montréal	35 000				
Autres	6 714				
Total du programme 1	135 186	3 537			-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales					
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	6 424				
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	13 920				
Fonds de stimulation de l'infrastructure	8 386				
Infrastructures municipales en milieu nordique	15 071				
Infrastructures Québec-Municipalités	103 667	3 269			
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	151 409	775			
Programme d'infrastructures de loisirs	2 580				
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013	13 440				
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	36 689				
Autres	270				
Total du programme 2	351 856	4 043			-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Aide aux municipalités reconstituées	819				
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 244				
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 003				
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	295 444				
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	27 126				
Mesures financières du partenariat fiscal	273 906				
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 976				
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 444				
Soutien au regroupement municipal	308				
Autres	3 553				
Total du programme 3	615 823	-			-
Programme 4 - Administration générale					
Autres	1 412				
Total du programme 4	1 412	-			-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				14 147						17 684	17 684
11 854										11 854	12 163
		4 283		12 656						16 939	24 132
		304								304	309
		25 000								25 000	25 000
		21 691								21 691	21 738
		31 916								31 916	35 000
		5 175		20						5 195	40
11 854		88 370		26 823		-		-		130 584	136 067
		6 424								6 424	5 248
		12 995		926						13 920	4 283
		7 763		623						8 386	2 376
		15 071								15 071	16 391
2 046		82 631		12 408						100 353	90 071
274		147 269		3 091						151 409	167 480
107		2 091		382						2 580	713
		13 440								13 440	
		36 689								36 689	21 943
				270						270	365
2 427		324 372		17 700		-		-		348 542	308 870
		819								819	901
		4 244								4 244	4 328
222		2 782								3 003	2 680
		295 444								295 444	293 083
		27 126								27 126	24 607
		273 906								273 906	273 865
		5 976								5 976	5 976
		1 444								1 444	1 420
		108		200						308	376
		3 416		137						3 553	4 768
222		615 264		337		-		-		615 823	612 004
12		163		1 237						1 412	942
12		163		1 237		-		-		1 412	942

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 5 - Développement des régions et ruralité					
Communautés rurales branchées	676	47			
Économie sociale	1 605				
Fonds conjoncturel de développement	1 221				
Fonds d'aide au développement des territoires de la région	242				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Fonds d'intervention stratégique régional	2 624	522			
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	532				
Politique nationale de la ruralité	39 312	809			
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	96				
Soutien aux territoires en difficulté	6 108				
Villages branchés du Québec	5 728				
Autres	2 003	3			
Total du programme 5	60 146	1 380		-	
Programme 7 - Habitation					
Aide à l'amélioration de l'habitat	72 603				
Aide au logement social, communautaire et abordable	276 991				
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	372	266			
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	77 560				
Total du programme 7	427 526	266		-	
Total des crédits et dépenses	1 591 949	9 226		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
		128		501						676	473
		850		755						1 605	1 830
1		243		962						1 206	1 747
		41		200						242	
		679		1 423						2 624	
				532						532	
120		34 964		2 920						38 813	38 880
				96						96	537
		6 007		101						6 108	16 310
		5 187		541						5 728	5 397
				2 000						2 003	
121		48 100		10 031		-		-		59 632	65 174
				508		72 095				72 603	53 865
				175 335		101 656				276 991	365 924
				106						372	322
								49 896		49 896	38 358
-		-		175 950		173 750		49 896		399 862	458 469
14 635		1 076 269		232 077		173 750		49 896		1 555 854	1 581 526

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	25 397	25 397	26 830
Fonctionnement	6 985	6 985	6 721
Capital	364 171	360 857	360 004
Intérêt	175 024	175 024	166 749
Support	1 020 371	987 590	1 021 223
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 591 949	1 555 854	1 581 526

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Support	55 017	55 017	55 017
TOTAL DU PORTEFEUILLE	55 017	55 017	55 017

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	68	67
	<u>68</u>	<u>67</u>
Autres		
Études de dossiers	515	725
Demande d'autorisation - Zone agricole	569	624
Commercialisation des grains	234	237
Mise en marché	108	130
Abattoir et atelier	258	278
Acte déclaratoire - CPTAQ	114	122
Pêche commerciale	76	85
Préparation ou mise en conserve du poisson	69	76
Restauration et ventes au détail d'aliments	12 485	11 941
Divers	85	119
	<u>14 511</u>	<u>14 337</u>
Total des droits et permis	<u>14 579</u>	<u>14 404</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	35	53
Eau	98	83
Cale de halage	74	64
Cotisations - Surveillance de l'utilisation du lait	484	526
Autres aides à l'agriculteur	975	980
Divers	114	148
	<u>1 780</u>	<u>1 855</u>
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	59	24
Divers	50	60
	<u>109</u>	<u>84</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	427	176
Subventions d'années antérieures	4 712	381
Divers	23	14
	<u>5 163</u>	<u>570</u>
Total des revenus divers	<u>7 052</u>	<u>2 509</u>
Total des revenus autonomes	<u>21 631</u>	<u>16 913</u>
Total des revenus	<u>21 631</u>	<u>16 913</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	452 636	413 673	24 242	14 721	
Permanents	152	141		12	
Ne nécessitant pas de crédits		13 024			
	<u>452 789</u>	<u>426 838</u>	<u>24 242</u>	<u>14 733</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	644 112	643 171	155	786	
Permanents		280			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>644 112</u>	<u>643 451</u>	<u>155</u>	<u>786</u>	<u>-</u>
	<u>1 096 900</u>	<u>1 070 289</u>	<u>24 396</u>	<u>15 519</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 096 748	1 056 845	24 396	15 507	
Permanents	152	141		12	
Ne nécessitant pas de crédits		13 304			
	<u>1 096 900</u>	<u>1 070 289</u>	<u>24 396</u>	<u>15 519</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 057 810	1 070 289		824	
Prêts, placements, avances et autres	500		1	499	
Immobilisations	38 591		24 395	14 196	
	<u>1 096 900</u>	<u>1 070 289</u>	<u>24 396</u>	<u>15 519</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement			Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
1.	Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	289 153	1	611	46 091	7 833
2.	Institut de technologie agroalimentaire	20 703		547	16 807	2 247
3.	Santé animale et inspection des aliments	58 143		932	24 770	13 894
4.	Direction et services à la gestion	84 637		22 150	25 142	23 771
	Permanents(1)	90				
	Permanents(2)	51				51
	Permanents(3)	12				
	Amortissement des immobilisations					
	Variation à la baisse de provisions					
TOTAL		452 789	1	24 240	112 810	47 796
(1) Loi sur le financement de la pêche commerciale (RLRQ, chapitre F-1.3).						
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(3) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).						
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement			Organismes d'État			
1.	La Financière agricole du Québec	630 000				
2.	Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 212		148	7 307	1 532
	Amortissement des immobilisations					
3.	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 899		6	3 327	1 006
	Amortissement des immobilisations					
TOTAL		644 112	-	155	10 634	2 538

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

622	233 056			275		664	
	1 035					67	
	18 404					142	
						13 573	
90						12	
							13 583 (559)
712	252 495	-	-	275	-	14 458	13 024

Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.

	630 000			24		202	
							257
				525		34	
							23
-	630 000	-	-	549	-	236	280

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 096 748	1	24 395	123 444	50 283
Permanents	152				51
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	1 096 900	1	24 395	123 444 ⁽¹⁾	50 334

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 439 k\$ à l'égard de 138 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	123 444		123 444
Fonctionnement	50 334	13 863	64 196
Créances douteuses et autres provisions	712	(559)	153
Transfert	882 495		882 495
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>1 056 985</u>	<u>13 304</u>	<u>1 070 289</u>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
622	882 495				824		14 682	
90							12	
								13 863
								(559)
712	882 495	-	-		824	-	14 694	13 304

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	445 171	144		
Permanents	10			
	445 181	144	-	
Programme 2 - Organismes d'État				
Votés	643 103	152		
Permanents				
	643 103	152	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 088 274	296		
Permanents	10			
	1 088 283	296	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
6 700	12			620		131		452 636 152
6 700	12	-		620		131		452 789
788				70				644 112
788	-	-		70		-		644 112
7 488	12			690		131		1 096 748 152
7 488	12	-		690		131		1 096 900

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Aide à la recherche et au transfert technologique	19 514	2 862			
Amélioration de la santé animale	14 165	13 090			
Appui à la formation	1 180	10			
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 666	7 120			
Appui au développement en région	34 511	22 409			2
Appui au secteur de la transformation	7 245	3 587			
Prime-Vert	36 879	28 366			
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	122 100	122 090			
Autres	5 366	1 154			1
Total du programme 1	252 626	200 688			3
Programme 2 - Organismes d'État					
La Financière agricole du Québec	630 000	575 646			
Total du programme 2	630 000	575 646			-
Total des crédits et dépenses	882 626	776 334			3

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
2 825				13 827						19 514	21 987
756				320						14 165	16 246
42				1 128						1 180	895
167		4		4 374						11 666	16 629
193		479		11 298						34 381	23 933
130				3 528						7 245	13 822
144				8 369						36 879	23 889
				10						122 100	118 142
3 507		13		692						5 366	4 190
7 763		496		43 546		-		-		252 495	239 734
								54 354		630 000	630 000
-		-		-		-		54 354		630 000	630 000
7 763		496		43 546		-		54 354		882 495	869 734

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	44 303	44 303	45 000
Fonctionnement	10 056	10 056	11 003
Capital	27 708	27 708	15 143
Intérêt	125	125	128
Support	800 434	800 303	798 460
TOTAL DU PORTEFEUILLE	882 626	882 495	869 734

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance - Organismes autonomes et fonds spéciaux	351	5 006
	351	5 006
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 026	2 069
	2 026	2 069
Total des revenus divers	2 377	7 075
Total des revenus autonomes	2 377	7 075
Total des revenus	2 377	7 075

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	91 288	78 804	1 720	10 764	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 570			
	<u>91 297</u>	<u>81 384</u>	<u>1 720</u>	<u>10 764</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	1 035 521	330 124	4	705 393	
Permanents	8 960	8 678		282	
Ne nécessitant pas de crédits		(119 320)			
	<u>1 044 481</u>	<u>219 483</u>	<u>4</u>	<u>705 675</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 568	3 783	139	646	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		67			
	<u>4 568</u>	<u>3 850</u>	<u>139</u>	<u>646</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	3 976	2 434		1 542	
Permanents	352 056	298 355		53 701	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>356 032</u>	<u>300 789</u>	<u>-</u>	<u>55 244</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	667 223			667 223	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>667 223</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>667 223</u>	<u>-</u>
	<u>2 163 602</u>	<u>605 505</u>	<u>1 862</u>	<u>1 439 551</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
					(1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 802 576	415 145	1 862	1 385 569	
Permanents	361 026	307 043		53 983	
Ne nécessitant pas de crédits		(116 683)			
	<u>2 163 602</u>	<u>605 505</u>	<u>1 862</u>	<u>1 439 551</u>	<u>-</u>
Dépenses	786 109	605 505		63 921	
Prêts, placements, avances et autres	1 349 993		5	1 349 988	
Immobilisations	27 500		1 858	25 642	
	<u>2 163 602</u>	<u>605 505</u>	<u>1 862</u>	<u>1 439 551</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	–	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 1			Secrétariat du Conseil du trésor			
Mission : Gouverne et justice						
1. Soutien au Conseil du trésor	91 288		1	1 719	42 498	34 191
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
TOTAL	91 297		1	1 719	42 498	34 200

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Fonctions gouvernementales					
1. Soutien aux opérations gouvernementales	246 646			18 721	227 925
2. Fonds dédiés aux sinistres	581				
3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction	5 603	4			4 114
Permanents(1)	8 960			5 086	3 592
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au domaine des technologies de l'information	21 108				
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Provision pour passif environnemental	761 483				67 620
Variation à la baisse de provisions					
7. Provision pour l'équité salariale					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	1 044 481	4	-	23 807	303 251
(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.

	2 116			5 828	30	4 905	
							2 570
-	2 116	-	-	5 828	30	4 905	2 570

Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.

		581					
						1 485	
						282	
				500		20 608	
						100	
	11 163					682 700	
							(14 320)
							(105 000)
-	11 163	581	-	500	-	705 175	(119 320)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Commission de la fonction publique			
Mission : Gouverne et justice					
1. Commission de la fonction publique	4 568		139	3 000	783
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	4 568	-	139	3 000	783

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

				106	125	415	67
-	-	-	-	106	125	415	67

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Régimes de retraite et d'assurances						
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	22 125				22 125	
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	22 337					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	184 851				142 955	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents(4)	3 976 12				695 12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)	12 998				12 998	
6. Régime de retraite des juges Permanents(6)	13 871				11 986	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)	24 430				24 430	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)	71 433				61 512	
TOTAL	356 032		—	—	276 714	—

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

	22 337							
							41 896	
	1 738			1 272			271	
							1 885	
							9 921	
-	24 075	-	-	1 272	-		53 972	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5					
Mission : Gouverne et justice					
Fonds de suppléance					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération	100				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2012-2013	667 023				
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures	100				
TOTAL	667 223	-	-	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 802 576	5	1 858	64 914	334 633
Permanents	361 026			281 105	3 602
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	2 163 602	5	1 858	346 019 ⁽¹⁾	338 235

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 546 k\$ à l'égard de 80 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	346 019	(105 000)	241 019
Fonctionnement	338 235	2 637	340 872
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	37 354		37 354
Affectation à un fonds spécial	581	(14 320)	(13 739)
Service de la dette			
	722 188	(116 683)	605 505

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

						100	
						667 023	
						100	
-	-	-	-	-	-	667 223	-
	15 017	581		7 706	155	1 377 708	
	22 337					53 983	
							2 637
							(119 320)
-	37 354	581	-	7 706	155	1 431 691	(116 683)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor				
Votés	99 081			
Permanents	10			
	99 090	-	-	
Programme 2 - Fonctions gouvernementales				
Votés	933 270			
Permanents	8 960			
	942 230	-	-	
Programme 3 - Commission de la fonction publique				
Votés	4 457	106		
Permanents				
	4 457	106	-	
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 418			
Permanents	342 188			
	346 605	-	-	
Programme 5 - Fonds de suppléance				
Votés	1 087 618			
Permanents				
	1 087 618	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 128 843	106		
Permanents	351 157			
	2 480 000	106	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(7 793)				91 288
								10
-	-	-		(7 793)		-		91 297
				102 251				1 035 521
-	-	-		102 251		-		8 960
								1 044 481
				6				4 568
-	-	-		6		-		4 568
				(442)				3 976
-	-	-		(442)		9 869		352 056
						9 869		356 032
				(420 394)				667 223
-	-	-		(420 394)		-		667 223
				(326 372)				1 802 576
-	-	-		(326 372)		9 869		361 026
						9 869		2 163 602

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor					
Appui au passage à la société de l'information	2 053	82			
Autres	285	1			
Total du programme 1	2 339	83		-	
Programme 2 - Fonctions gouvernementales					
Passif environnemental	11 163			(4 534)	
Total du programme 2	11 163	-		(4 534)	
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances					
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907			521	
Régime de retraite de certains enseignants	22 337				
Total du programme 4	25 244	-		521	
Total des crédits et dépenses	38 746	83		(4 013)	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
329		113		1 453						1 978	2 914
2		1		135						138	861
331		114		1 588		-		-		2 116	3 775
15 416								282		11 163	3 255
15 416		-		-		-		282		11 163	3 255
1 217										1 738	1 740
22 337										22 337	26 829
23 554		-		-		-		-		24 075	28 568
39 300		114		1 588		-		282		37 354	35 599

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	25 244	24 075	28 568
Fonctionnement	11 163	11 163	3 255
Support	2 339	2 116	3 775
TOTAL DU PORTEFEUILLE	38 746	37 354	35 599

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement		(14 320) ⁽¹⁾	457
Intérêt	581	581	1 324
TOTAL DU PORTEFEUILLE	581	(13 739)	1 780

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif environnemental attribuable à certains fonds spéciaux.

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	2	2
	2	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	93	68
Subventions d'années antérieures	166	106
	258	174
Total des revenus divers	261	176
Total des revenus autonomes	261	176
Total des revenus	261	176

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	749	738		11	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>749</u>	<u>738</u>	<u>-</u>	<u>11</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	59 096	50 632	203	8 261	
Permanents	1 860	1 860			
Ne nécessitant pas de crédits		481			
	<u>60 955</u>	<u>52 972</u>	<u>203</u>	<u>8 261</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	14 388	13 598	8	782	
Permanents	41	41			
Ne nécessitant pas de crédits		10			
	<u>14 429</u>	<u>13 649</u>	<u>8</u>	<u>782</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	238 480	235 702		2 778	
Permanents	859	859			
Ne nécessitant pas de crédits		(933)			
	<u>239 339</u>	<u>235 628</u>	<u>-</u>	<u>2 778</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	53 996	46 234		7 762	
Permanents		4			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>53 996</u>	<u>46 238</u>	<u>-</u>	<u>7 762</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information					
Votés	9 363	8 115	512	737	
Permanents	5	5			
Ne nécessitant pas de crédits		95			
	<u>9 369</u>	<u>8 215</u>	<u>512</u>	<u>737</u>	<u>-</u>
	<u>378 837</u>	<u>357 441</u>	<u>723</u>	<u>20 331</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
					(1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	376 073	355 019	723	20 331	
Permanents	2 764	2 764			
Ne nécessitant pas de crédits		(342)			
	<u>378 837</u>	<u>357 441</u>	<u>723</u>	<u>20 331</u>	<u>-</u>
Dépenses	377 161	357 441		19 378	
Prêts, placements, avances et autres	107		7	100	
Immobilisations	1 570		716	853	
	<u>378 837</u>	<u>357 441</u>	<u>723</u>	<u>20 331</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Cabinet du lieutenant-gouverneur						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	749				681	57
TOTAL	749		-	-	681	57
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif						
1. Cabinet du premier ministre	6 659				5 396	734
Permanents(1)	303					303
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 010			1	9 215	1 387
3. Direction générale de l'administration	20 576		7	195	9 650	8 184
Amortissement des immobilisations						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents(1)	1 556				1 556	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	15 825				14 755	651
Amortissement des immobilisations						
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	5 026					
TOTAL	60 955		7	196	40 572	11 260

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

					11		
-	-	-	-	-	11	-	-

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	444				84	1	
	215			121	2	69	
				1 923	51	567	480
				355	64		
				167		4 859	1
-	659	-	-	2 565	201	5 495	481

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Affaires intergouvernementales canadiennes						
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	1 238			2	874	240
Permanents(1)	41					41
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 804			6	2 814	1 071
Amortissement des immobilisations						
3. Représentation du Québec au Canada	2 300				1 437	598
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	6 046				748	127
TOTAL	14 429	—	—	8	5 872	2 077
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

PROGRAMME 4
Mission : Gouverne et justice

Affaires autochtones

1. Secrétariat aux affaires autochtones	238 480			3 760	2 138
Permanents(1)	759				
Permanents(2)	99				99
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	239 339	-	-	3 760	2 238
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral, ainsi qu'avec les gouvernements des provinces et des territoires du Canada.

	73						49	
	445				269		198	
								10
						263	2	
	5 171							
-	5 689	-	-	269	264	249		10

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	229 804			618	230	1 930	
759							
							5 (938)
759	229 804	-	-	618	230	1 930	(933)

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5			Jeunesse			
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat à la jeunesse	53 996				1 712	561
Amortissement des immobilisations						
TOTAL	53 996		—	—	1 712	561
PROGRAMME 6			Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Mission : Gouverne et justice						
1. Réforme des institutions démocratiques	2 009				1 134	340
Permanents(1)	5					5
2. Commission d'accès à l'information	6 801			512	4 933	1 088
Amortissement des immobilisations						
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	555				439	29
TOTAL	9 369		—	512	6 507	1 463
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	43 961			6 528	97	1 137	
							4
-	43 961	-	-	6 528	97	1 137	4

Ce programme vise à permettre l'adoption ou la modification de diverses lois de nature électorale, à assurer le volet recherche et conseil au bénéfice du ministre responsable et à permettre de donner suite aux décisions gouvernementales visant à réformer et à bonifier les institutions démocratiques. Il vise également à promouvoir l'accès à l'information et à assurer la protection des renseignements personnels. Il permet l'adoption et la modification des lois afférentes tout en permettant un volet conseil auprès du ministre responsable ainsi qu'auprès de tous les intervenants du milieu.

	100			56	179	201	
				89	28	150	95
	50					36	
-	150	-	-	145	207	387	95

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	376 073	7	716	57 549	17 207
Permanents	2 764			1 556	449
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	378 837	7	716	59 105 ⁽¹⁾	17 656

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 174 k\$ à l'égard de 124 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	59 105		59 105
Fonctionnement	17 656	596	18 251
Créances douteuses et autres provisions	759	(938)	(179)
Transfert	280 264		280 264
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	357 784	(342)	357 441

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
759	280 264				10 125	1 010	9 196	
								596 (938)
759	280 264	-	-		10 125	1 010	9 196	(342)

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Votés	749		
Permanents			
	749	-	-
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Votés	61 610	1 476	
Permanents	1 076		
	62 687	1 476	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Votés	13 871	269	
Permanents	10		
	13 880	269	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Votés	241 719	234	
Permanents	10		
	241 729	234	-
Programme 5 - Jeunesse			
Votés	53 544	109	
Permanents			
	53 544	109	-
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Votés	7 606	145	
Permanents			
	7 606	145	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	379 099	2 234	
Permanents	1 096		
	380 194	2 234	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								749
-	-	-		-		-		749
				(3 991)		783		59 096
-	-	-		(3 991)		783		1 860
								60 955
				248		31		14 388
-	-	-		248		31		41
								14 429
				(3 473)		849		238 480
-	-	-		(3 473)		849		859
								239 339
				343				53 996
-	-	-		343		-		53 996
				1 613		5		9 363
-	-	-		1 613		5		5
								9 369
				(5 260)		1 669		376 073
-	-	-		(5 260)		1 669		2 764
								378 837

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP				
Autres	710			4
Total du programme 2	710	-		4
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes				
Appui à la francophonie canadienne	1 492			
Centre de la francophonie des Amériques	2 850			
Coopération intergouvernementale	829	6		
Soutien à la recherche	445			
Autres	73			
Total du programme 3	5 689	6		-
Programme 4 - Affaires autochtones				
Entente avec la nation Naskapi	1 835			
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	19 566			
Ententes avec la nation crie	112 331	7 115		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	53 605			
Financement global des villages nordiques	13 795			
Fonds d'initiatives autochtones	8 456	559		
Fonds de développement pour les autochtones	3 806	128		
Organismes autochtones	1 592	117		45
Transfert des terres de Oujé-Bougoumou	15 000			
Autres	73			
Total du programme 4	230 057	7 918		45
Programme 5 - Jeunesse				
Stratégie d'action jeunesse	50 785			248
Total du programme 5	50 785	-		248
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information				
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50			
Autres	100			1
Total du programme 6	150	-		1
Total des crédits et dépenses	287 391	7 924		297

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
											175
20		5		456				175		659	458
20		5		456		-		175		659	633
15				1 477				2 850		1 492	1 271
										2 850	2 130
50		3		763		8				829	979
158				288						445	506
2		4		67						73	73
224		7		2 594		8		2 850		5 689	4 957
		918		918						1 835	1 782
		6 485		12 970						19 455	18 368
		105 097		119						112 331	103 855
		53 565								53 565	49 708
		13 795								13 795	13 777
		6 094		1 714						8 368	14 460
		2 423		1 255						3 806	5 142
81		867		462		5				1 577	4 701
		15 000								15 000	5 000
3		5		65						73	58
83		204 249		17 503		5		-		229 804	216 852
249		11 051		32 413						43 961	44 022
249		11 051		32 413		-		-		43 961	44 022
				50						50	50
9				90						100	
9		-		140		-		-		150	50
585		215 312		53 107		13		3 025		280 264	266 514

CONSEIL EXÉCUTIF

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement	3 100	2 850	2 130
Capital	13 216	13 216	18 161
Intérêt	3 736	3 533	3 950
Support	<u>267 338</u>	<u>260 664</u>	<u>242 273</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>287 391</u>	<u>280 264</u>	<u>266 514</u>

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	90	
Location de locaux	1 464	110
	1 554	110
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	271	509
Subventions d'années antérieures	312	61
	583	569
Total des revenus divers	2 137	680
Total des revenus autonomes	2 137	680
Total des revenus	2 137	680

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec					
Votés	57 737	50 898	4 456	2 383	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 415			
	<u>57 746</u>	<u>55 323</u>	<u>4 456</u>	<u>2 383</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	570 860	568 734		2 126	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>570 860</u>	<u>568 734</u>	<u>-</u>	<u>2 126</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	26 830	25 283	187	1 360	
Permanents		212			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>26 830</u>	<u>25 495</u>	<u>187</u>	<u>1 360</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Condition féminine					
Votés	10 131	9 349		783	
Permanents		25			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>10 131</u>	<u>9 373</u>	<u>-</u>	<u>783</u>	<u>-</u>
	<u>665 568</u>	<u>658 925</u>	<u>4 643</u>	<u>6 652</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	665 558	654 264	4 643	6 652	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 652			
	<u>665 568</u>	<u>658 925</u>	<u>4 643</u>	<u>6 652</u>	<u>-</u>
Dépenses	659 274	658 925		5 001	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	6 294		4 643	1 651	
	<u>665 568</u>	<u>658 925</u>	<u>4 643</u>	<u>6 652</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1			Gestion interne, Centre de conservation du Québec et			
Missions : Éducation et culture, service de la dette			Commission des biens culturels du Québec			
1.	Gestion interne et soutien	54 711		4 420	26 575	17 304
	Permanents(1)	10				10
	Amortissement des immobilisations					
	Consommation de frais payés d'avance					
2.	Centre de conservation du Québec	2 400		35	1 434	925
	Amortissement des immobilisations					
3.	Conseil du patrimoine culturel du Québec (2)	626			346	248
TOTAL		57 746	-	4 456	28 356	18 487
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Le nom de cet élément de programme a été modifié suite au changement de nom de la Commission des biens culturels du Québec, le 19 octobre 2012.						

PROGRAMME 2

Mission : Éducation et culture

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

1. Action culturelle et communications	169 262				
2. Musées nationaux	64 857				
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	19 894				
4. Société de développement des entreprises culturelles	65 513				
5. Société de télédiffusion du Québec	59 254				
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	89 534				
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	74 040				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 505				
TOTAL	570 860	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

			4 065	432	316	1 599	
							4 346
							25
				5			
							44
				4	27		
-	-	-	4 065	441	343	1 599	4 415

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	167 336			1 503		423	
	64 857						
	19 894						
397	65 116						
	59 254						
	89 534						
	73 840			200			
	28 505						
397	568 338	-	-	1 703	-	423	-

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 (a)					
Mission : Éducation et culture					
Charte de la langue française					
1. Coordination de la politique linguistique	2 397			1 060	451
Amortissement des immobilisations					
2. Office québécois de la langue française	22 757		183	15 646	3 770
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil supérieur de la langue française	1 446		4	710	379
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	230				
TOTAL	26 830	-	187	17 416	4 599
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 885-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française. À ce titre, ce programme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Immigration et Communautés culturelles. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					

PROGRAMME 4 (a)
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Condition féminine

1. Conseil du statut de la femme	4 045			2 790	998
Amortissement des immobilisations					
2. Secrétariat à la condition féminine	6 086			1 414	1 206
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	10 131	-	-	4 204	2 204
(a) Le 21 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 887-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée à la ministre responsable de la Condition féminine, également ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. À ce titre, ce programme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Emploi et Solidarité sociale. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	561			67	179	80	4
	2 690			221		247	205
	17			50	282	5	3
				92		137	
-	3 268	-	-	430	460	469	212

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

				40	125	92	18
	2 940			68	97	361	7
-	2 940	-	-	108	221	454	25

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	665 558		4 643	49 976	25 281
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
TOTAL	665 568	-	4 643	49 976 ⁽¹⁾	25 291

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 277 k\$ à l'égard de 68 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	49 976		49 976
Fonctionnement	25 291	4 652	29 943
Créances douteuses et autres provisions	397		397
Transfert	574 545		574 545
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	4 065		4 065
	654 273	4 652	658 925

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
397	574 545		4 065		2 682	1 024	2 945	
								4 626 25
397	574 545	-	4 065		2 682	1 024	2 945	4 652

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec				
Votés	59 261			
Permanents	10			
	59 270	-	-	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Votés	566 580			
Permanents				
	566 580	-	-	
Programme 3 - Charte de la langue française				
Votés	27 827			
Permanents				
	27 827	-	-	
Programme 4 - Condition féminine				
Votés	10 501			
Permanents				
	10 501	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	664 168			
Permanents	10			
	664 178	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 524)				57 737 10
-	-	-		(1 524)		-		57 746
				4 280				570 860
-	-	-		4 280		-		570 860
				(997)				26 830
-	-	-		(997)		-		26 830
				(370)				10 131
-	-	-		(370)		-		10 131
				1 390				665 558 10
-	-	-		1 390		-		665 568

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Aide au fonctionnement	45 987				
Aide aux immobilisations	90 892	248		73	
Aide aux initiatives de partenariat	14 780	2 452			
Aide aux projets	7 482	34			
Autres interventions particulières en culture et en communications	10 121	46			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	72 836				
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 204				
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 126				
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	83 409				
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 505				
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 653				
Musée de la Civilisation	23 784				
Musée des beaux-arts de Montréal	17 337				
Musée national des beaux-arts du Québec	14 084				
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 282				
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	57 835	39 518			
Société de la Place des Arts de Montréal	14 309				
Société de télédiffusion du Québec	59 254				
Société du Grand Théâtre de Québec	5 585				
Total du programme 2	570 464	42 299		73	
Programme 3 - Charte de la langue française					
Promotion et diffusion de la langue française	1 127	2			
Réussir ensemble en français	2 451	583			
Autres	229				
Total du programme 3	3 808	585		-	
Programme 4 - Condition féminine					
Égalité entre les femmes et les hommes	1 550				
Programme « À égalité pour décider »	1 000				
Tables de concertation en matière de condition féminine	360				
Autres	180	8		1	
Total du programme 4	3 090	8		1	
Total des crédits et dépenses	577 361	42 892		74	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
1 106		1 281		43 490						45 877	51 816
2 014		38 948		46 075				3 111		90 469	83 276
		7 707		3 421						13 580	15 283
		4 520		2 928						7 482	10 103
215		570		8 926		170				9 928	9 252
								72 836		72 836	75 955
10		10		984						1 004	1 004
								6 126		6 126	6 165
				73 199		10 209				83 409	79 734
								28 505		28 505	29 437
								9 653		9 653	10 058
								23 784		23 784	24 012
				17 337						17 337	18 145
								14 084		14 084	14 538
								7 282		7 282	7 474
				7 599		10 665		52		57 835	60 628
								14 309		14 309	36 248
								59 254		59 254	59 134
								5 585		5 585	4 881
3 345		53 036		203 959		21 044		244 580		568 338	597 146
1		41		943		50		3		1 040	1 417
				1 629						2 211	2 088
						17				17	17
1		41		2 571		67		3		3 268	3 521
		900		525						1 425	1 550
				1 000						1 000	987
				360						360	360
				117		29				155	180
-		900		2 002		29		-		2 940	3 076
3 346		53 977		208 533		21 140		244 584		574 545	603 744

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	118 918	118 918	122 391
Fonctionnement	69 773	69 773	74 644
Capital	102 407	101 985	92 547
Intérêt	43 387	43 387	42 658
Support	242 877	240 483	271 504
TOTAL DU PORTEFEUILLE	577 361	574 545	603 744

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	738	724
Régimes des eaux	753	957
Sécurité des barrages	903	1 157
	<u>2 393</u>	<u>2 838</u>
Autres		
Attestations d'assainissement	1 104	719
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 223	1 029
Divers	2	6
	<u>2 329</u>	<u>1 754</u>
Total des droits et permis	<u>4 722</u>	<u>4 592</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	54	62
Terrains et bâtisses	412	229
Location et concessions	979	1 065
Gains sur dispositions d'immobilisations	68	33
Gestion des barrages publics	2 754	2 354
Recouvrements de tiers	138	1 141
Divers	68	66
	<u>4 473</u>	<u>4 950</u>
Intérêts		
Divers	40	35
	<u>40</u>	<u>35</u>
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
	<u>1</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	530	2 747
Divers	5	
	<u>535</u>	<u>2 747</u>
Total des revenus divers	<u>5 048</u>	<u>7 733</u>
Total des revenus autonomes	<u>9 770</u>	<u>12 325</u>
Total des revenus	<u>9 770</u>	<u>12 325</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement et gestion des parcs					
Votés	239 550	189 350	27 993	22 206	
Permanents	112	38		74	
Ne nécessitant pas de crédits		14 017			
	<u>239 662</u>	<u>203 405</u>	<u>27 993</u>	<u>22 280</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 419	4 911	25	482	
Permanents		22			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 419</u>	<u>4 933</u>	<u>25</u>	<u>482</u>	<u>-</u>
	<u>245 081</u>	<u>208 338</u>	<u>28 019</u>	<u>22 762</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	244 968	194 261	28 019	22 688	
Permanents	112	38		74	
Ne nécessitant pas de crédits		14 038			
	<u>245 081</u>	<u>208 338</u>	<u>28 019</u>	<u>22 762</u>	<u>-</u>
Dépenses	204 137	208 338		9 837	
Prêts, placements, avances et autres	9		9		
Immobilisations	40 934		28 009	12 925	
	<u>245 081</u>	<u>208 338</u>	<u>28 019</u>	<u>22 762</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1			Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Mission : Économie et environnement						
1.	Politiques environnementales	23 999	1	54	10 913	804
2.	Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	70 898		1 730	12 435	21 163
3.	Analyse et expertise régionales	26 802		39	9 633	1 031
4.	Centre de contrôle environnemental du Québec	20 071		156	15 804	1 705
5.	Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 874		2 565	3 985	114
6.	Centre d'expertise hydrique du Québec	38 993	8	20 028	10 641	5 614
7.	Direction Permanents(1)	6 875 20		13	5 213	994 20
8.	Services à la gestion Permanents(2) Permanents(3) Amortissement des immobilisations	45 038 25 67		3 399	20 835	18 369
TOTAL		239 662	9	27 984	89 459	49 814

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

PROGRAMME 2

Mission : Économie et environnement

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 419		25	3 561	1 350
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	5 419	-	25	3 561	1 350

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

	11 643			500	33	50	
	28 492			2 386		4 692	
	9 319			3 463		3 316	
				1 250		1 156	
				69		142	
	9				2	2 690	
	625				1	29	
	8			300		2 127	
18						7	
						67	
							14 017
18	50 096	-	-	7 969	37	14 275	14 017

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

				111	158	213	
							22
-	-	-	-	111	158	213	22

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	244 968	9	28 009	93 021	51 144
Permanents	112				20
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	245 081	9	28 009	93 021 ⁽¹⁾	51 164

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 491 k\$ à l'égard de 111 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	93 021		93 021
Fonctionnement	51 164	14 038	65 203
Créances douteuses et autres provisions	18		18
Transfert	50 096		50 096
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	194 300	14 038	208 338

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
18	50 096				8 080	194	14 414 74	14 038
18	50 096	-	-		8 080	194	14 488	14 038

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs				
Votés	233 966			
Permanents	35			
	234 000	-	-	
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Votés	5 299	111		
Permanents				
	5 299	111	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	239 265	111		
Permanents	35			
	239 300	111	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
5 142	67			442		10		239 550 112
5 142	67	-		442		10		239 662
				8				5 419
-	-	-		8		-		5 419
5 142	67			450		10		244 968 112
5 142	67	-		450		10		245 081

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs					
Assainissement de l'air	1 759				
Parcs en milieu nordique	1 964				
Programme ClimatSol	1 968				
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	2 741				
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	6 821				
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	352				
Programme partenaires pour la nature	4 072	8			
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	77				
Société des établissements de plein air du Québec	11 559				
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 329				
Soutien aux organismes de bassin versant	5 200				
Autres	5 582	36			
Total du programme 1	53 425	43		-	
Total des crédits et dépenses	53 425	43		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
		1 759								1 759	1 759
						3				3	600
		614								614	1 079
2 411				41				289		2 741	2 872
		6 821								6 821	6 545
				352						352	354
				3 843		222				4 072	3 140
				69						69	105
								11 559		11 559	10 329
								11 329		11 329	11 359
				5 200						5 200	5 200
618		244		4 338				341		5 576	15 193
3 030		9 438		13 843		224		23 518		50 096	58 537
3 030		9 438		13 843		224		23 518		50 096	58 537

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement			97
Capital	20 476	19 602	16 292
Intérêt	8 884	8 524	8 955
Support	24 065	21 971	33 192
TOTAL DU PORTEFEUILLE	53 425	50 096	58 537

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	1 367	1 299
Visa - Crédit d'impôt pour le design	124	118
Divers	38	36
	<u>1 529</u>	<u>1 453</u>
Total des droits et permis	<u>1 529</u>	<u>1 453</u>
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	65	89
Subventions d'années antérieures	1 734 ⁽¹⁾	47 799
	<u>1 799</u>	<u>47 888</u>
Total des revenus divers	<u>1 799</u>	<u>47 888</u>
Total des revenus autonomes	<u>3 329</u>	<u>49 340</u>
Total des revenus	<u>3 329</u>	<u>49 340</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La diminution s'explique principalement par la récupération, en 2011-2012, de subventions relatives au Programme de soutien aux projets économiques (PSPE) accordées les années antérieures.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation					
Votés	466 000	405 001	934	60 065	
Permanents	53	53			
Ne nécessitant pas de crédits		888			
	<u>466 052</u>	<u>405 941</u>	<u>934</u>	<u>60 065</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	230 309	70 431		159 878	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>230 309</u>	<u>70 431</u>	<u>-</u>	<u>159 878</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	199 493	193 137		6 356	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>199 493</u>	<u>193 137</u>	<u>-</u>	<u>6 356</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	65 671	64 619	3	1 049	
Permanents	91	91			
Ne nécessitant pas de crédits		5			
	<u>65 762</u>	<u>64 715</u>	<u>3</u>	<u>1 049</u>	<u>-</u>
	<u>961 616</u>	<u>734 223</u>	<u>938</u>	<u>227 349</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	961 473	733 187	938	227 349	
Permanents	143	143			
Ne nécessitant pas de crédits		893			
	<u>961 616</u>	<u>734 223</u>	<u>938</u>	<u>227 349</u>	<u>-</u>
Dépenses	958 159	734 223		224 829	
Prêts, placements, avances et autres	447		5	442	
Immobilisations	3 010		932	2 078	
	<u>961 616</u>	<u>734 223</u>	<u>938</u>	<u>227 349</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Économie et environnement			Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			
1.	Direction et services à la gestion	37 521	5	929	16 456	14 703
	Permanents(1)	36				36
	Amortissement des immobilisations					
2.	Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	24 205			4 485	753
3.	Développement des secteurs industriels	61 816			8 978	2 447
4.	Développement des marchés	35 680			5 586	3 052
5.	Développement économique en région et services aux entreprises	106 396			14 977	2 390
	Variation à la baisse de provisions					
6.	Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	200 283			7 527	1 046
	Permanents(1)	17				17
7.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL		466 052	5	929	58 009	24 444

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) :

- la responsabilité de l'élément 1 de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie (décret 874-2012), au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (décret 878-2012) ainsi qu'au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (décret 929-2012, 26 septembre 2012);
- la responsabilité des éléments 2, 3, 5 et 7 de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie (décret 874-2012);
- la responsabilité de l'élément 6 de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (décret 878-2012).

Le 26 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) :

- la responsabilité de l'élément 4 de ce programme a été confiée au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (décret 929-2012).

Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions de même que l'ouverture et la conquête des marchés par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.

	1 190			1 890	211	2 136	
							1 195
	16 120			2 600	202	44	
	39 577			9 520	60	1 234	
	25 277			1 615	151		
	73 016			13 889	62	2 061	
							(307)
	167 420			23 330	19	941	
						100	
-	322 601	-	-	52 843	705	6 516	888

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (a) Mission : Économie et environnement			Interventions relatives au Fonds du développement économique			
1.	Mandats gouvernementaux et autres programmes	155 595				
2.	Programme ESSOR	74 614				
3.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100				
TOTAL		230 309	-	-	-	-
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.						
PROGRAMME 3 (a) Mission : Économie et environnement			Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
1.	Fonds de recherche du Québec - Santé	79 755				
2.	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	49 075				
3.	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	53 109				
4.	Centre de recherche industrielle du Québec	16 925				
5.	Commission de l'éthique en science et en technologie	630			330	181
TOTAL		199 493	-	-	330	181
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par le Fonds du développement économique dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

7 315				6 000		142 279	
26 879	1 755	34 481		1 285		10 214	
						100	
34 194	1 755	34 481	-	7 285	-	152 593	-

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	75 578			4 177			
	47 915			1 160			
	52 209			900			
	16 925						
				5	18	97	
-	192 626	-	-	6 242	18	97	-

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 (a)		Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Mission : Économie et environnement					
1. Bureau de la Capitale-Nationale	46 110		3	1 596	327
Permanents(1)	91				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la capitale nationale du Québec	19 562				
TOTAL	65 762	-	3	1 596	327

(a) La responsabilité de ce programme est confiée à la ministre responsable de la Capitale-Nationale. Selon le Budget de dépenses 2013-2014, ce programme est présenté dans le portefeuille Conseil exécutif.

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	961 473	5	932	59 935	24 899
Permanents	143				53
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	961 616	5	932	59 935 ⁽¹⁾	24 952

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 813 k\$ à l'égard de 83 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	59 935		59 935
Fonctionnement	24 952	1 200	26 152
Créances douteuses et autres provisions	34 285	(307)	33 978
Transfert	576 719		576 719
Affectation à un fonds spécial	37 440		37 440
Service de la dette			
	733 330	893	734 223

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

91	40 175	2 959		223	163	663	5
	19 562						
91	59 737	2 959	-	223	163	663	5

34 194 91	576 719	37 440		66 594	886	159 868	1 200 (307)
34 285	576 719	37 440	-	66 594	886	159 868	893

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation				
Votés	455 731			
Permanents	10			
	455 740	-	-	
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	243 109			
Permanents				
	243 109	-	-	
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	196 455			
Permanents				
	196 455	-	-	
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	65 797	163		
Permanents	91			
	65 887	163	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	961 091	163		
Permanents	100			
	961 191	163	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				10 269				466 000
						43		53
-	-	-		10 269		43		466 052
				(12 800)				230 309
-	-	-		(12 800)		-		230 309
				3 038				199 493
-	-	-		3 038		-		199 493
				(288)				65 671
-	-	-		(288)		-		91
								65 762
				219				961 473
						43		143
-	-	-		219		43		961 616

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation				
Appui à l'innovation	24 000	15 491		
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	21 365	613		
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	6 181	4 583		
Exportation	25 086	22 588		
Mesures de soutien à la recherche - autres	127 351	4 995		745
NovaScience	3 465	163		
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	44 277			
Soutien à l'entrepreneuriat	17 881	22		
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	52 089	6 572		138
Soutien aux centres locaux de développement	44 382	8 348		
Autres	9 398	5 307		3
Total du programme 1	375 475	68 682		885
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Autres	1 800	1 755		
Total du programme 2	1 800	1 755		-
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Centre de recherche industrielle du Québec	16 925			
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	53 109			
Fonds de recherche du Québec - Santé	79 755			33 518
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	49 075			
Total du programme 3	198 863	-		33 518
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Aide à la Ville de Québec	26 800			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 897			
Commission de la capitale nationale du Québec	19 562			
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 829	63		
Politique nationale de la ruralité	1 955			
Total du programme 4	60 043	63		-
Total des crédits et dépenses	636 181	70 500		34 403

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				114						15 605	7 995
1 007		47		13 738		9		1		15 416	18 937
				458						5 041	7 592
				2 498						25 086	11 985
36 113				65 118		50		290		107 312	130 441
526		181		2 283		217				3 370	7 342
				30 748						30 748	27 729
278				15 128		10				15 437	16 999
6 586		8		38 678						51 982	49 042
		220		35 587						44 155	64 132
121		78		2 939						8 448	12 655
44 631		535		207 290		285		292		322 601	354 848
										1 755	4 545
-		-		-		-		-		1 755	4 545
								16 925		16 925	16 736
28 314						20 570		3 325		52 209	50 159
18 145						19 890		4 025		75 578	82 807
29 351						14 854		3 710		47 915	49 106
75 809		-		-		55 314		27 985		192 626	198 808
		26 800								26 800	24 700
		5 897								5 897	5 897
								19 562		19 562	18 342
2		534		4 925						5 523	5 794
		1 955								1 955	1 951
2		35 186		4 925		-		19 562		59 737	56 684
120 442		35 721		212 215		55 599		47 839		576 719	614 885

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	22 175	22 175	17 182
Fonctionnement	53 168	53 168	49 363
Capital	40 666	40 666	58 057
Intérêt	6 334	6 334	2 342
Support	513 838	454 375	487 941
TOTAL DU PORTEFEUILLE	636 181	576 719	614 885

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Support	106 547	37 440	64 997
TOTAL DU PORTEFEUILLE	106 547	37 440	64 997

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	2
Total des droits et permis	1	2
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 358	6 717
Divers	8	4
	6 366	6 721
Intérêts		
Prêts aux étudiants	15 320	13 975
	15 320	13 975
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 082	1 445
Subventions d'années antérieures	6 706	1 568
Dépenses sous forme d'indemnités	1 114	511
Bourses d'études	8 387	16 364
	21 289	19 889
Total des revenus divers	42 975	40 585
Total des revenus autonomes	42 976	40 587
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	127 649	119 257
Total des transferts du gouvernement fédéral	127 649	119 257
Total des revenus	170 625	159 844

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Administration et consultation					
Votés	162 999	145 905	4 133	12 960	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		17 628			
	<u>163 008</u>	<u>163 542</u>	<u>4 133</u>	<u>12 961</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés					
Votés	25 086	25 086			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>25 086</u>	<u>25 086</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	630 548	534 938	85 053	10 557	
Permanents	36 200	36 200			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>666 748</u>	<u>571 138</u>	<u>85 053</u>	<u>10 557</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	9 299 449	8 961 115	71 000	267 335	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 299 449</u>	<u>8 961 115</u>	<u>71 000</u>	<u>267 335</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 297 862	5 039 617	216 000	42 245	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 297 862</u>	<u>5 039 617</u>	<u>216 000</u>	<u>42 245</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	65 538	65 538			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>65 538</u>	<u>65 538</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 031 656	986 366		45 290	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 031 656</u>	<u>986 366</u>	<u>-</u>	<u>45 290</u>	<u>-</u>
	<u>16 549 346</u>	<u>15 812 400</u>	<u>376 186</u>	<u>378 387</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	15 481 481	14 772 198	376 186	333 097	
Permanents	1 067 865	1 022 575		45 290	
Ne nécessitant pas de crédits		17 628			
	<u>16 549 346</u>	<u>15 812 400</u>	<u>376 186</u>	<u>378 387</u>	<u>-</u>
Dépenses	15 901 970	15 812 400		107 197	
Prêts, placements, avances et autres	639 855		372 054	267 801	
Immobilisations	7 522		4 133	3 389	
	<u>16 549 346</u>	<u>15 812 400</u>	<u>376 186</u>	<u>378 387</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Éducation et culture			Administration et consultation			
1.	Direction Permanents(1) Amortissement des immobilisations	14 159 10		12	5 062	2 314 9
2.	Information, communication et administration Amortissement des immobilisations	78 811		3 735	31 367	31 211
3.	Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire Amortissement des immobilisations	32 064		124	23 880	7 870
4.	Administration de l'enseignement supérieur Amortissement des immobilisations	8 548		2	7 337	1 150
5.	Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue Amortissement des immobilisations	6 051		20	5 474	557
6.	Conseil supérieur de l'éducation Amortissement des immobilisations	2 479		6	1 945	456
7.	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 093		14	1 518	492
8.	Administration du loisir et du sport Amortissement des immobilisations	3 870		9	2 535	1 130
9.	Administration de l'aide financière aux études Amortissement des immobilisations	14 923		211	12 295	2 356
TOTAL		163 008	-	4 133	91 414	47 545

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité des éléments 2, 4, 6, 7 et 9 de ce programme a été confiée en partie ou en totalité au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ces éléments du programme 1 demeurent dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

	6 760						12 1	31
				4 603	4 834	3 062		16 544
						190		226
						58		40
								29
				70		2		18
				65		3		17
	196					1		11
						61		712
-	6 955	-	-	4 738	4 834	3 390		17 628

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (a)					
Mission : Éducation et culture		Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés			
1.	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	24 536			
2.	Institut national des mines	550			
TOTAL		25 086	-	-	-
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					
PROGRAMME 3 (a)					
Mission : Éducation et culture		Aide financière aux études			
1.	Bourses consécutives aux prêts	464 347			
2.	Intérêts et remboursements aux banques	150 566	85 053		
	Permanents(1)	36 200			
3.	Autres bourses	15 634			
TOTAL		666 748	85 053	-	-
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines. Il a également pour objectif de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines.

	24 536						
	550						
-	25 086	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	464 347						
13 191	41 765					10 557	
36 200							
	15 634						
49 391	521 747	-	-	-	-	10 557	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Mission : Éducation et culture					
1. Commissions scolaires	7 175 327				
2. Commissions scolaires à statut particulier	249 116				
3. Service de la dette des commissions scolaires	684 930				
4. Enseignement privé	544 873	71 000 (1)			
5. Soutien à des partenaires en éducation	37 317				
6. Aide au transport scolaire	340 552				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	267 335				
TOTAL	9 299 449	71 000	-	-	-

(1) Ce montant a été porté à la dette nette pour l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	7 175 327						
	249 116						
	684 930						
	473 873						
	37 317						
	340 552						
						267 335	
-	8 961 115	-	-	-	-	267 335	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 (a)					
Mission : Éducation et culture					
Enseignement supérieur					
1. Cégeps	1 720 245				
2. Universités	2 832 321	193 000 ⁽¹⁾			
3. Enseignement privé au collégial	133 620	23 000 ⁽¹⁾			
4. Service de la dette des cégeps	222 294				
5. Service de la dette des universités	345 291				
6. Soutien à des partenaires en éducation	1 846				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	42 245				
TOTAL	5 297 862	216 000	-	-	-
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					
(1) Ce montant a été porté à la dette nette pour l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.					
PROGRAMME 6					
Mission : Éducation et culture					
Développement du loisir et du sport					
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	37 461				
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	28 077				
TOTAL	65 538	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 720 245							
	2 619 321	20 000						
	110 620							
	222 294							
	345 291							
	1 846							
							42 245	
-	5 019 617	20 000	-	-	-	42 245	-	

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	37 461							
	28 077							
-	65 538	-	-	-	-	-	-	

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement

PROGRAMME 7 (a)
Mission : Éducation et culture

Régimes de retraite

1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	114 136				
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	764 351				
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	153 169				
TOTAL	1 031 656	-	-	-	-

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité des éléments 2 et 3 de ce programme a été confiée en partie au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ces éléments du programme 7 demeurent dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	15 481 481	372 054	4 133	91 414	47 536
Permanents	1 067 865				9
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	16 549 346	372 054	4 133	91 414 ⁽¹⁾	47 545

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 591 k\$ à l'égard de 111 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	91 414		91 414
Fonctionnement	47 545	17 628	65 173
Créances douteuses et autres provisions	49 391		49 391
Transfert	15 586 422		15 586 422
Affectation à un fonds spécial	20 000		20 000
Service de la dette			
	15 794 772	17 628	15 812 400

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

	114 136						
	764 351						
	107 879					45 290	
-	986 366	-	-	-	-	45 290	-

13 191	14 600 057	20 000		4 738	4 834	323 526	
36 200	986 366					45 290	
							17 628
49 391	15 586 422	20 000	-	4 738	4 834	368 816	17 628

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Administration et consultation				
Votés	176 568	4 089		
Permanents	10			
	176 577	4 089		-
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés				
Votés	26 020			
Permanents				
	26 020	-		-
Programme 3 - Aide financière aux études				
Votés	701 275			
Permanents	6 000			
	707 275	-		-
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	9 250 168			
Permanents				
	9 250 168	-		-
Programme 5 - Enseignement supérieur				
Votés	5 127 879			
Permanents				
	5 127 879	-		-
Programme 6 - Développement du loisir et du sport				
Votés	63 745			
Permanents				
	63 745	-		-
Programme 7 - Régimes de retraite				
Votés	1 009 283			
Permanents				
	1 009 283	-		-
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	15 345 655	4 089		
Permanents	1 015 293			
	16 360 947	4 089		-

187

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Administration et consultation					
Autres	6 955	1		1	
Total du programme 1	6 955	1		1	
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés					
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	24 536				
Institut national des mines	550				
Total du programme 2	25 086	-		-	
Programme 3 - Aide financière aux études					
Bourses consécutives aux prêts	464 347				
Intérêts et remboursements aux banques	41 765				
Autres	15 634				
Total du programme 3	521 747	-		-	
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Fonctionnement					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 424 443				
Enseignement privé	473 873				
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	57 058				
Programme d'action communautaire	18 083				
Service de la dette des commissions scolaires	647 490				
Transport scolaire	340 552				
Autres	19 234				
Total du programme 4	8 980 733	-		-	
Programme 5 - Enseignement supérieur					
Fonctionnement					
Cégeps	1 720 245	81			
Enseignement privé au collégial	110 620				
Universités	2 619 321				
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225				
Service de la dette					
Service de la dette des cégeps	214 786				
Service de la dette des universités	345 291				
Autres	1 846				
Total du programme 5	5 052 334	81		-	
Programme 6 - Développement du loisir et du sport					
Équipe Québec	4 881				
Kino-Québec	1 575				
Promotion du loisir	14 749				
Promotion du sport	21 491				
Soutien aux équipements de loisir					
Soutien aux organismes multidisciplinaires	22 712				
Autres	130				
Total du programme 6	65 538	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
2 196		25		480		74		4 179		6 955	7 936
2 196		25		480		74		4 179		6 955	7 936
								24 536		24 536	23 873
								550		550	800
-		-		-		-		25 086		25 086	24 673
						464 347				464 347	456 459
						41 765				41 765	40 707
						15 634				15 634	13 398
-		-		-		521 747		-		521 747	510 563
7 419 977				4 466						7 424 443	7 170 423
473 873										473 873	461 980
50 173										50 173	40 091
				18 083						18 083	18 165
634 757										634 757	676 573
340 552										340 552	313 620
				19 234						19 234	20 203
8 919 331		-		41 783		-		-		8 961 115	8 701 054
1 716 814				3 350						1 720 245	1 575 412
110 620										110 620	103 226
2 619 321										2 619 321	2 793 696
12 326										12 326	870
209 968										209 968	214 987
345 291										345 291	354 860
330				1 516						1 846	1 615
5 014 670		-		4 866		-		-		5 019 617	5 044 667
						4 881				4 881	4 825
				1 575						1 575	1 575
		322		14 427						14 749	13 776
		251		21 239						21 491	19 483
											41
				22 712						22 712	22 687
				130						130	233
-		573		60 083		4 881		-		65 538	62 619

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 7 - Régimes de retraite					
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	764 351				
Régime de retraite des enseignants	114 136				
Régime de retraite du personnel d'encadrement	153 169				
Total du programme 7	1 031 656	-		-	
Total des crédits et dépenses	15 684 048	82		1	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
764 351										764 351	752 643
114 136										114 136	125 605
107 879										107 879	120 822
986 366		-		-		-		-		986 366	999 070
14 922 563		598		107 212		526 702		29 264		15 586 422	15 350 583

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	11 899 489	11 801 865	11 425 003
Fonctionnement	1 812 474	1 812 473	1 935 678
Capital	846 441	846 441	823 284
Intérêt	466 308	466 308	514 738
Support	659 336	659 336	651 881
TOTAL DU PORTEFEUILLE	15 684 048	15 586 422	15 350 583

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement	20 000	20 000	13 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	20 000	20 000	13 000

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	1 983	2 019
Divers	1	2
	<u>1 984</u>	<u>2 021</u>
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	17 863	18 293
Divers	8	9
	<u>17 871</u>	<u>18 302</u>
Amendes et confiscations		
Frais - Chèques sans provision	239	254
	<u>239</u>	<u>254</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	404	367
Subventions d'années antérieures	109	270
Aide financière de dernier recours	55 245	58 036
Aide financière de dernier recours - R.R.Q.	1 002	1 353
Aide financière de dernier recours - Pensions alimentaires	15 740	17 487
Aide financière de dernier recours - Garants défaillants	2 438	2 570
Divers	8	4
	<u>74 948</u>	<u>80 086</u>
Total des revenus divers	<u>95 042</u>	<u>100 664</u>
Total des revenus autonomes	<u>95 042</u>	<u>100 664</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	642 968	648 075
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	115 462	115 705
	<u>758 430</u>	<u>763 780</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>758 430</u>	<u>763 780</u>
Total des revenus	<u><u>853 471</u></u>	<u><u>864 443</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	872 196	871 541		655	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>872 196</u>	<u>871 541</u>	<u>-</u>	<u>655</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 225 104	2 994 103	231 000		
Permanents	5 500	5 453		47	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 230 604</u>	<u>2 999 556</u>	<u>231 000</u>	<u>47</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	480 963	453 183	2 190	25 590	
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		119			
	<u>480 984</u>	<u>453 323</u>	<u>2 190</u>	<u>25 590</u>	<u>-</u>
	<u>4 583 783</u>	<u>4 324 420</u>	<u>233 190</u>	<u>26 292</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 578 262	4 318 827	233 190	26 245	
Permanents	5 521	5 474		47	
Ne nécessitant pas de crédits		119			
	<u>4 583 783</u>	<u>4 324 420</u>	<u>233 190</u>	<u>26 292</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 350 593	4 324 420		26 292	
Prêts, placements, avances et autres	233 124		233 124		
Immobilisations	66		65		
	<u>4 583 783</u>	<u>4 324 420</u>	<u>233 190</u>	<u>26 292</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Mesures d'aide à l'emploi					
1. Mesures d'aide à l'emploi	871 541				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	117				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi	538				
TOTAL	872 196	-	-	-	-

PROGRAMME 2
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Mesures d'aide financière

1. Aide aux personnes et aux familles Permanents(1)	3 190 629 5 500	231 000 (2)			
2. Action communautaire	10 129				
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	24 345				
TOTAL	3 230 604	231 000	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Ce montant a été porté à la dette nette pour l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). Il favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec. De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.

							871 541	
								117
								538
-	-	871 541	-	-	-		655	-

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

5 453	2 933 722	25 907					47	
	4 357	5 772						
	24 345							
5 453	2 962 425	31 679	-	-	-		47	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3			Administration			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1.	Direction	10 472	5		5 874	946
	Permanents(1)	10				10
2.	Services à la gestion	167 660	1	31	31 885	52 730
	Amortissement des immobilisations					
3.	Centre de recouvrement	10 022	44		7 124	854
	Permanents(2)	12				12
4.	Relations avec les citoyens	16 429	49		8 246	1 074
5.	Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	269 216	2 026	35	113 623	30 455
6.	Politiques, analyse stratégique et action communautaire	7 164			5 659	485
TOTAL		480 984	2 124	65	172 411	86 565

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

	500	1 053			2 095		
		71 346		6 157	5 510		119
				1 000	1 000		
		6 212		764	84		
		114 531		3 283	5 264		
	25	561			433		
-	525	193 704	-	11 204	14 386	-	119

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 578 262	233 124	65	172 411	86 543
Permanents	5 521				21
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	4 583 783	233 124	65	172 411 ⁽¹⁾	86 565

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 29 190 k\$ à l'égard de 297 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	172 411		172 411
Fonctionnement	86 565	119	86 684
Créances douteuses et autres provisions	5 453		5 453
Transfert	2 962 949		2 962 949
Affectation à un fonds spécial	1 096 923		1 096 923
Service de la dette			
	4 324 301	119	4 324 420

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
5 453	2 962 949	1 096 923			11 204	14 386	656 47	119
5 453	2 962 949	1 096 923	-		11 204	14 386	703	119

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	846 135			
Permanents				
	846 135	-	-	
Programme 2 - Mesures d'aide financière				
Votés	2 692 843		279 000	
Permanents	5 500			
	2 698 343	-	279 000	
Programme 3 - Administration				
Votés	456 055	11 204		
Permanents	10			
	456 064	11 204	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	3 995 032	11 204	279 000	
Permanents	5 510			
	4 000 542	11 204	279 000	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				26 061				872 196
-	-	-		26 061		-		872 196
				253 261				3 225 104 5 500
-	-	-		253 261		-		3 230 604
6 997				6 707		12		480 963 21
6 997	-	-		6 707		12		480 984
6 997				286 028		12		4 578 262 5 521
6 997	-	-		286 028		12		4 583 783

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi					
Pacte pour l'emploi	538				
Total du programme 1	538	-		-	
Programme 2 - Mesures d'aide financière					
Action communautaire	3 743				
Aide aux personnes et aux familles	2 933 722	110		4	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	24 345				
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	614				
Total du programme 2	2 962 425	110		4	
Programme 3 - Administration					
Autres	525				
Total du programme 3	525	-		-	
Total des crédits et dépenses	2 963 488	110		4	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
-		-		-		-		-		-	-
				3 743						3 743	3 632
4		6		6 567		2 927 032				2 933 722	2 911 964
						23 122		1 223		24 345	22 959
				614						614	1 104
4		6		10 924		2 950 154		1 223		2 962 425	2 939 660
				500				25		525	535
-		-		500		-		25		525	535
4		6		11 423		2 950 154		1 248		2 962 949	2 940 195

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	784	784	1 055
Fonctionnement	432	432	611
Capital	7	7	10
Support	2 962 265	2 961 726	2 938 519
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 963 488	2 962 949	2 940 195

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	120 723	120 682	121 982
Fonctionnement	61 981	61 976	61 905
Capital	13 335	10 154	9 783
Intérêt	892	892	600
Support	903 219	903 219	919 458
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 100 149	1 096 923	1 113 728

FAMILLE ET AÎNÉS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	261	101
Honoraires - Dossiers publics	12 779	11 938
Divers	34	23
	<u>13 074</u>	<u>12 061</u>
Total des droits et permis	<u>13 074</u>	<u>12 061</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	1
	<u>1</u>	<u>1</u>
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	54	71
	<u>54</u>	<u>71</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	87	255
Subventions d'années antérieures	4 271	697
	<u>4 358</u>	<u>952</u>
Total des revenus divers	<u>4 412</u>	<u>1 025</u>
Total des revenus autonomes	<u>17 486</u>	<u>13 086</u>
Total des revenus	<u>17 486</u>	<u>13 086</u>

FAMILLE ET AÎNÉS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	65 467	48 113	2 427	14 927	
Permanents	19	15		4	
Ne nécessitant pas de crédits		7 598			
	<u>65 486</u>	<u>55 727</u>	<u>2 427</u>	<u>14 931</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 321 496	2 316 927		4 569	
Permanents	141	46		95	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 321 638</u>	<u>2 316 973</u>	<u>-</u>	<u>4 664</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	26 182	17 972		8 210	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>26 182</u>	<u>17 972</u>	<u>-</u>	<u>8 210</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	53 827	40 202	7 393	6 232	
Permanents	12 600	12 522		78	
Ne nécessitant pas de crédits		2 535			
	<u>66 427</u>	<u>55 259</u>	<u>7 393</u>	<u>6 310</u>	<u>-</u>
	<u>2 479 733</u>	<u>2 445 932</u>	<u>9 820</u>	<u>34 116</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 466 973	2 423 215	9 820	33 939	
Permanents	12 760	12 583		177	
Ne nécessitant pas de crédits		10 134			
	<u>2 479 733</u>	<u>2 445 932</u>	<u>9 820</u>	<u>34 116</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 452 175	2 445 932		16 377	
Prêts, placements, avances et autres	1 002		1	1 001	
Immobilisations	26 556		9 819	16 737	
	<u>2 479 733</u>	<u>2 445 932</u>	<u>9 820</u>	<u>34 116</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

FAMILLE ET AÎNÉS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1			Planification, recherche et administration			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1.	Planification, recherche et administration	65 467	1	2 426	32 324	13 596
	Permanents(1)	19				15
	Amortissement des immobilisations					
TOTAL		65 486	1	2 426	32 324	13 612
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

PROGRAMME 2

Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Mesures d'aide à la famille

1. Gestion des services à la famille	13 781				1 783
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 170 157				
Permanents(1)	100				
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	29 294				
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	57 175				
5. Soutien aux enfants	31 666				
Permanents(1)	41				
6. Organismes communautaires	19 423				
TOTAL	2 321 638	-	-	-	1 783
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme permet de planifier, de diriger et de coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	2 193				1 212	13 715	
						4	
							7 598
-	2 193	-	-	-	1 212	13 719	7 598

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il favorise l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant le soutien financier annuel de ceux-ci. Ce programme a aussi comme objectif de pourvoir au financement des infrastructures des centres de la petite enfance ainsi qu'à celui du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. De plus, il permet d'accorder à des organismes communautaires s'occupant des familles, le financement dont ils ont besoin pour remplir leur mission globale. Enfin, il assure le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants.

	11 065				58	874	
	2 169 156					1 000	
5						95	
	26 658			2 636			
	57 175						
	31 666						
41							
	19 423						
46	2 315 144	-	-	2 636	58	1 970	-

FAMILLE ET AÎNÉS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 (a)					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Condition des aînés					
1. Secrétariat aux aînés	26 182				996
TOTAL	26 182	-	-	-	996
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 888-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés. À ce titre, ce programme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Santé et Services sociaux. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					

PROGRAMME 4 (a)
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Curateur public

1. Curateur public	53 827		7 393	29 495	10 707
Permanents(1)	100				
Permanents(2)	12 500			11 579	921
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	66 427	-	7 393	41 074	11 628
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 888-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés. À ce titre, ce programme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Santé et Services sociaux. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(2) Loi sur le curateur public (RLRQ, chapitre C-81).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme assure le financement du Secrétariat aux aînés. Il vise à soutenir la valorisation de la participation des personnes aînées à la société en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

	16 976			6 006	117	2 087	
-	16 976	-	-	6 006	117	2 087	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

22				1 235		4 997 78	
							2 535
22	-	-	-	1 235	-	5 075	2 535

FAMILLE ET AÎNÉS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 466 973	1	9 819	61 819	27 083
Permanents	12 760			11 579	936
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	2 479 733	1	9 819	73 398 ⁽¹⁾	28 020

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 442 k\$ à l'égard de 67 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	73 398		73 398
Fonctionnement	28 020	10 134	38 153
Créances douteuses et autres provisions	68		68
Transfert	2 334 313		2 334 313
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	2 435 798	10 134	2 445 932

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
68	2 334 313				9 877	1 387	22 675 177	10 134
68	2 334 313	-	-		9 877	1 387	22 852	10 134

FAMILLE ET AÎNÉS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Votés	64 098		
Permanents	19		
	64 118	-	-
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Votés	2 092 796		230 000
Permanents	100		
	2 092 896	-	230 000
Programme 3 - Condition des aînés			
Votés	27 774		
Permanents			
	27 774	-	-
Programme 4 - Curateur public			
Votés	51 968	1 235	
Permanents	100		
	52 068	1 235	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 236 637	1 235	230 000
Permanents	219		
	2 236 856	1 235	230 000

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 368				65 467 19
-	-	-		1 368		-		65 486
				(1 300)		41		2 321 496 141
-	-	-		(1 300)		41		2 321 638
				(1 591)				26 182
-	-	-		(1 591)		-		26 182
		12 500		624				53 827 12 600
-	-	12 500		624		-		66 427
				(898)		41		2 466 973 12 760
-	-	12 500		(898)		41		2 479 733

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Planification, recherche et administration					
Plan d'action égalité - Conciliation travail famille	2 730	34			
Autres	648	2		2	
Total du programme 1	3 377	37		2	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille					
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	31 632				
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	34				
Amélioration de la qualité des services de garde	2 476				
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	2 899				
Haltes-garderies	3 839				
Organismes communautaires - famille	19 423				
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	57 175				
Subvention annuelle des garderies	438 310	438 310			
Subvention de la garde en milieu familial	645 191				
Subvention des centres de la petite enfance	1 084 855	145			
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	29 294				
Subventions de développement et d'investissements	800				
Autres	1 851				
Total du programme 2	2 317 781	438 455		-	
Programme 3 - Condition des aînés					
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	433				
Politique Vieillir chez soi	22 495			50	
Stratégie d'action en faveur des aînés	774			33	
Autres	160				
Total du programme 3	23 861	-		83	
Total des crédits et dépenses	2 345 019	438 492		84	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
179		164		1 304						1 681	1 050
34		6		198				271		512	668
212		170		1 502		-		271		2 193	1 718
								31 632		31 632	30 515
						34				34	80
				2 476						2 476	2 483
				2 898		1				2 899	4 209
				3 839						3 839	3 578
				19 423						19 423	17 610
				57 175						57 175	58 737
										438 310	429 632
				645 191						645 191	655 669
				1 084 710						1 084 855	1 070 364
				26 658						26 658	25 086
				800						800	910
		810		1 037		4				1 851	2 421
-		810		1 844 208		39		31 632		2 315 144	2 301 294
200		100								300	274
213		2 511		13 004						15 778	13 481
		717		6						756	3 407
2		2		137						142	478
415		3 330		13 148		-		-		16 976	17 640
627		4 310		1 858 858		39		31 903		2 334 313	2 320 652

FAMILLE ET AÎNÉS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement	31 902	31 902	30 729
Capital	18 128	17 983	16 020
Intérêt	10 966	9 455	9 899
Support	<u>2 284 022</u>	<u>2 274 972</u>	<u>2 264 003</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 345 019</u>	<u>2 334 313</u>	<u>2 320 652</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs - Fonds des services de santé	6 377 612	6 019 330
Cotisations des particuliers - Fonds des services de santé	219 232	226 760
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	6 596 844	6 246 090
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts - Sociétés d'état	200 580	198 023
Honoraires sur garantie gouvernementale	15 470	15 512
Divers		34
	216 051	213 569
Intérêts		
Comptes de banque	240	943
Prêts	189	222
Dividendes	6 677	6 677
	7 106	7 841
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	21 967	15 338
Produits de la criminalité	3 480	1 747
	25 447	17 086
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 936	1 045
	5 936	1 045
Total des revenus divers	254 540	239 541

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus provenant des entreprises du gouvernement (1)		
Hydro-Québec	645 000 ⁽²⁾	1 958 000
Loto-Québec	1 194 457	1 196 440
Société des alcools du Québec	1 030 446	999 746
Total des revenus provenant des entreprises du gouvernement	2 869 903	4 154 186
Total des revenus autonomes	9 721 286	10 639 817
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	7 391 127 ^(B)	7 814 540
Païement de protection	362 127	368 932
Transferts pour la santé	4 791 546 ^(C)	4 511 240
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 486 212 ^(D)	1 488 869
Compensation pour l'harmonisation de la TVQ à la TPS	733 000 ⁽³⁾	
Autres programmes	(336 373) ^(E)	(235 383)
Total des transferts du gouvernement fédéral	14 427 639	13 948 198
Total des revenus	24 148 925	24 588 015

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats :

Hydro-Québec	239 000 ⁽²⁾	587 000
Investissement Québec	101 244 ⁽⁴⁾	42 917
Autres	(3 512) ^(A)	(8 416)
Ajustements de consolidation	25 540	(26 335)
	362 272	595 166
Dividendes déclarés	2 869 903	4 154 186
	3 232 175	4 749 352

(2) La diminution s'explique par la baisse du résultat net qui découle principalement du résultat provenant des activités abandonnées négatif de 1 876 000 k\$ relié au traitement comptable de la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Gentilly-2 à la fin de 2012.

(3) L'augmentation s'explique par une compensation financière découlant de l'entente conclue en 2012-2013 à l'égard de l'harmonisation de la taxe de vente du Québec (TVQ) à la taxe sur les produits et services (TPS).

(4) L'augmentation s'explique en partie par des gains supérieurs en 2012-2013 sur les placements d'Investissement Québec.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
A) Autres		
Capital Financière agricole inc.	504	(682)
Société Innovatech du Grand Montréal	(75)	(169)
Société Innovatech du Sud du Québec	21	(330)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(4 101)	(6 598)
Société Innovatech Régions ressources	139	(637)
	<u>(3 512)</u>	<u>(8 416)</u>
B) Péréquation		
2012-2013	7 391 127	
2011-2012		7 814 540
	<u>7 391 127</u>	<u>7 814 540</u>
C) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2012-2013	9 787 790	
2011-2012	26 460	9 339 865
2010-2011	30 243	(80 515)
2009-2010		
2008-2009		(1 167)
	<u>9 844 494</u>	<u>9 258 182</u>
Transferts fiscaux		
2012-2013	(3 020 974)	
2011-2012	(24 829)	(2 950 779)
2010-2011	(22 525)	61 175
2009-2010		
2008-2009		341
	<u>(3 068 328)</u>	<u>(2 889 263)</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2012-2013	(1 997 541)	
2011-2012	(28 280)	(1 938 956)
2010-2011	(14 757)	18 994
2009-2010	(1 772)	4 180
2008-2009		246
	<u>(2 042 350)</u>	<u>(1 915 536)</u>
Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	57 730	57 857
	<u>4 791 546</u>	<u>4 511 240</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2012-2013	2 738 612	
2011-2012	(638)	2 664 674
2010-2011		(1 767)
2009-2010		
2008-2009		
	<u>2 737 974</u>	<u>2 662 907</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2012-2013	(1 224 299)	
2011-2012	(17 332)	(1 188 393)
2010-2011	(9 045)	11 642
2009-2010	(1 086)	2 562
2008-2009		151
	<u>(1 251 762)</u>	<u>(1 174 038)</u>
	<u>1 486 212</u>	<u>1 488 869</u>
E) Autres programmes		
Transfert fiscal - Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(727 946)	(684 745)
Bilinguisme	38 524	38 524
Programme canadien de prêts aux étudiants	238 308 ⁽⁵⁾	288 670
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	59 380	54 534
Financement de base - Plan Chantiers Canada	14 150	23 535 ⁽⁶⁾
Subside basé sur la population	5 294	5 294
Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	15 519	20 804
Fonds pour le recrutement de policiers	<u>20 398</u>	<u>18 000</u>
	<u>(336 373)</u>	<u>(235 383)</u>

(5) La diminution est principalement attribuable au paiement compensatoire reçu en 2012-2013 pour l'année de prêt 2011-2012, qui a été moins élevé que celui prévu selon le taux de croissance publié dans le rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

(6) La donnée comparative a été retraitée afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement. Le revenu a été augmenté de 2 655 k\$ pour atteindre 23 535 k\$.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	753 058	40 532	731	711 796	
Permanents	19	14		5	
Ne nécessitant pas de crédits		485			
	<u>753 077</u>	<u>41 031</u>	<u>731</u>	<u>711 800</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	61 414	44 015	365	17 034	
Permanents	6 343	5 020		1 323	
Ne nécessitant pas de crédits		465			
	<u>67 757</u>	<u>49 500</u>	<u>365</u>	<u>18 357</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	5 583	5 582			
Permanents	8 249 000	7 772 678		476 322	
Ne nécessitant pas de crédits		(16 112)			
	<u>8 254 583</u>	<u>7 762 148</u>	<u>-</u>	<u>476 322</u>	<u>-</u>
	<u>9 075 417</u>	<u>7 852 679</u>	<u>1 096</u>	<u>1 206 480</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	820 055	90 130	1 096	728 830	
Permanents	8 255 362	7 777 712		477 650	
Ne nécessitant pas de crédits		(15 163)			
	<u>9 075 417</u>	<u>7 852 679</u>	<u>1 096</u>	<u>1 206 480</u>	<u>-</u>
Dépenses	8 364 927	7 852 679		497 085	
Prêts, placements, avances et autres	708 665		1	708 664	
Immobilisations	1 825		1 095	731	
	<u>9 075 417</u>	<u>7 852 679</u>	<u>1 096</u>	<u>1 206 480</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice			Direction du Ministère			
1.	Direction et services à la gestion Permanents(1) Amortissement des immobilisations	30 834 19	1	729	14 298	12 094 14
2.	Institut de la statistique du Québec	13 590				
3.	Société de financement des infrastructures locales du Québec	708 635				
TOTAL		753 077	1	729	14 298	12 109
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice			Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
1.	Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	17 346			13 441	707
2.	Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 708		349	5 604	29
3.	Frais de services bancaires Permanents(1)	6 343				5 020
4.	Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale Amortissement des immobilisations	14 315		16	13 589	392
5.	Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	13 847				7 689
6.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	9 198				
TOTAL		67 757	-	365	32 634	13 837
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

	550			2 014	662	485 5	485
	13 590					708 635	
-	14 139	-	-	2 014	662	709 125	485

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

				2 152	1 046		
				374	132	220	
						1 323	
				25	79	214	
							465
	2 227	338		2 371		1 224	
				5 985		3 213	
-	2 227	338	-	10 906	1 257	6 193	465

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3			Service de la dette			
Mission : Service de la dette						
1. Service de la dette directe						
Permanents(1)		5 217 000				
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents(2)		3 032 000				
3. Intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants		5 583				
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
TOTAL		8 254 583	-	-	-	-
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						
(3) Le service de la dette est réduit des revenus de 474 006 k\$, dont ceux du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement pour une somme de 386 104 k\$.						
(4) Le service de la dette est réduit des revenus de 2 017 243 k\$, dont ceux du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour une somme de 1 991 609 k\$.						
(5) Le service de la dette est réduit des revenus de 18 970 k\$ du Fonds du régime de rentes de survivants.						
(6) Le service de la dette est réduit des revenus de 46 195 k\$ du Fonds des congés de maladie accumulés.						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.

			4 765 635 (3)				451 365	
			3 007 042 (4)				24 958	
			5 582 (5)					
								(16 112) (6)
-	-	-	7 778 260	-	-	476 322	(16 112)	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	820 055	1	1 095	46 932	20 912
Permanents	8 255 362				5 034
Amortissement des immobilisations					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
TOTAL	9 075 417	1	1 095	46 932 ⁽¹⁾	25 946

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 876 k\$ à l'égard de 91 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	46 932		46 932
Fonctionnement	25 946	949	26 895
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	16 366		16 366
Affectation à un fonds spécial	338		338
Service de la dette	7 778 260	(16 112)	7 762 148
	<u>7 867 842</u>	<u>(15 163)</u>	<u>7 852 679</u>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	16 366	338	5 582	12 920	1 919	713 991	
			7 772 678			477 650	
							949
							(16 112)
-	16 366	338	7 778 260	12 920	1 919	1 191 641	(15 163)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Direction du Ministère				
Votés	752 169	851		
Permanents	19			
	752 188	851	-	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement				
Votés	105 262	1 284		
Permanents	6 343			
	111 605	1 284	-	
Programme 3 - Service de la dette				
Votés	2 000			
Permanents	8 249 000			
	8 251 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	859 432	2 135		
Permanents	8 255 362			
	9 114 793	2 135	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				38				753 058
								19
-	-	-		38		-		753 077
				(45 132)				61 414
-	-	-		(45 132)		-		6 343
				3 583				5 583
-	-	-		3 583		-		8 249 000
				(41 511)				820 055
-	-	-		(41 511)		-		8 255 362
								9 075 417

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Direction du Ministère					
Institut de la statistique du Québec	13 590				
Autres	550	8		2	
Total du programme 1	14 140	8		2	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	4 360				
Autres	5 050				
Total du programme 2	9 410	-		-	
Total des crédits et dépenses	23 550	8		2	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
								13 590		13 590	13 762
7		9		523		1				550	435
7		9		523		1		13 590		14 139	14 197
750				1 475		2				2 227	4 980
750		-		1 475		2		-		2 227	4 980
757		9		1 998		3		13 590		16 366	19 177

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	10 028	10 028	11 296
Fonctionnement	3 562	3 562	2 466
Support	9 960	2 776	5 415
TOTAL DU PORTEFEUILLE	23 550	16 366	19 177

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement	338	338	338
Support			19 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	338	338	19 338

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - Ressortissants étrangers	3 369	2 722
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 689	1 613
Consultant en immigration	228	230
Certificat de sélection - Ressortissants étrangers	29 076 ⁽¹⁾	50 330
Certificat d'acceptation - Travailleurs étrangers	2 730	2 671
Certificat d'acceptation - Étudiants étrangers	3 545	3 136
	40 637	60 703
Total des droits et permis	40 637	60 703
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	2 414	2 182
Divers	6	6
	2 420	2 188
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	97	602
Subventions d'années antérieures	98	175
	196	777
Total des revenus divers	2 616	2 965
Total des revenus autonomes	43 252	63 668
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	284 501	283 102
Total des transferts du gouvernement fédéral	284 501	283 102
Total des revenus	327 753	346 770

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La diminution s'explique par le dépôt massif de demandes des immigrants investisseurs durant l'exercice 2010-2011 avant la hausse d'exigences des critères d'admissibilité au programme. Depuis, le nombre de demandes des périodes subséquentes s'en trouve diminué.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Immigration, intégration et communautés culturelles					
Votés	176 959	156 736	7 289	12 934	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 012			
	<u>176 969</u>	<u>159 758</u>	<u>7 289</u>	<u>12 934</u>	<u>-</u>
	<u>176 969</u>	<u>159 758</u>	<u>7 289</u>	<u>12 934</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
 Votés	176 959	156 736	7 289	12 934	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 012			
	<u>176 969</u>	<u>159 758</u>	<u>7 289</u>	<u>12 934</u>	<u>-</u>
 Dépenses	165 083	159 758		8 337	
Prêts, placements, avances et autres	116		115	1	
Immobilisations	11 770		7 174	4 596	
	<u>176 969</u>	<u>159 758</u>	<u>7 289</u>	<u>12 934</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture			Immigration, intégration et communautés culturelles			
1.	Immigration	27 820	35	34	19 643	7 028
2.	Francisation	70 066		1 418	31 506	20 749
3.	Intégration, régionalisation et relations interculturelles	43 260		10	13 085	5 110
4.	Direction, information et services centralisés	35 812	81	5 712	13 948	7 625
	Permanents(1)	10				10
	Amortissement des immobilisations					
5.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL		176 969	115	7 174	78 182	40 521

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

				952	129		
	16 121			52	219		
	21 598			1 233	250	1 973	
	322			2 799	729	4 597	
							3 012
-	38 042	-	-	5 036	1 328	6 570	3 012

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	176 959	115	7 174	78 182	40 511
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	176 969	115	7 174	78 182 ⁽¹⁾	40 521

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 048 k\$ à l'égard de 57 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	78 182		78 182
Fonctionnement	40 521	3 012	43 533
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	38 042		38 042
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	156 746	3 012	159 758

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	38 042				5 036	1 328	6 570	
								3 012
-	38 042	-	-		5 036	1 328	6 570	3 012

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles				
Votés	308 638	2 128		
Permanents	10			
	308 648	2 128	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	308 638	2 128		
Permanents	10			
	308 648	2 128	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
36 137				(169 943)				176 959
								10
36 137	-	-		(169 943)		-		176 969
36 137				(169 943)				176 959
								10
36 137	-	-		(169 943)		-		176 969

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles					
Programme Accès aux ordres professionnels	1 463				
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	16 121				
Programme Mobilisation-Diversité	7 141				
Programme Réussir l'intégration	14 790				
Programme Soutien à la mission	1 348				
Autres	322				
Total du programme 1	41 185	-		-	
Total des crédits et dépenses	41 185	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				993						993	689
				42		16 079				16 121	16 602
		2 495		3 946						6 441	8 233
				11 192		1 625				12 817	15 367
				1 348						1 348	1 579
12		5		306						322	330
12		2 500		17 827		17 704		-		38 042	42 800
12		2 500		17 827		17 704		-		38 042	42 800

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Support	41 185	38 042	42 800
TOTAL DU PORTEFEUILLE	41 185	38 042	42 800

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	321	232
Studio de santé	107	101
Agences de voyages	682	589
Conseillers en voyage	271	283
Divers	82	88
	<u>1 463</u>	<u>1 293</u>
Total des droits et permis	<u>1 463</u>	<u>1 293</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	606	627
Frais d'examen	70	
Recouvrements de tiers	138	269
Actes judiciaires	34 451	34 035
Actes juridiques	35 451	34 082
Divers	22	23
	<u>70 738</u>	<u>69 037</u>
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la sécurité routière	58 178	56 200
Infractions au Code criminel	13 023	11 388
Infractions à diverses lois	27 876	18 452
Aide aux victimes d'actes criminels	18 128	17 901
	<u>117 206</u>	<u>103 941</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	859	678
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	769	1 626
	<u>1 628</u>	<u>2 305</u>
Total des revenus divers	<u>189 572</u>	<u>175 283</u>
Total des revenus autonomes	<u>191 035</u>	<u>176 576</u>

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	24 158	27 238
Conseillers juridiques auprès des autochtones	493	498
Informations concernant les sentences	54	52
Enregistrement des actions en divorce	35	30
Mesures québécoises de justice familiale	342	2 742
Total des transferts du gouvernement fédéral	25 082	30 561
Total des revenus	216 117	207 136

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	29 196	28 796	400		
Permanents	76 315	76 024		291	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>105 511</u>	<u>104 820</u>	<u>400</u>	<u>291</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	274 654	270 412	4 241		
Permanents	11 881	11 103		778	
Ne nécessitant pas de crédits		6 224			
	<u>286 534</u>	<u>287 739</u>	<u>4 241</u>	<u>778</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	12 311	12 311			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 311</u>	<u>12 311</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	170 484	170 484			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>170 484</u>	<u>170 484</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	24 345	23 692	653		
Permanents		325			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>24 345</u>	<u>24 017</u>	<u>653</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	113 490	112 852	638		
Permanents	300			300	
Ne nécessitant pas de crédits		615			
	<u>113 790</u>	<u>113 467</u>	<u>638</u>	<u>300</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	107 162	107 143		19	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>107 162</u>	<u>107 143</u>	<u>-</u>	<u>19</u>	<u>-</u>
	<u>820 138</u>	<u>819 982</u>	<u>5 932</u>	<u>1 388</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
					(1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	624 480	618 548	5 932	1	
Permanents	195 658	194 270		1 388	
Ne nécessitant pas de crédits		7 165			
	<u>820 138</u>	<u>819 982</u>	<u>5 932</u>	<u>1 388</u>	<u>-</u>
Dépenses	814 206	819 982		1 388	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	5 932		5 932		
	<u>820 138</u>	<u>819 982</u>	<u>5 932</u>	<u>1 388</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1			Activité judiciaire			
Mission : Gouverne et justice						
1.	Magistrature	2 852		281	2 144	427
	Permanents(1)	73 889			70 162	3 728
2.	Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
	Permanents(1)	2 222			419	1 672
3.	Soutien à la magistrature	26 345		119	24 660	1 565
4.	Comité sur la rémunération des juges					
	Permanents(1)	204				43
TOTAL		105 511	-	400	97 385	7 435
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).						

PROGRAMME 2

Mission : Gouverne et justice

Administration de la justice

1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	152 289		1 102	57 429	92 772
2. Affaires juridiques et législatives	42 869			40 164	2 705
3. Direction, planification et services à l'organisation	68 268		2 616	37 034	17 975
Permanents(1)	6 294				
Permanents(2)	5 567			4 799	
Permanents(3)	20				10
Amortissement des immobilisations					
4. Traitement des infractions et perception des amendes	11 227		523	8 243	2 461
TOTAL	286 534	-	4 241	147 668	115 923
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).					
(3) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

							130	
							160	
-	-	-	-	-	-		291	-

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

		986						
		1 418	9 226					
6 294							768	
							10	
								6 224
6 294	2 404	9 226	-	-	-	778		6 224

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Justice administrative					
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	11 930				
2. Conseil de la justice administrative	382			210	171
TOTAL	12 311	-	-	210	171
PROGRAMME 4					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Accessibilité à la justice					
1. Commission des services juridiques	167 137				
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	419				
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice	2 928				
TOTAL	170 484	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

11 930							
-	-	11 930	-	-	-	-	-

Ce programme vise à assurer aux justiciables une accessibilité à la justice par le biais de l'aide juridique offerte aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que par certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale.

167 137							
419							
2 928							
-	167 556	2 928	-	-	-	-	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5					
Mission : Gouverne et justice					
Autres organismes relevant du ministre					
1. Office de la protection du consommateur	9 143		464	6 407	2 098
Amortissement des immobilisations					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 202		188	11 655	3 359
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	24 345	-	653	18 062	5 457
PROGRAMME 6					
Mission : Gouverne et justice					
Poursuites criminelles et pénales					
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	113 490		638	87 382	25 470
Amortissement des immobilisations					
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales					
Permanents (1)	300				
TOTAL	113 790	-	638	87 382	25 470
(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1)					
PROGRAMME 7					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Indemnisation et reconnaissance					
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	106 010				13 218
2. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 152				264
TOTAL	107 162	-	-	-	13 481
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).					
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).					

Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir : l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et liberté de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

Le programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Il vise également le comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

Le programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

259

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	624 480		5 932	275 328	149 002
Permanents	195 658			75 380	18 934
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	820 138	-	5 932	350 708 ⁽¹⁾	167 937

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 657 k\$ à l'égard de 139 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	350 708		350 708
Fonctionnement	167 937	7 165	175 101
Créances douteuses et autres provisions	6 294		6 294
Transfert	263 795		263 795
Affectation à un fonds spécial	24 084		24 084
Service de la dette			
	812 817	7 165	819 982

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	170 133	24 084					1	
6 294	93 662						1 388	
								7 165
6 294	263 795	24 084	-		-	-	1 388	7 165

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Activité judiciaire				
Votés	29 848			
Permanents	75 460			
	105 307	-	-	
Programme 2 - Administration de la justice				
Votés	273 330			
Permanents	10 587			
	283 917	-	-	
Programme 3 - Justice administrative				
Votés	11 986			
Permanents				
	11 986	-	-	
Programme 4 - Accessibilité à la justice				
Votés	140 547			
Permanents				
	140 547	-	-	
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre				
Votés	23 882			
Permanents				
	23 882	-	-	
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales				
Votés	105 807			
Permanents	300			
	106 107	-	-	
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance				
Votés	91 202			
Permanents				
	91 202	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	585 400			
Permanents	177 548			
	762 948	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(651)				29 196
						855		76 315
-	-	-		(651)		855		105 511
				1 323				274 654
						1 294		11 881
-	-	-		1 323		1 294		286 534
				325				12 311
-	-	-		325		-		12 311
				29 938				170 484
-	-	-		29 938		-		170 484
600				(136)				24 345
600	-	-		(136)		-		24 345
				7 682				113 490
-	-	-		7 682		-		300
						15 961		107 162
-	-	-		-		15 961		107 162
600				38 481				624 480
						18 109		195 658
600	-	-		38 481		18 109		820 138

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 2 - Administration de la justice					
Autres	2 404	5		1	
Total du programme 2	2 404	5		1	
Programme 4 - Accessibilité à la justice					
Aide juridique	63 424				
Commission des services juridiques	103 712				
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires					
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	419				
Total du programme 4	167 556	-		-	
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre					
Bourse d'études	2				
Projets et partenariats stratégiques	172				
Total du programme 5	174	-		-	
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance					
Actes de civisme	889				
Indemnisation des victimes d'actes criminels	92 792				
Total du programme 7	93 681	-		-	
Total des crédits et dépenses	263 814	5		1	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
4		1		2 389				4		2 404	2 593
4		1		2 389		-		4		2 404	2 593
						63 424				63 424	55 355
								103 712		103 712	81 355
								419		419	273
											422
-		-		-		63 424		104 132		167 556	137 406
2										2	2
				172						172	149
2		-		172		-		-		174	151
						870				870	787
						92 792				92 792	83 391
-		-		-		93 662		-		93 662	84 178
6		1		2 560		157 086		104 136		263 795	224 328

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	88 456	88 455	66 013
Fonctionnement	15 329	15 329	15 417
Capital	347	347	347
Support	159 683	159 664	142 551
TOTAL DU PORTEFEUILLE	263 814	263 795	224 328

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	8 975	8 975	8 419
Fonctionnement	5 707	5 707	3 019
Capital	176	176	176
Support	9 226	9 226	11 101
TOTAL DU PORTEFEUILLE	24 084	24 084	22 715

RELATIONS INTERNATIONALES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		16
	-	16
Intérêts		
Divers	1	
	1	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	378	261
Divers	5	
	383	261
Total des revenus divers	384	276
Total des revenus autonomes	384	276
Total des revenus	384	276

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

RELATIONS INTERNATIONALES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	134 298	112 653	8 661	12 984	
Permanents	653	652			
Ne nécessitant pas de crédits		3 613			
	<u>134 950</u>	<u>116 918</u>	<u>8 662</u>	<u>12 984</u>	<u>-</u>
	<u>134 950</u>	<u>116 918</u>	<u>8 662</u>	<u>12 984</u>	<u>-</u>
 TOTAL DU PORTEFEUILLE					
 Votés	134 298	112 653	8 661	12 984	
Permanents	653	652			
Ne nécessitant pas de crédits		3 613			
	<u>134 950</u>	<u>116 918</u>	<u>8 662</u>	<u>12 984</u>	<u>-</u>
 Dépenses	115 853	116 918		2 548	
Prêts, placements, avances et autres	1 012		528	484	
Immobilisations	18 085		8 133	9 952	
	<u>134 950</u>	<u>116 918</u>	<u>8 662</u>	<u>12 984</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

RELATIONS INTERNATIONALES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1			Affaires internationales			
Mission : Économie et environnement						
1.	Politiques et affaires francophones et multilatérales	25 487	3	145	6 908	1 745
	Permanents(1)	652				651
	Amortissement des immobilisations					
2.	Représentation du Québec à l'étranger	68 298	516	7 351	34 328	16 120
	Amortissement des immobilisations					
3.	Affaires bilatérales	19 448	4		4 998	1 219
4.	Protocole, missions et administration	19 216	4	638	10 914	6 778
	Permanents(2)	1				
	Amortissement des immobilisations					
5.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec	1 850				
TOTAL		134 950	528	8 133	57 149	26 513
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	134 298	528	8 133	57 149	25 862
Permanents	653				651
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	134 950	528	8 133	57 149 ⁽¹⁾	26 513

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 349 k\$ à l'égard de 62 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	57 149		57 149
Fonctionnement	26 513	3 613	30 126
Créances douteuses et autres provisions	1		1
Transfert	29 642		29 642
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	113 305	3 613	116 918

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

	16 680			6				17
				315		9 668		2 727
	12 962			264				
1				114		767		870
				1 850				
1	29 642	-	-	2 548	-	10 435		3 613
1	29 642			2 548		10 435		3 613
1	29 642	-	-	2 548	-	10 435		3 613

RELATIONS INTERNATIONALES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Affaires internationales				
Votés	130 674	77		
Permanents	110			
	130 784	77		-
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	130 674	77		
Permanents	110			
	130 784	77		-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				3 546				134 298
						543		653
-	-	-		3 546		543		134 950
				3 546				134 298
						543		653
-	-	-		3 546		543		134 950

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Affaires internationales					
Organismes de la Francophonie	11 063	30			
Organismes voués à la jeunesse	6 318				
Programmes de coopération	2 159	49		14	
Québec sans frontières et autres	3 242				
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	4 107	1			
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 508	26		12	
Autres	1 516				
Total du programme 1	29 912	106		26	
Total des crédits et dépenses	29 912	106		26	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
141		15		10 877						11 063	7 979
				6 318						6 318	6 332
395		20		1 130		178		186		1 972	2 031
				3 240						3 240	3 174
4		1		4 097		4				4 107	3 824
679		5		658		49		3		1 432	1 116
438				720		349		3		1 511	1 564
1 657		42		27 040		580		191		29 642	26 020
1 657		42		27 040		580		191		29 642	26 020

RELATIONS INTERNATIONALES

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	894	894	925
Fonctionnement	1 059	1 059	1 041
Support	27 960	27 690	24 054
TOTAL DU PORTEFEUILLE	29 912	29 642	26 020

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - Usage domestique	181	182
Usines de transformation du bois	628	579
Marché libre des bois	2 432	439
Biomasse forestière		52
Érablières	2 152	1 829
Intervention - Activités minières	189	277
Traitements sylvicoles réguliers	(91 211)	(89 720)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet 1	(3 442)	(5 243)
Plans spéciaux - Récupération et mise en production	(26 358)	(19 555)
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	121 011	114 078
Divers	104	93
	<u>5 685</u>	<u>3 012</u>
Ressources minières		
Claim	10 183	12 579
Exploitation par baux	1 859	2 532
Permis de recherche pour réservoir souterrain		277
Renseignements généraux	158	101
Exploitation - Sable, gravier et autres	4 258	3 301
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	170 808 ⁽¹⁾	313 680
Divers	16	16
	<u>187 282</u>	<u>332 487</u>
Ressources hydrauliques		
Énergie électrique produite	2 719	
Régimes des eaux	1 290	1 364
	<u>4 009</u>	<u>1 364</u>
Autres		
Bail d'exploitation et d'utilisation	52	63
Permis de recherche de pétrole et de gaz naturel		921
Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain	1 054	153
Permis de chasse, pêche et piégeage	31 412	31 261
Permis commerciaux et particuliers	291	261
Droits pour activités commerciales	1 294	1 193
Divers	45	41
	<u>34 148</u>	<u>33 892</u>
Total des droits et permis	<u>231 124</u>	<u>370 755</u>

(1) La variation est attribuable à la diminution des profits minières causée notamment par la baisse du prix de certaines substances minérales et la hausse générale des coûts de production des sociétés minières.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	174	206
Immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique		(247)
Terres de l'État	2 611	3 134
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	193	187
Frais de vente et de location de terrains	528	645
Location et concessions	15 037	14 323
Enregistrement de transferts	246	258
Frais d'inscription aux tirages au sort	143	130
Gains sur dispositions d'immobilisations	1 254	225
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	185	171
Divers	46	61
	<u>20 418</u>	<u>19 094</u>
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	516	656
Droits sur les profits d'exploitation minière	395	690
Paieement de redevances hydrauliques	3 878	
Débiteurs	52	56
	<u>4 842</u>	<u>1 401</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi sur les forêts	2	(883)
Pénalités	52	41
Divers	4	12
	<u>59</u>	<u>(830)</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	98	554
Subventions d'années antérieures	949	3 514
	<u>1 047</u>	<u>4 069</u>
Total des revenus divers	<u>26 366</u>	<u>23 733</u>
Total des revenus autonomes	<u>257 490</u>	<u>394 488</u>
Total des revenus	<u>257 490</u>	<u>394 488</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	495 580	480 372	5 610	9 598	
Permanents	23 144	23 139		4	
Ne nécessitant pas de crédits		19 908			
	<u>518 724</u>	<u>523 419</u>	<u>5 610</u>	<u>9 603</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Protection et mise en valeur de la ressource faunique					
Votés	68 242	64 294	3 847	101	
Permanents	75	21		54	
Ne nécessitant pas de crédits		3 743			
	<u>68 317</u>	<u>68 057</u>	<u>3 847</u>	<u>155</u>	<u>-</u>
	<u>587 041</u>	<u>591 476</u>	<u>9 457</u>	<u>9 758</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	563 822	544 666	9 457	9 699	
Permanents	23 219	23 160		59	
Ne nécessitant pas de crédits		23 651			
	<u>587 041</u>	<u>591 476</u>	<u>9 457</u>	<u>9 758</u>	<u>-</u>
Dépenses	577 583	591 476		9 758	
Prêts, placements, avances et autres	2		2		
Immobilisations	9 455		9 455		
	<u>587 041</u>	<u>591 476</u>	<u>9 457</u>	<u>9 758</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Économie et environnement			Gestion des ressources naturelles			
1.	Plan Nord et territoire Amortissement des immobilisations	15 018		116	3 019	1 619
2.	Ressources forestières Permanents(1) Permanents(2) Permanents(3)	238 974 22 848 204 20				14 213 22 848
3.	Ressources minérales Amortissement des immobilisations Variation à la baisse de provisions	13 034		191	9 222	3 620
4.	Ressources énergétiques Permanents(2) Amortissement des immobilisations	23 614 18		376	4 950	1 221
5.	Direction du Ministère, administration et connaissance géographique Permanents(4) Amortissement des immobilisations	53 640 19	2	2 212	18 285	12 763 15
6.	Opérations régionales Permanents(2) Amortissement des immobilisations	145 440 34		2 710	79 216	31 371
7.	Forestier en chef Amortissement des immobilisations	5 860		4	4 947	909
TOTAL		518 724	2	5 608	119 639	88 579

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 877-2012, la responsabilité de l'élément 6 a été confiée en partie au ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Toutefois, cette portion de l'élément 6 du programme 1 demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur les forêts (RLRQ, chapitre F-4.1).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(4) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

	10 263							71
		224 760						
204	20							
	1							920 (44)
18	4 868	12 200						13
	3 364	7 500			9 515			
							4	11 161
34	148	31 912			83			7 752
								36
257	18 665	276 372	-		9 598	-	4	19 908

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (a)					
Mission : Économie et environnement					
Protection et mise en valeur de la ressource faunique					
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	68 242		3 847	42 746	19 345
Permanents(1)	75				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	68 317	-	3 847	42 746	19 345
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 877-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	563 822	2	9 455	162 384	85 062
Permanents	23 219				22 862
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	587 041	2	9 455	162 384 ⁽¹⁾	107 924

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 19 225 k\$ à l'égard de 191 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	162 384		162 384
Fonctionnement	107 924	23 695	131 619
Créances douteuses et autres provisions	277	(44)	233
Transfert	20 868		20 868
Affectation à un fonds spécial	276 372		276 372
Service de la dette	567 825	23 651	591 476

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats.

	2 203			101			
21						54	
							3 743
21	2 203	-	-	101	-	54	3 743

	20 848	276 372		9 699			
277	20					59	
							23 695 (44)
277	20 868	276 372	-	9 699	-	59	23 651

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles				
Votés	490 338			
Permanents	5 039			
	495 377	-	-	
Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique				
Votés	67 688			
Permanents	75			
	67 763	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	558 025			
Permanents	5 114			
	563 140	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
83				5 159				495 580
						18 104		23 144
83	-	-		5 159		18 104		518 724
4 175				(3 621)				68 242
								75
4 175	-	-		(3 621)		-		68 317
4 258				1 539				563 822
						18 104		23 219
4 258	-	-		1 539		18 104		587 041

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles					
Aide à l'exploration minérale	650				
Aide à la recherche et au développement					
Aide aux bioénergies	1 900	1 900			
Enfouissement des fils électriques	2 318				
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1 254	188			
Fonds d'intervention stratégique régional	610				
Fonds pour la réalisation d'initiatives régionales et locales	1 058				
Prêts forestiers	20				
Soutien dans les milieux autochtones	9 164	330			
Autres	1 691	2			
Total du programme 1	18 665	2 420		-	
Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique					
Autres	2 211	10			
Total du programme 2	2 211	10		-	
Total des crédits et dépenses	20 876	2 430		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				650						650	1 055
											172
										1 900	2 000
		2 318								2 318	2 302
		468		598						1 254	1 617
		350		260						610	4 213
		1 058								1 058	1 156
								20		20	20
		8 654		180						9 164	8 639
105		212		1 358		9		5		1 691	8 740
105		13 059		3 046		9		25		18 665	29 914
				2 006				187		2 203	2 599
-		-		2 006		-		187		2 203	2 599
105		13 059		5 052		9		212		20 868	32 513

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement			66
Capital	1 539	1 539	1 325
Intérêt	799	799	977
Support	18 538	18 530	30 145
TOTAL DU PORTEFEUILLE	20 876	20 868	32 513

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	61 526	61 526	60 538
Fonctionnement	97 637	97 637	90 273
Capital	7 192	7 192	6 697
Intérêt	7 608	7 608	7 503
Support	102 409	102 409	136 600
TOTAL DU PORTEFEUILLE	276 372	276 372	301 611

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	18 753 403	19 069 793
Impôt des sociétés	3 919 313	3 738 323
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	22 672 716	22 808 116 ⁽¹⁾
Taxes à la consommation		
Ventes	14 287 127	13 215 482
Carburants	19 791	17 380
Tabac	794 540	801 601
Boissons alcooliques	479 690	439 606
Pari mutuel	1 308	479
Total des taxes à la consommation	15 582 455	14 474 548 ⁽¹⁾
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	11 419	11 331
Publicité légale des entreprises	49 489	42 556
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives	38	406
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	799	708
Droit supplétif - Mutations immobilières		(373)
Divers	3	14
	61 747	54 642
Total des droits et permis	61 747	54 642
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	655	619
Frais de perception	6 861	7 948
Perception - R.R.Q.	19 035	19 644
Actes judiciaires	381	300
Frais de perception - Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	2 966	2 975
Décisions anticipées	87	56
Divers	17	10
	30 002	31 552

(1) Afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement, la donnée comparative a été retraitée :

- les impôts sur le revenu et les biens ont été diminués de 66 000 k\$ pour atteindre 22 808 116 k\$;
- les taxes à la consommation ont été augmentées de 56 000 k\$ pour atteindre 14 474 548 k\$.

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	205 158 ⁽²⁾	140 214
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	155 879	173 550
Taxe à percevoir sur la vente	73 324	60 860
Taxe à percevoir sur les carburants	3 463	2 821
Taxe à percevoir sur le tabac	(1 398)	1 296
Remise en retard de biens non réclamés	107	933
Divers		31
	<u>436 534</u>	<u>379 707 ⁽³⁾</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	483	1 471
Infractions aux lois fiscales	2 092	1 495
Pénalités	288 910 ⁽⁴⁾	212 733
Frais - Chèques sans provision	1 608	1 695
Divers	21	16
	<u>293 113</u>	<u>217 410 ⁽³⁾</u>
Recouvrements		
Contributions volontaires	1 254	11 819
Divers	1	1
	<u>1 255</u>	<u>11 820</u>
Total des revenus divers	<u>760 904</u>	<u>640 489</u>
Total des revenus autonomes	<u>39 077 822</u>	<u>37 977 795</u>
Total des revenus	<u><u>39 077 822</u></u>	<u><u>37 977 795</u></u>

(2) La variation s'explique principalement par une réévaluation à la baisse en 2011-2012 des revenus d'intérêts cycliques et courus.

(3) Afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement, la donnée comparative a été retraitée :

- les revenus d'intérêts ont été diminués de 27 000 k\$ pour atteindre 379 707 k\$;
- les revenus d'amendes et confiscations ont été diminués de 31 000 k\$ pour atteindre 217 410 k\$.

(4) La variation s'explique principalement par une augmentation des résultats relatifs aux activités de récupération fiscale.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 763	1 754
Total des droits et permis	1 763	1 754
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - Internes	5 937	5 699
Tierces responsabilités - Externes	956	854
Assurance-hospitalisation - Étrangers	139	261
Tierces responsabilités - Fonds d'assurance automobile du Québec		1 134
Divers		5
	7 032	7 953
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	11 078	1 158
Divers		14
	11 078	1 171
Total des revenus divers	18 110	9 124
Total des revenus autonomes	19 873	10 878
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	36 983	36 922
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Total des transferts du gouvernement fédéral	82 876	82 815
Total des revenus	102 749	93 693

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Fonctions nationales					
Votés	542 218	485 492	3 286	53 440	
Permanents	461	365		96	
Ne nécessitant pas de crédits		1 150			
	<u>542 679</u>	<u>487 006</u>	<u>3 286</u>	<u>53 536</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Fonctions régionales					
Votés	17 592 688	17 109 209	1 076	482 403	
Permanents	4 245 464	4 245 464			
Ne nécessitant pas de crédits		342			
	<u>21 838 152</u>	<u>21 355 014</u>	<u>1 076</u>	<u>482 403</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	13 408	11 795	96	1 517	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		135			
	<u>13 408</u>	<u>11 930</u>	<u>96</u>	<u>1 517</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	8 371 116	8 250 041		121 075	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 371 116</u>	<u>8 250 041</u>	<u>-</u>	<u>121 075</u>	<u>-</u>
	<u>30 765 354</u>	<u>30 103 992</u>	<u>4 457</u>	<u>658 532</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 148 313	17 606 495	4 457	537 361	
Permanents	12 617 041	12 495 870		121 171	
Ne nécessitant pas de crédits		1 627			
	<u>30 765 354</u>	<u>30 103 992</u>	<u>4 457</u>	<u>658 532</u>	<u>-</u>
Dépenses	30 510 414	30 103 992		408 049	
Prêts, placements, avances et autres	249 375		1 077	248 298	
Immobilisations	5 565		3 381	2 185	
	<u>30 765 354</u>	<u>30 103 992</u>	<u>4 457</u>	<u>658 532</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1			Fonctions nationales			
Mission : Santé et services sociaux						
1. Direction et gestion ministérielle	107 748	1	3 285	51 460	38 765	
Permanents(1)	43				43	
Amortissement des immobilisations						
2. Organismes-conseils	15 415			1 269	810	
3. Activités nationales	419 055				1 224	
Permanents(2)	419					
TOTAL	542 679	1	3 285	52 729	40 842	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

					1 913	3 180	9 144	
								1 150
	12 519				433		384	
	379 444						38 387	
	322						96	
-	392 286	-	-		2 346	3 180	48 010	1 150

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2					
Mission : Santé et services sociaux					
Fonctions régionales					
1. Agences de la santé et des services sociaux	98 510				
2. Établissements de santé et de services sociaux	13 665 264				
Permanents(1)	3 298 422				
Consommation de stocks					
3. Organismes communautaires et autres organismes	497 541				
4. Activités connexes	1 947 643	1 076 (4)			27 249
Permanents(2)	797 493				
Permanents(3)	149 549				
5. Service de la dette	1 135 432				
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	248 298				
TOTAL	21 838 152	1 076	-	-	27 249

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(4) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(5) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

	98 510						
	13 467 693	2 689		30 541		164 342	
	3 298 422 ⁽⁵⁾						342
	489 541			8 000			
	1 885 495	8 910		15 691		9 224	
	797 493						
	149 549						
	1 129 123			5 000		1 309	
						248 298	
-	21 315 826	11 598	-	59 232	-	423 172	342

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Santé et services sociaux					
Office des personnes handicapées du Québec					
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	13 408		96	8 530	2 703
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	13 408	-	96	8 530	2 703

PROGRAMME 4

Mission : Santé et services sociaux

Régie de l'assurance maladie du Québec

1. Services médicaux					
Permanents(1)	5 480 892				
2. Services optométriques					
Permanents(1)	47 617				
3. Services dentaires					
Permanents(1)	164 169				
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 335 221				
5. Autres services					
Permanents(1)	178 635				
6. Administration					
Permanents(1)	164 582				
TOTAL	8 371 116	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Cette somme inclut des dépenses de 3 298 422 k\$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

	562			683	357	476	
							135
-	562	-	-	683	357	476	135

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

	5 416 294					64 599	
	47 599					17	
	164 169						
	2 278 762					56 459	
	178 635						
	164 582						
-	8 250 041 ⁽²⁾	-	-	-	-	121 075	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 148 313	1 077	3 381	61 259	70 751
Permanents	12 617 041				43
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
TOTAL	30 765 354	1 077	3 381	61 259 ⁽¹⁾	70 794

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 233 k\$ à l'égard de 101 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	61 259		61 259
Fonctionnement	70 794	1 285	72 079
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	29 958 714	342	29 959 055
Affectation à un fonds spécial	11 598		11 598
Service de la dette			
	30 102 365	1 627	30 103 992

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	17 462 887	11 598			62 261	3 538	471 562	
	12 495 827						121 171	
								1 285
								342
-	29 958 714	11 598	-		62 261	3 538	592 733	1 627

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Fonctions nationales				
Votés	541 645			
Permanents	438			
	542 082	-	-	
Programme 2 - Fonctions régionales				
Votés	17 570 628			
Permanents	3 922 212			
	21 492 840	-	-	
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	13 023	360		
Permanents				
	13 023	360	-	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	8 324 998			
	8 324 998	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	18 125 295	360		
Permanents	12 247 648			
	30 372 943	360	-	

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 210 844 k\$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				573				542 218
						24		461
-	-	-		573		24		542 679
				22 061		323 251		17 592 688
-	-	-		22 061		323 251		4 245 464
				25				13 408
-	-	-		25		-		13 408
						46 118		8 371 116
-	-	-		-		46 118		8 371 116
				22 658		369 393 (1)		18 148 313
-	-	-		22 658		369 393		12 617 041
								30 765 354

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Fonctions nationales					
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments	172 868				
Services hospitaliers hors Québec	203 396				
Autres	54 329	147		1 724	
Total du programme 1	430 593	147		1 724	
Programme 2 - Fonctions régionales					
Achat de vaccins et de produits biologiques	114 244	5 607		93 638	
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	101 475			101 475	
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	797 493			797 493	
Fonctionnement					
Agences de la santé et des services sociaux	98 510			98 510	
Établissements privés	509 320			509 320	
Établissements publics	16 307 178	31 836		16 023 507	
Loyer - établissements du réseau	144 499			144 499	
Santé publique	83 235			81 726	
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	282 792			282 792	
Organismes communautaires	497 541	235		649	
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	67 154	67 154			
Régime de retraite du personnel d'encadrement	149 549			149 549	
Rémunération des internes et résidents	232 277			232 277	
Ressources de type familial	308 651			308 608	
Service de la dette	852 640			845 178	
Système du sang	374 535			329 668	
Transporteurs ambulanciers	424 053	337 705			
Autres	202 604	2 983		96 782	
Total du programme 2	21 547 751	445 519		20 095 671	
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec					
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 009				
Total du programme 3	1 009	-		-	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec					
Aides techniques	163 839				
Bourses d'études et de recherche	14 796				
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	164 582				
Services dentaires	164 169				
Services médicaux	5 480 892				
Services optométriques	47 617				
Services pharmaceutiques et médicaments	2 335 221				
Total du programme 4	8 371 116	-		-	
Total des crédits et dépenses	30 350 468	445 666		20 097 395	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
								137 592		137 592	193 000
						203 396				203 396	185 621
510		41		27 259		190		21 428		51 298	51 636
510		41		27 259		203 586		159 019		392 286	430 256
										99 244	90 727
										101 475	99 396
										797 493	750 408
										98 510	98 509
										509 320	487 602
2 852		577		31 660		2 680		19 524		16 112 637	15 920 132
										144 499	144 510
136				639				734		83 235	81 120
										282 792	218 155
116		710		487 818				13		489 541	473 045
										67 154	63 566
										149 549	155 841
										232 277	213 356
				44						308 651	234 135
				1 153						846 331	820 159
				3 462				41 405		374 535	345 988
515				149				85 392		423 760	396 775
5 283		8		31 258				58 848		195 163	248 575
8 903		1 296		556 183		2 680		205 915		21 316 167	20 842 001
				557		5				562	985
-		-		557		5		-		562	985
						163 839				163 839	161 156
						14 796				14 796	14 811
								164 582		164 582	145 927
								164 169		164 169	137 133
								5 416 294		5 416 294	5 176 363
								47 599		47 599	44 774
						1 731 859		546 903		2 278 762	2 257 506
-		-		-		1 910 494		6 339 547		8 250 041	7 937 670
9 413		1 337		583 998		2 116 765		6 704 481		29 959 055	29 210 913

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	19 723 415	19 518 747	19 218 944
Fonctionnement	6 085 842	5 975 194	5 843 275
Capital	862 520	862 520	764 400
Intérêt	304 537	298 228	302 744
Support	3 374 155	3 304 366	3 081 549
TOTAL DU PORTEFEUILLE	30 350 468	29 959 055	29 210 913

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Support	11 598	11 598	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	11 598	11 598	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	22 366	22 182
Production industrielle de boissons	856	740
	<u>23 222</u>	<u>22 922</u>
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 972	4 742
Appareils d'amusement	2 124	2 131
Bingo	1 410	1 432
Loteries	5 140	3 451
Courses	57	25
	<u>13 702</u>	<u>11 780</u>
Autres		
Études de dossiers	790	840
Organisation - Spectacles sportifs de combat	747	360
Permis d'explosifs	402	480
Divers	29	27
	<u>1 968</u>	<u>1 707</u>
Total des droits et permis	<u>38 892</u>	<u>36 410</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	518	577
Location de chambres et pension	2 752	2 486
Conciliation et enquête - Déontologie policière	972	918
Divers	55	47
	<u>4 296</u>	<u>4 028</u>
Intérêts		
Divers	38	36
	<u>38</u>	<u>36</u>
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - Drogue et stupéfiants	3 176	1 580
Divers	17	17
	<u>3 192</u>	<u>1 597</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6 495	1 531
Subventions d'années antérieures	407	159
Recouvrement - Services policiers - CARRA	535	470
Divers	20	2
	<u>7 456</u>	<u>2 162</u>
Total des revenus divers	<u>14 983</u>	<u>7 824</u>
Total des revenus autonomes	<u>53 875</u>	<u>44 234</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière - Catastrophes	<u>1 007 ⁽¹⁾</u>	<u>17 632</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>1 007</u>	<u>17 632</u>
Total des revenus	<u><u>54 881</u></u>	<u><u>61 865</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La diminution s'explique principalement par les réclamations effectuées, en 2011-2012, en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe relativement aux pluies abondantes survenues sur la Côte-Nord (2005) et à Rivière-aux-Renards (2007).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	587 898	582 775	5 122	1	
Permanents	31 457	31 448		10	
Ne nécessitant pas de crédits		5 008			
	<u>619 355</u>	<u>619 230</u>	<u>5 122</u>	<u>11</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	654 252	637 728	16 524		
Permanents	3 176	3 176			
Ne nécessitant pas de crédits		11 554			
	<u>657 428</u>	<u>652 458</u>	<u>16 524</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	35 694	35 549	144	1	
Permanents	34	23		11	
Ne nécessitant pas de crédits		118			
	<u>35 728</u>	<u>35 690</u>	<u>144</u>	<u>12</u>	<u>-</u>
	<u>1 312 511</u>	<u>1 307 378</u>	<u>21 790</u>	<u>23</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 277 844	1 256 052	21 790	2	
Permanents	34 667	34 647		21	
Ne nécessitant pas de crédits		16 680			
	<u>1 312 511</u>	<u>1 307 378</u>	<u>21 790</u>	<u>23</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 290 721	1 307 378		22	
Prêts, placements, avances et autres	13		12		
Immobilisations	21 778		21 778		
	<u>1 312 511</u>	<u>1 307 378</u>	<u>21 790</u>	<u>23</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

	40 667						10	
	198							
	45 679							
	3 345							
	27 330							
								5 008
-	117 220	-	-	-	-	11		5 008

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

		187 733						
		85 203						
								11 554
-	-	272 936	-	-	-	-		11 554

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3			Organismes relevant du ministre			
Mission : Gouverne et justice						
1.	Régie des alcools, des courses et des jeux	14 743		125	11 758	2 860
	Permanents(1)	31				
	Permanents(2)	3				
	Amortissement des immobilisations					
2.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 643			2 983	1 660
3.	Bureau du coroner	7 127		6	3 274	3 847
4.	Commissaire à la déontologie policière	3 386			2 897	489
5.	Comité de déontologie policière	1 718			1 187	531
6.	Commissaire à la lutte contre la corruption	4 076	1	12	2 338	1 725
TOTAL		35 728	1	143	24 436	11 113

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 277 844	12	21 778	607 470	285 756
Permanents	34 667			5 596	1 697
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	1 312 511	12	21 778	613 066 ⁽¹⁾	287 453

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 61 902 k\$ à l'égard de 641 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	613 066		613 066
Fonctionnement	287 453	16 680	304 133
Créances douteuses et autres provisions	23		23
Transfert	117 220		117 220
Affectation à un fonds spécial	272 936		272 936
Service de la dette			
	1 290 698	16 680	1 307 378

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

23						8	
						3	
							118

23	-	-	-	-	-	12	118
----	---	---	---	---	---	----	-----

23	89 890	272 936				2	
	27 330					21	
							16 680
23	117 220	272 936	-	-	-	23	16 680

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne				
Votés	580 847			
Permanents	4 414			
	585 261	-	-	
Programme 2 - Sûreté du Québec				
Votés	617 036	300		
Permanents				
	617 036	300	-	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre				
Votés	35 672			
Permanents	34			
	35 707	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 233 556	300		
Permanents	4 448			
	1 238 004	300	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				7 051				587 898
						27 044		31 457
-	-	-		7 051		27 044		619 355
418				36 499				654 252
		3 176						3 176
418	-	3 176		36 499		-		657 428
				21				35 694
								34
-	-	-		21		-		35 728
418				43 571				1 277 844
		3 176				27 044		34 667
418	-	3 176		43 571		27 044		1 312 511

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne					
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	1 841				
Formation des policiers et des pompiers	7 056				
Gangs de rue	1 915				145
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 672				
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	28 032				
Schémas de couverture de risques d'incendie	861				
Sécurité civile	27 482	4 344			
Services policiers en milieu autochtone	27 786				
Autres	15 575				
Total du programme 1	117 220	4 344			145
Total des crédits et dépenses	117 220	4 344			145

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
300		1 445		96						1 841	83
								7 056		7 056	7 101
		225		1 545						1 914	
		6 632		8				33		6 672	5 839
		27 853		145				34		28 032	26 680
		861								861	620
		10 489		171		12 478				27 481	45 096
		27 786								27 786	26 346
3		15 057		516						15 575	1 163
303		90 347		2 479		12 478		7 123		117 220	112 928
303		90 347		2 479		12 478		7 123		117 220	112 928

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement	6 589	6 589	7 101
Capital	389	389	601
Support	110 241	110 241	105 226
TOTAL DU PORTEFEUILLE	117 220	117 220	112 928

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	216 366	216 366	213 524
Fonctionnement	51 749	51 749	50 031
Capital	4 821	4 821	5 146
TOTAL DU PORTEFEUILLE	272 936	272 936	268 701

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	136 681	129 659		7 023	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>136 691</u>	<u>129 668</u>	<u>-</u>	<u>7 023</u>	<u>-</u>
	<u>136 691</u>	<u>129 668</u>	<u>-</u>	<u>7 023</u>	<u>-</u>
 TOTAL DU PORTEFEUILLE					
 Votés	136 681	129 659		7 023	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>136 691</u>	<u>129 668</u>	<u>-</u>	<u>7 023</u>	<u>-</u>
 Dépenses	136 691	129 668		7 023	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations					
	<u>136 691</u>	<u>129 668</u>	<u>-</u>	<u>7 023</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a)		Promotion et développement du tourisme			
Mission : Économie et environnement					
1. Tourisme Québec	62 123				
Permanents(1)	10				
2. Société du Centre des congrès de Québec	14 511				
3. Société du Palais des congrès de Montréal	41 666				
4. Régie des installations olympiques	18 382				
TOTAL	136 691	-	-	-	-
(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.					
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	136 681				
Permanents	10				
TOTAL	136 691	-	-	-	-

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	69 671		69 671
Affectation à un fonds spécial	59 998		59 998
Service de la dette	129 668	-	129 668

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

		59 988		2 135			
		10					
	13 559			951			
	38 935			2 732			
	17 177			1 205			
-	69 671	59 998	-	7 023	-	-	-

	69 671	59 988		7 023			
		10					
-	69 671	59 998	-	7 023	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme				
Votés	135 744			
Permanents	10			
	135 753	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	135 744			
Permanents	10			
	135 753	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				938				136 681 10
-	-	-		938		-		136 691
				938				136 681 10
-	-	-		938		-		136 691

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme					
Régie des installations olympiques	18 382				
Société du Centre des congrès de Québec	14 511				
Société du Palais des congrès de Montréal	41 666				
Total du programme 1	74 559	-		-	
Total des crédits et dépenses	74 559	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
								17 177		17 177	21 244
								13 559		13 559	14 586
								38 935		38 935	44 238
-		-		-		-		69 671		69 671	80 067
-		-		-		-		69 671		69 671	80 067

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	27 118	27 118	28 276
Fonctionnement	19 024	14 136	18 876
Capital	13 951	13 951	16 655
Intérêt	14 466	14 466	16 260
TOTAL DU PORTEFEUILLE	74 559	69 671	80 067

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	14 543	14 543	17 187
Fonctionnement	8 959	8 959	9 847
Capital	3 393	3 393	773
Intérêt	2 560	2 429	297
Support	32 677	30 674	34 484
TOTAL DU PORTEFEUILLE	62 132	59 998	62 587

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - Droits	30 639	33 805
Transport commercial public	459	789
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A1	2 451	2 225
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A2	2 539	2 345
Frais d'inscription et renouvellement - Intermédiaires en services de transport	163	78
	<u>36 252</u>	<u>39 242</u>
Autres		
Transfert de permis	550	593
	<u>550</u>	<u>593</u>
Total des droits et permis	<u>36 801</u>	<u>39 835</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	863	1 014
Terrains et bâtisses	(1 434)	(4 199)
Location de terrains et bâtisses	730	295
Frais de publication - Demandes de permis	102	116
Chemin de fer Québec central	69	69
Analyse en laboratoire	104	123
Divers	64	76
	<u>498</u>	<u>(2 505)</u>
Intérêts		
Divers	6	4
	<u>6</u>	<u>4</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	19	184
Alcofrein	729	826
Divers	1	2
	<u>749</u>	<u>1 012</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 790	5 581
Subventions d'années antérieures	2 011	2 045
Divers	(2)	(40)
	<u>7 800</u>	<u>7 586</u>
Total des revenus divers	<u>9 053</u>	<u>6 097</u>
Total des revenus autonomes	<u>45 854</u>	<u>45 932</u>

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	146	141
Total des transferts du gouvernement fédéral	146	141 ⁽¹⁾
Total des revenus	46 000	46 073

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La donnée comparative a été retraitée afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement. Les revenus « Transferts du gouvernement fédéral - Autres programmes - Aménagement d'aéroports » ont été diminués de 201 k\$ pour atteindre 0 \$.

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	731 379	615 521	41 532	74 326	
Permanents		9 665			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>731 379</u>	<u>625 185</u>	<u>41 532</u>	<u>74 326</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	96 243	77 568	5 265	13 410	
Permanents	159	43		116	
Ne nécessitant pas de crédits		10 696			
	<u>96 402</u>	<u>88 307</u>	<u>5 265</u>	<u>13 526</u>	<u>-</u>
	<u>827 781</u>	<u>713 492</u>	<u>46 797</u>	<u>87 853</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	827 622	693 089	46 797	87 736	
Permanents	159	43		116	
Ne nécessitant pas de crédits		20 361			
	<u>827 781</u>	<u>713 492</u>	<u>46 797</u>	<u>87 853</u>	<u>-</u>
Dépenses	747 736	713 492		54 604	
Prêts, placements, avances et autres	1 216		1 216		
Immobilisations	78 829		45 580	33 249	
	<u>827 781</u>	<u>713 492</u>	<u>46 797</u>	<u>87 853</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1			Infrastructures et systèmes de transport			
Mission : Économie et environnement						
1.	Transport terrestre	560 238	1 216 (1)	9 896	53 952	315 359
	Amortissement des immobilisations					
2.	Transport maritime	98 050		879	793	93
	Amortissement des immobilisations					
3.	Transport aérien	59 968		28 574	733	4 548
	Amortissement des immobilisations					
4.	Commission des transports du Québec	13 123		966	8 234	2 634
	Amortissement des immobilisations					
TOTAL		731 379	1 216	40 315	63 712	322 635
(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.						

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2					
Mission : Économie et environnement					
Administration et services corporatifs					
1. Direction	9 381			7 698	724
Permanents(1)	19				15
2. Services corporatifs	68 693		5 264	42 253	13 717
Permanents(2)	140				
Amortissement des immobilisations					
3. Planification, recherche et développement	18 169		1	8 519	3 152
TOTAL	96 402	-	5 265	58 470	17 608

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relative aux systèmes de transport des personnes et des marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

	130 345	437		36 011		13 022	2 427
	95 031			115	8	1 131	135
	3 361			6 195		16 557	5 684
				798	353	136	1 418
-	228 737	437	-	43 119	361	30 846	9 665

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	400			530	18	11	
						4	
				4 954	4	2 502	
28						112	10 696
	1 105			5 365		26	
28	1 505	-	-	10 848	23	2 655	10 696

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	827 622	1 216	45 580	122 182	340 228
Permanents	159				15
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	827 781	1 216	45 580	122 182 ⁽¹⁾	340 243

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 722 k\$ à l'égard de 109 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	122 182		122 182
Fonctionnement	340 243	20 361	360 603
Créances douteuses et autres provisions	28		28
Transfert	230 242		230 242
Affectation à un fonds spécial	437		437
Service de la dette			
	693 132	20 361	713 492

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
28	230 242	437			53 967	384	33 385 116	20 361
28	230 242	437	-		53 967	384	33 502	20 361

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	718 013	13 196		
Permanents				
	718 013	13 196	-	
Programme 2 - Administration et services corporatifs				
Votés	93 114	2 449		
Permanents	159			
	93 274	2 449	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	811 127	15 644		
Permanents	159			
	811 286	15 644	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				170				731 379
-	-	-		170		-		731 379
				680				96 243 159
-	-	-		680		-		96 402
				850				827 622 159
-	-	-		850		-		827 781

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport					
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 484				
Aide financière au réseau routier local	6 783				
Entretien du réseau routier	1 214				
Société des Traversiers du Québec	90 126				
Transport aérien	7 915	1 459			
Transport en commun : transport adapté aux personnes handicapées	93 482				
Transport ferroviaire	1 745	1 745			
Transport maritime	4 905				
Transport terrestre	18 640	44			
Total du programme 1	233 294	3 248		-	
Programme 2 - Administration et services corporatifs					
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 320	40			
Autres	400	12			2
Total du programme 2	1 720	52			2
Total des crédits et dépenses	235 014	3 300			2

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
								8 484		8 484	8 454
		6 783								6 783	37 818
		1 214								1 214	1 268
								90 126		90 126	85 300
		399		613		890				3 361	8 074
		93 263		217						93 480	88 741
										1 745	1 894
		4 762		143						4 905	4 862
		6 965		11 616				15		18 640	13 501
-		113 386		12 588		890		98 625		228 737	249 910
366		15		454		45		185		1 105	1 040
15		1		370						400	321
381		16		824		45		185		1 505	1 361
381		113 402		13 412		935		98 810		230 242	251 271

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	32 238	32 238	30 021
Fonctionnement	50 765	50 765	46 210
Capital	18 353	18 353	17 991
Intérêt	4 754	4 754	6 533
Support	128 905	124 133	150 517
TOTAL DU PORTEFEUILLE	235 014	230 242	251 271

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement			280
Capital	310	310	
Intérêt	127	127	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	437	437	280

TRAVAIL**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	6	8
	6	8
Recouvrements		
Divers	20	34
	20	34
Total des revenus divers	26	42
Total des revenus autonomes	26	42
Total des revenus	26	42

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRAVAIL

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Travail					
Votés	43 890	40 444	212	3 234	
Permanents	10	5		6	
Ne nécessitant pas de crédits		200			
	<u>43 900</u>	<u>40 648</u>	<u>212</u>	<u>3 239</u>	<u>-</u>
	<u>43 900</u>	<u>40 648</u>	<u>212</u>	<u>3 239</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	43 890	40 444	212	3 234	
Permanents	10	5		6	
Ne nécessitant pas de crédits		200			
	<u>43 900</u>	<u>40 648</u>	<u>212</u>	<u>3 239</u>	<u>-</u>
Dépenses	41 840	40 648		1 391	
Prêts, placements, avances et autres	7		6	1	
Immobilisations	2 053		206	1 847	
	<u>43 900</u>	<u>40 648</u>	<u>212</u>	<u>3 239</u>	<u>-</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

TRAVAIL

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice			Travail			
1. Relations du travail	27 852			3	9 536	4 372
Permanents(1)	10					5
Permanents(2)	1					
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de l'équité salariale	8 784		6	203	5 951	2 312
Amortissement des immobilisations						
3. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 253					
TOTAL	43 900		6	206	15 487	6 689

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

	11 020			500		2 421	
						5	
						1	163
				117		196	
							36
		7 253					
-	11 020	7 253	-	617	-	2 622	200

TRAVAIL

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	43 890	6	206	15 487	6 684
Permanents	10				5
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	43 900	6	206	15 487 ⁽¹⁾	6 689

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 2 096 k\$ à l'égard de 17 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	15 487		15 487
Fonctionnement	6 689	200	6 888
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	11 020		11 020
Affectation à un fonds spécial	7 253		7 253
Service de la dette			
	40 449	200	40 648

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	11 020	7 253			617		2 616 6	
								200
-	11 020	7 253	-		617	-	2 622	200

TRAVAIL

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Travail				
Votés	32 888	117		
Permanents	10			
	32 898	117	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	32 888	117		
Permanents	10			
	32 898	117	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				10 885				43 890
								10
-	-	-		10 885		-		43 900
				10 885				43 890
								10
-	-	-		10 885		-		43 900

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Travail					
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	3 226				
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	7 500				
Autres	375				
Total du programme 1	11 101	-		-	
Total des crédits et dépenses	11 101	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
								3 226		3 226	2 000
								7 500		7 500	7 114
5				290						294	295
5		-		290		-		10 726		11 020	9 408
5		-		290		-		10 726		11 020	9 408

TRAVAIL**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	8 501	8 501	7 588
Fonctionnement	2 225	2 225	1 526
Support	375	294	295
TOTAL DU PORTEFEUILLE	11 101	11 020	9 408

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	5 584	5 584	5 568
Fonctionnement	1 669	1 669	2 107
TOTAL DU PORTEFEUILLE	7 253	7 253	7 675

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	Transferts du gouvernement fédéral	TOTAL 2013	TOTAL 2012 ⁽¹⁾
		+	=	
ASSEMBLÉE NATIONALE				
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	157		157	
Total du portefeuille	157	-	157	-
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
Fonds de stimulation de l'infrastructure		986	986 ⁽²⁾	19 088
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				100
Infrastructures 2005		19 030	19 030 ⁽³⁾	83 239
Infrastructures 2008		83 288	83 288 ⁽⁴⁾	120 398
Programme d'infrastructures				60
Programme d'infrastructures de loisirs				3 972
Total du portefeuille	-	103 304	103 304	226 857
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 690		5 690	6 386
Financement des programmes de gestion des risques agricoles		135 887	135 887 ⁽⁵⁾	169 819
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred				781
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 675	(1)	2 673	2 074
Total du portefeuille	8 365	135 886	144 250	179 060
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	369		369	436
Total du portefeuille	369	-	369	436
CONSEIL EXÉCUTIF				
Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse				7
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	56		56	51
Total du portefeuille	56	-	56	59
CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 864		1 864	1 751
Financement des unités autonomes de service	1 109		1 109	1 510
Fonds de stimulation de l'infrastructure		3 571	3 571 ⁽⁶⁾	19 783
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7		7	10
Infrastructures 2008		650	650	2 731
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500		8 500	8 500
Total du portefeuille	11 480	4 221	15 701	34 284

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

(2) La diminution s'explique par la fin, en 2011-2012, de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds de stimulation de l'infrastructure.

(3) La diminution s'explique principalement par la fin de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.

(4) La diminution s'explique principalement par la fin, le 31 janvier 2012, d'un des sous-volets « Collectivités » du Fonds Chantier Canada de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure conclue le 3 septembre 2008.

(5) La diminution s'explique principalement par la baisse des réclamations des producteurs agricoles relatives au programme Agri-stabilité.

(6) La diminution s'explique principalement par une réalisation plus intensive, en 2011-2012, des travaux relatifs à l'Entente Canada-Québec concernant le Fonds de stimulation de l'infrastructure, en raison de son échéance le 31 octobre 2011.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	Transferts du gouvernement fédéral	TOTAL 2013	TOTAL 2012 ⁽¹⁾
		+	=	
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS				
Financement des unités autonomes de service	2 445		2 445	3 049
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 346	565	1 911	2 450
Total du portefeuille	3 791	565	4 356	5 499
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	475		475	427
Programme d'infrastructure du savoir		8 858	8 858 ⁽⁷⁾	112 434
Total du portefeuille	475	8 858	9 333	112 861
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		20 948	20 948 ⁽⁸⁾	32 251
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		29 529	29 529	36 810
Formation dans les pénitenciers fédéraux		5 614	5 614	4 798
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(2)	1 062	1 060	2 192
Programme d'infrastructure du savoir		16 335	16 335 ⁽⁷⁾	73 493
Total du portefeuille	(2)	73 487	73 485	149 544
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		9 595	9 595	9 843
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	189		189	299
Total du portefeuille	189	9 595	9 784	10 142
FINANCES				
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66		463 550	463 550	463 550
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	383		383	270
Total du portefeuille	383	463 550	463 933	463 820
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 587		4 587	49
Total du portefeuille	4 587	-	4 587	49
JUSTICE				
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		543	543	488
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	10		10	23
Total du portefeuille	10	543	553	511
RELATIONS INTERNATIONALES				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	112		112	499
Total du portefeuille	112	-	112	499

(7) La diminution s'explique par la fin de l'Entente Canada-Québec relative au Programme d'infrastructure du savoir.

(8) La diminution s'explique notamment par une surévaluation de la dépense de l'exercice 2011-2012.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 ⁽¹⁾
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE						
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	193				193	1 501
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 672		84		2 756	2 713
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources			7 393		7 393	
Total du portefeuille	2 865		7 477		10 342	4 214
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 541				111 541	119 920
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 876				29 876	29 829
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 146				22 146	22 263
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	327		9 602		9 929	8 336
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 578				16 578 ⁽⁹⁾	36 028
Total du portefeuille	180 468		9 602		190 070	216 377
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Administration de la Loi sur les armes à feu			5 510		5 510	5 518
Financement des unités autonomes de service	3 701				3 701	4 687
Financement du programme conjoint de protection civile			598		598	872
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	2 984				2 984	3 020
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 258		41 302		43 561	52 165
Total du portefeuille	8 943		47 410		56 353	66 263
TRANSPORTS						
Financement des infrastructures ferroviaires			7 466		7 466	3 926
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	15		616		631	201
Total du portefeuille	15		8 082		8 097	4 127
TRAVAIL						
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 413				2 413	2 400
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	242				242	8
Total du portefeuille	2 654		-		2 654	2 408
TOTAL	224 918		872 580		1 097 498	1 477 009

(9) La diminution s'explique par le fait que les revenus sont comptabilisés en fonction des dépenses admissibles et que celles-ci ont été moins élevées en 2012-2013.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2 Fonds de stimulation de l'infrastructure		
3 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
4 Infrastructures 2005		
5 Infrastructures 2008		
6 Programme d'infrastructures		
7 Programme d'infrastructures de loisirs		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
8 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
9 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
10 Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred		
11 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
12 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL EXÉCUTIF		
13 Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse		
14 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE		
15 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 864
16 Financement des unités autonomes de service		1 109
17 Fonds de stimulation de l'infrastructure		3 571
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		7
19 Infrastructures 2008		650
20 Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal		8 500
Total du portefeuille	-	15 701
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS		
21 Financement des unités autonomes de service		
22 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION		
23 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
24 Programme d'infrastructure du savoir		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
				157		157		1
-		-		157		157	-	
986						986	19 088	2
19 030						19 030	100	3
83 288						83 288	83 239	4
							120 398	5
							60	6
							3 972	7
103 304		-		-		103 304	226 857	
5 690						5 690	6 386	8
135 887						135 887	169 819	9
2 673						2 673	781	10
144 250		-		-		144 250	2 074	11
				369		369	436	12
-		-		369		369	436	
				56		56	7	13
-		-		56		56	51	14
						1 864	1 751	15
						1 109	1 510	16
						3 571	19 783	17
						7	10	18
						650	2 731	19
						8 500	8 500	20
-		-		-		15 701	34 284	
2 445						2 445	3 049	21
1 911						1 911	2 450	22
4 356		-		-		4 356	5 499	
475						475	427	23
8 858						8 858	112 434	24
9 333		-		-		9 333	112 861	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
25 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		20 948
26 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		29 529
27 Formation dans les pénitenciers fédéraux		5 614
28 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		1 060
29 Programme d'infrastructure du savoir		16 335
Total du portefeuille	-	73 485
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
30 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FINANCES		
32 Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66		
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
34 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		4 587
Total du portefeuille	-	4 587
JUSTICE		
35 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES		
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE		
38 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
39 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
40 Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiresources		
Total du portefeuille	-	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
41 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 541	
42 Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 876	
43 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 146	
44 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9 929	
45 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 578	
Total du portefeuille	190 070	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
						20 948	32 251	25
						29 529	36 810	26
						5 614	4 798	27
						1 060	2 192	28
						16 335	73 493	29
-		-		-		73 485	149 544	
		9 595				9 595	9 843	30
189						189	299	31
189		9 595		-		9 784	10 142	
				463 550		463 550	463 550	32
				383		383	270	33
-		-		463 933		463 933	463 820	
						4 587	49	34
-		-		-		4 587	49	
				543		543	488	35
				10		10	23	36
-		-		553		553	511	
112						112	499	37
112		-		-		112	499	
193						193	1 501	38
2 756						2 756	2 713	39
7 393						7 393		40
10 342		-		-		10 342	4 214	
						111 541	119 920	41
						29 876	29 829	42
						22 146	22 263	43
						9 929	8 336	44
						16 578	36 028	45
-		-		-		190 070	216 377	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
46 Administration de la Loi sur les armes à feu		
47 Financement des unités autonomes de service		
48 Financement du programme conjoint de protection civile		
49 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRANSPORTS		
51 Financement des infrastructures ferroviaires		
52 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL		
53 Financement du bureau d'évaluation médicale		
54 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	190 070	93 773

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
				5 510		5 510	5 518	46
				3 701		3 701	4 687	47
				598		598	872	48
				2 984		2 984	3 020	49
				43 561		43 561	52 165	50
-		-		56 353		56 353	66 263	
7 466						7 466	3 926	51
631						631	201	52
8 097		-		-		8 097	4 127	
				2 413		2 413	2 400	53
				242		242	8	54
-		-		2 654		2 654	2 408	
279 984		9 595		524 076		1 097 498	1 477 009	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille		-
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2 Fonds de stimulation de l'infrastructure	(272)	
3 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
4 Infrastructures 2005	18 866	
5 Infrastructures 2008	82 287	
6 Programme d'infrastructures		
7 Programme d'infrastructures de loisirs		
Total du portefeuille		100 881
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
8 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 690	
9 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	135 013	
10 Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred		
11 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	628	
Total du portefeuille		141 331
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
12 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		-
CONSEIL EXÉCUTIF		
13 Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse		
14 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		-
CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE		
15 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		
16 Financement des unités autonomes de service		
17 Fonds de stimulation de l'infrastructure	3 571	
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
19 Infrastructures 2008	650	
20 Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500	
Total du portefeuille		12 721
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS		
21 Financement des unités autonomes de service		
22 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203	
Total du portefeuille		203
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION		
23 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	75	
24 Programme d'infrastructure du savoir	8 701	
Total du portefeuille		8 776

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT		=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
155	2		157		1
155	2		157	-	
	1 258		986	19 088	2
				100	3
100	64		19 030	83 239	4
528	473		83 288	120 398	5
				60	6
				3 972	7
628	1 795		103 304	226 857	
			5 690	6 386	8
725	149		135 887	169 819	9
				781	10
115	1 931		2 673	2 074	11
839	2 080		144 250	179 060	
	369		369	436	12
-	369		369	436	
	56		56	7	13
-	56		56	51	14
971	894		1 864	1 751	15
625	484		1 109	1 510	16
			3 571	19 783	17
	7		7	10	18
			650	2 731	19
			8 500	8 500	20
1 596	1 384		15 701	34 284	
930	1 515		2 445	3 049	21
918	790		1 911	2 450	22
1 848	2 305		4 356	5 499	
	400		475	427	23
120	37		8 858	112 434	24
120	437		9 333	112 861	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
25	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	20 460
26	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	29 529
27	Formation dans les pénitenciers fédéraux	5 614
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 035
29	Programme d'infrastructure du savoir	16 335
	Total du portefeuille	72 973
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
30	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	9 595
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	9 595
FINANCES		
32	Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550
33	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	463 550
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
JUSTICE		
35	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
36	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
RELATIONS INTERNATIONALES		
37	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE		
38	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
39	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23
40	Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiresources	633
	Total du portefeuille	655
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
41	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 541
42	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 876
43	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 647
44	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9 030
45	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	12 112
	Total du portefeuille	182 206

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT		=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
111	376		20 948	32 251	25
			29 529	36 810	26
			5 614	4 798	27
	25		1 060	2 192	28
			16 335	73 493	29
111	401		73 485	149 544	
			9 595	9 843	30
108	81		189	299	31
108	81		9 784	10 142	
			463 550	463 550	32
	383		383	270	33
-	383		463 933	463 820	
1 350	3 237		4 587	49	34
1 350	3 237		4 587	49	
	543		543	488	35
	10		10	23	36
-	553		553	511	
	112		112	499	37
-	112		112	499	
	193		193	1 501	38
768	1 966		2 756	2 713	39
	6 761		7 393		40
768	8 919		10 342	4 214	
			111 541	119 920	41
			29 876	29 829	42
197	2 302		22 146	22 263	43
	900		9 929	8 336	44
108	4 358		16 578	36 028	45
306	7 559		190 070	216 377	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT	+
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
46 Administration de la Loi sur les armes à feu		
47 Financement des unités autonomes de service		
48 Financement du programme conjoint de protection civile		470
49 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		17 709
Total du portefeuille		18 179
TRANSPORTS		
51 Financement des infrastructures ferroviaires		7 466
52 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		7 466
TRAVAIL		
53 Financement du bureau d'évaluation médicale		
54 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		-
TOTAL		1 018 535

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT		=	TOTAL 2013		TOTAL 2012	
4 561	949		5 510		5 518	46
2 590	1 111		3 701		4 687	47
33	95		598		872	48
2 576	408		2 984		3 020	49
3 180	22 672		43 561		52 165	50
12 939	25 235		56 353		66 263	
			7 466		3 926	51
616	15		631		201	52
616	15		8 097		4 127	
1 199	1 214		2 413		2 400	53
136	106		242		8	54
1 335	1 319		2 654		2 408	
22 718	56 245		1 097 498		1 477 009	



FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. L'approbation ne vaut que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, l'écart entre les dépenses et les investissements réellement effectués et les sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière est constaté. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvés à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2013, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Dépenses	Investissements
Affaires municipales, Régions et Occupations du territoire		
Fonds de développement régional	190	—
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds relatif à certains sinistres	106	—
Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 067	—
Finances		
Fonds du centre financier de Montréal	400	—
Fonds relatif à l'administration fiscale	25 534	—

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux
(en milliers de dollars)

Dépenses Investissements

Justice

Fonds Accès Justice	—	3
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	164	—
Fonds du Tribunal administratif du Québec	536	—

Santé et Services sociaux

Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	—	60
--	---	----

Sécurité publique

Fonds des services de police	26 458	—
------------------------------	--------	---

Tourisme

Fonds de partenariat touristique	3 659	—
----------------------------------	-------	---

Transport

Fonds de gestion de l'équipement roulant	—	5 643
Fonds de la sécurité routière	—	4

Le sous-ministre des Finances et de l'Économie,



Luc Monty

Québec, le 22 octobre 2013

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement régional	57 976	58 166	(190)
	<u>57 976</u>	<u>58 166</u>	<u>(190)</u>
Investissements			
Fonds de développement régional	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	55 017	55 207	54 728
Autres revenus	2 959	2 959	2 959
Total des revenus	57 976	58 166	57 687
Dépenses			
Dépenses	57 976	58 166	57 687
Total des dépenses	57 976	58 166	57 687
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	-	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	12 675	12 781	(106)
	<u>12 675</u>	<u>12 781</u>	<u>(106)</u>
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	9 894	5 102	
	<u>9 894</u>	<u>5 102</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS (1) 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	475	581	870
Autres revenus	12 200	12 200	9 150
Total des revenus	12 675	12 781	10 020
Dépenses			
Dépenses	12 675	12 781	10 020
Total des dépenses	12 675	12 781	10 020
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	9 894	5 102	10 761

(1) Le fonds a été institué le 1er juillet 2011.

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du patrimoine culturel québécois	26 469	13 778	
	<u>26 469</u>	<u>13 778</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds du patrimoine culturel québécois	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	15 684	10 224 ⁽¹⁾	10 262
Total des revenus	15 684	10 224	10 262
Dépenses			
Dépenses	26 469	13 778	12 617
Total des dépenses	26 469	13 778	12 617
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 785)	(3 555)	(2 355)
Surplus (déficit) cumulé au début	24 900	24 835	27 190
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>14 116</u>	<u>21 280</u>	<u>24 835</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 10 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (10 000 k\$ en 2012).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds vert	497 472	392 874	
	<u>497 472</u>	<u>392 874</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds vert	5 170	4 198	
	<u>5 170</u>	<u>4 198</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	360 476	338 946 ⁽¹⁾	341 413
Total des revenus	360 476	338 946	341 413
Dépenses			
Dépenses	497 472	392 874	351 593
Total des dépenses	497 472	392 874	351 593
Surplus (déficit) de l'exercice	(136 996)	(53 928)	(10 180)
Surplus (déficit) cumulé au début	472 093	552 531	562 710
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>335 097</u>	<u>498 603</u>	<u>552 531</u>
Investissements	<u>5 170</u>	<u>4 198</u>	<u>2 944</u>

(1) Cette somme inclut 317 697 k\$ provenant de droits et de permis (325 201 k\$ en 2012).

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du développement économique	348 500	203 880	
	<u>348 500</u>	<u>203 880</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds du développement économique	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	243 109	65 978	272 424
Autres revenus	105 391	137 901	139 667
Total des revenus	348 500	203 880	412 091
Dépenses			
Dépenses	348 500	203 880	412 091
Total des dépenses	348 500	203 880	412 091
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début	5 126	82 984 ⁽¹⁾	82 984
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 126	52 589 ⁽²⁾	82 984
Investissements	-	-	-

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité du Fonds du développement économique a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Développement économique, Innovation et Exportation jusqu'au 31 mars 2013.

(1) L'écart de 77 858 k\$ entre le surplus cumulé au début réel (82 984 k\$) et la prévision (5 126 k\$) s'explique par les ajustements apportés aux valeurs nettes comptables des actifs et des passifs transférés par Investissement Québec au Fonds du développement économique lors de sa création.

(2) Ce surplus cumulé inclut des pertes de réévaluation cumulées de 30 395 k\$.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	71 882	53 011	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	17 240	11 833	
	<u>89 122</u>	<u>64 844</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires			
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	67 690	65 336 ⁽¹⁾	70 541
Total des revenus	67 690	65 336	70 541
Dépenses			
Dépenses	71 882	53 011	54 211
Total des dépenses	71 882	53 011	54 211
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 192)	12 325	16 330
Surplus (déficit) cumulé au début	136 795	159 135 ⁽²⁾	120 241
Surplus (déficit) cumulé à la fin	132 603	171 460	136 571
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 52 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (52 000 k\$ en 2012).

(2) Le surplus cumulé au 31 mars 2012 de 136 571 k\$ a été augmenté de 22 564 k\$ pour atteindre 159 135 k\$ au début de l'année financière 2013.

L'augmentation s'explique par un redressement des résultats des années antérieures, sans retraitement. Une modification comptable a été effectuée pour répartir les dépenses de transfert selon la comptabilité d'exercice.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	20 000	20 000	13 000
Autres revenus			
Total des revenus	20 000	20 000	13 000
Dépenses			
Dépenses	17 240	11 833	
Total des dépenses	17 240	11 833	-
Surplus (déficit) de l'exercice	2 760	8 167	13 000
Surplus (déficit) cumulé au début	1 200	13 000	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 960	21 167	13 000
Investissements	-	-	-

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité du Fonds pour l'excellence et la performance universitaires a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Éducation, Loisir et Sport jusqu'au 31 mars 2013.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	24 796	24 183	
Fonds de développement du marché du travail	1 110 849	1 059 950	
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 508	3 575	(1 067)
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	20 426	17 985	
Fonds québécois d'initiatives sociales	32 870	26 484	
	<u>1 191 448</u>	<u>1 132 178</u>	<u>(1 067)</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome			
Fonds de développement du marché du travail			
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale			
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 206	9 989	
Fonds québécois d'initiatives sociales			
	<u>14 206</u>	<u>9 989</u>	<u>-</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	5 772	5 772	5 871
Autres revenus	18 600	18 782	17 997
Total des revenus	24 372	24 554	23 868
Dépenses			
Dépenses	24 796	24 183	24 218
Total des dépenses	24 796	24 183	24 218
Surplus (déficit) de l'exercice	(424)	371	(350)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 240	1 907	2 257
Surplus (déficit) cumulé à la fin	816	2 278	1 907
Investissements	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	972 197	1 048 894	1 068 938
Autres revenus	103 900	19 070 ⁽¹⁾	15 017
Total des revenus	1 076 097	1 067 964	1 083 954
Dépenses			
Dépenses	1 110 849	1 059 950	1 076 034
Total des dépenses	1 110 849	1 059 950	1 076 034
Surplus (déficit) de l'exercice	(34 752)	8 014	7 921
Surplus (déficit) cumulé au début	35 001	40 790	32 900
Surplus (déficit) cumulé à la fin	249	48 804	40 821
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 1 058 k\$ provenant de permis de qualification (989 k\$ en 2012).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	2 687	3 694	4 635
Total des revenus	2 687	3 694	4 635
Dépenses			
Dépenses	2 508	3 575	4 505
Total des dépenses	2 508	3 575	4 505
Surplus (déficit) de l'exercice	179	118	129
Surplus (déficit) cumulé au début	1 082	894	836
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 260	1 012	965
Investissements	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	19 526	17 107	17 413
Autres revenus	899	878	1 332
Total des revenus	20 426	17 985	18 744
Dépenses			
Dépenses	20 426	17 985	18 744
Total des dépenses	20 426	17 985	18 744
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	14 206	9 989	14 049

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 907	25 907	23 610
Autres revenus		148	116
Total des revenus	25 907	26 055	23 726
Dépenses			
Dépenses	32 870	26 484	16 780
Total des dépenses	32 870	26 484	16 780
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 963)	(429)	6 947
Surplus (déficit) cumulé au début	8 379	8 519	1 573
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 416	8 090	8 519
Investissements	-	-	-

FAMILLE ET AÎNÉS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	14 880	11 160	
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 000	10 000	
	<u>29 880</u>	<u>21 160</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants			
Fonds pour le développement des jeunes enfants			
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE ET AÎNÉS

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	15 043	15 045 ⁽¹⁾	15 042
Total des revenus	15 043	15 045	15 042
Dépenses			
Dépenses	14 880	11 160	14 880
Total des dépenses	14 880	11 160	14 880
Surplus (déficit) de l'exercice	163	3 885	162
Surplus (déficit) cumulé au début	7 908	7 908	7 746
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>8 071</u>	<u>11 793</u>	<u>7 908</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 888-2012, la responsabilité du Fonds de soutien aux proches aidants a été confiée au ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre des Aînés. À ce titre, le fonds a été retiré du portefeuille Famille et Aînés au bénéfice du portefeuille Santé et Services sociaux. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Famille et Aînés jusqu'au 31 mars 2013.

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2012).

FAMILLE ET AÎNÉS

**FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	15 041	15 044 ⁽¹⁾	15 041
Total des revenus	15 041	15 044	15 041
Dépenses			
Dépenses	15 000	10 000	15 000
Total des dépenses	15 000	10 000	15 000
Surplus (déficit) de l'exercice	41	5 044	41
Surplus (déficit) cumulé au début	7 566	7 566	7 526
Surplus (déficit) cumulé à la fin	7 607	12 610	7 566
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2012).

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement	1 740	1 500 ⁽¹⁾	
Fonds des générations			
Fonds du Bureau de décision et de révision	1 890	1 643	
Fonds du centre financier de Montréal	1 100	1 500	(400)
Fonds du Plan Nord	51 549	3 755	
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>740 323</u>	<u>765 857</u>	<u>(25 534)</u>
	<u>796 603</u>	<u>774 255</u>	<u>(25 934)</u>
Investissements			
Fonds de financement			
Fonds des générations			
Fonds du Bureau de décision et de révision	50	18	
Fonds du centre financier de Montréal			
Fonds du Plan Nord			
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>50</u>	<u>18</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	1 074 530	1 048 616	989 353
Total des revenus	1 074 530	1 048 616	989 353
Dépenses			
Dépenses	1 740	1 500	1 537
Service de la dette	1 044 840	1 018 922	946 765
Total des dépenses	1 046 580	1 020 422	948 302
Surplus (déficit) de l'exercice	27 951	28 194	41 051
Surplus (déficit) cumulé au début	314 127	309 780	268 708
Surplus (déficit) cumulé à la fin	342 077	337 974	309 759
Investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	911 000	961 466	840 345
Total des revenus	911 000	961 466	840 345
Dépenses			
Dépenses			
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	911 000	961 466	840 345
Surplus (déficit) cumulé au début	4 285 000	4 276 887	3 436 543
Affectation d'une partie du surplus cumulé du Fonds d'information sur le territoire	300 000		
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 496 000	5 238 353	4 276 887
Investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	1 512	1 497 ⁽¹⁾	2 006
Total des revenus	1 512	1 497	2 006
Dépenses			
Dépenses	1 890	1 643	1 567
Total des dépenses	1 890	1 643	1 567
Surplus (déficit) de l'exercice	(379)	(146)	439
Surplus (déficit) cumulé au début	3 491	3 487	3 056
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 112	3 342	3 495
Investissements	50	18	22

(1) Cette somme inclut 8 k\$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Bureau (13 k\$ en 2012).

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	338	338	338
Autres revenus	1 218	1 070 ⁽¹⁾	868
Total des revenus	1 556	1 408	1 206
Dépenses			
Dépenses	1 100	1 500	1 120
Total des dépenses	1 100	1 500	1 120
Surplus (déficit) de l'exercice	456	(92)	86
Surplus (déficit) cumulé au début	3 783	3 767	3 681
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 239	3 675	3 767
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 1 070 k\$ provenant de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (868 k\$ en 2012).

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013 ⁽¹⁾	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			19 000
Autres revenus	55 000	55 555 ⁽²⁾	10 000
Total des revenus	55 000	55 555	29 000
Dépenses			
Dépenses	51 549	3 755	
Total des dépenses	51 549	3 755	-
Surplus (déficit) de l'exercice	3 451	51 800	29 000
Surplus (déficit) cumulé au début	28 000	29 000	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	31 451	80 800	29 000
Investissements	-	-	-

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Cette somme inclut 27 298 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (0 \$ en 2012) et 17 702 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (0 \$ en 2012).

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	740 323	765 857 ⁽¹⁾	800 575
Total des revenus	740 323	765 857	800 575
Dépenses			
Dépenses	740 323	765 857	800 575
Total des dépenses	740 323	765 857	800 575
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 612 686 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (640 460 k\$ en 2012) et 153 171 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (160 115 k\$ en 2012).

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	6 925	5 987	
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	19 762	19 927	(164)
Fonds des registres du ministère de la Justice	20 704	18 657	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	32 366	32 902	(536)
	<u>79 758</u>	<u>77 472</u>	<u>(700)</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice		3	(3)
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	75	44	
Fonds des registres du ministère de la Justice	10 408	515	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	743	
	<u>11 649</u>	<u>1 304</u>	<u>(3)</u>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 928	2 928	
Autres revenus	4 110	2 845	
Total des revenus	7 038	5 773	-
Dépenses			
Dépenses	6 925	5 987	
Total des dépenses	6 925	5 987	-
Surplus (déficit) de l'exercice	113	(214)	
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	113	(214)	-
Investissements	-	3	-

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	10	9 046	11 101
Autres revenus	12 584	3 815	3 682
Total des revenus	12 594	12 861	14 784
Dépenses			
Dépenses	19 762	19 927	16 574
Total des dépenses	19 762	19 927	16 574
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 168)	(7 066)	(1 791)
Surplus (déficit) cumulé au début	34 232	34 878	36 669
Surplus (déficit) cumulé à la fin	27 064	27 812	34 878
Investissements	75	44	146

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	28 083	30 254	29 055
Total des revenus	28 083	30 254	29 055
Dépenses			
Dépenses	20 704	18 657	20 534
Total des dépenses	20 704	18 657	20 534
Surplus (déficit) de l'exercice	7 378	11 598	8 520
Surplus (déficit) cumulé au début	71 840	71 244	65 410
Surplus (déficit) cumulé à la fin	79 218	82 841	73 930
Investissements	10 408	515	4 166

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	11 358	11 930	11 423
Autres revenus	19 331	20 152	19 875
Total des revenus	30 689	32 082	31 297
Dépenses			
Dépenses	32 366	32 902	31 522
Total des dépenses	32 366	32 902	31 522
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 677)	(820)	(224)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 602	9 596	9 820
Surplus (déficit) cumulé à la fin	925	8 776	9 596
Investissements	1 166	743	1 539

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	506 075	427 468	
Fonds d'information sur le territoire	105 117	101 019	
	<u>611 191</u>	<u>528 487</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	15 250	8 160	
Fonds d'information sur le territoire	46 884	37 968	
	<u>62 134</u>	<u>46 129</u>	<u>-</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012 ⁽¹⁾
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	229 420	257 077	216 630
Autres revenus	247 883	185 762 ⁽²⁾	138 842
Total des revenus	477 303	442 839	355 472
Dépenses			
Dépenses	506 075	427 468	327 931
Total des dépenses	506 075	427 468	327 931
Surplus (déficit) de l'exercice	(28 771)	15 371	27 540
Surplus (déficit) cumulé au début	12 581	59 475	31 935
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(16 191)	74 846	59 475
Investissements	15 250	8 160	11 007

(1) Le fonds a été institué le 1er juillet 2011.

(2) Cette somme inclut 41 000 k\$ provenant de permis de ressources forestières (0 \$ en 2012) et 20 000 k\$ provenant de droits de ressources minières (20 000 k\$ en 2012).

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	133 873	144 502	102 146
Total des revenus	133 873	144 502	102 146
Dépenses			
Dépenses	105 117	101 019	77 809
Total des dépenses	105 117	101 019	77 809
Surplus (déficit) de l'exercice	28 756	43 483	24 337
Surplus (déficit) cumulé au début	622 934	629 401	604 600
Affectation d'une partie du surplus cumulé au bénéfice du Fonds des générations	(300 000)		
Surplus (déficit) cumulé à la fin	351 690	672 884	628 937
Investissements	46 884	37 968	27 925

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 005 000	998 044	
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	15 691	11 176	
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 000	20 000	
	<u>1 040 691</u>	<u>1 029 220</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	148	208	(60)
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie			
	<u>148</u>	<u>208</u>	<u>(60)</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	1 005 000	1 002 107 ⁽¹⁾	609 200
Total des revenus	1 005 000	1 002 107	609 200
Dépenses			
Dépenses	1 005 000	998 044	609 210
Total des dépenses	1 005 000	998 044	609 210
Surplus (déficit) de l'exercice		4 063	(10)
Surplus (déficit) cumulé au début		293	303
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	4 356	293
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 74 000 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (0 \$ en 2012) et 928 100 k\$ provenant de la contribution santé (609 200 k\$ en 2012).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	7 060		
Autres revenus	8 631	10 950	
Total des revenus	15 691	10 950	-
Dépenses			
Dépenses	15 691	11 176	
Total des dépenses	15 691	11 176	-
Surplus (déficit) de l'exercice		(226)	
Surplus (déficit) cumulé au début	6 195	7 259 ⁽¹⁾	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 195	7 033	-
Investissements	148	208	-

(1) Le fonds a débuté ses activités le 1er janvier 2013. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et des passifs de la Société de gestion informatique SOGIQUE à la suite de sa dissolution le 1er janvier 2013.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	20 000	20 002 ⁽¹⁾	20 001
Total des revenus	20 000	20 002	20 001
Dépenses			
Dépenses	20 000	20 000	20 000
Total des dépenses	20 000	20 000	20 000
Surplus (déficit) de l'exercice		2	1
Surplus (déficit) cumulé au début	13	14	13
Surplus (déficit) cumulé à la fin	13	16	14
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 20 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k\$ en 2012).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	533 746	560 204	(26 458)
	<u>533 746</u>	<u>560 204</u>	<u>(26 458)</u>
Investissements			
Fonds des services de police	22 020	16 251	
	<u>22 020</u>	<u>16 251</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	255 060	272 936	268 701
Autres revenus	278 686	287 268	263 081
Total des revenus	533 746	560 204	531 782
Dépenses			
Dépenses	533 746	560 204	531 782
Total des dépenses	533 746	560 204	531 782
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	22 020	16 251	14 500

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	138 455	142 114	(3 659)
	<u>138 455</u>	<u>142 114</u>	<u>(3 659)</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	1 100	1 077	
	<u>1 100</u>	<u>1 077</u>	<u>-</u>

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	61 195	63 028	61 386
Autres revenus	73 666	73 090 ⁽¹⁾	72 909
Total des revenus	134 861	136 118	134 294
Dépenses			
Dépenses	138 455	142 114	133 805
Total des dépenses	138 455	142 114	133 805
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 595)	(5 996)	490
Surplus (déficit) cumulé au début	18 133	15 048	14 558
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 539	9 051	15 048
Investissements	1 100	1 077	174

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité du Fonds de partenariat touristique a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Tourisme jusqu'au 31 mars 2013.

(1) Cette somme inclut 46 355 k\$ provenant de la taxe sur l'hébergement (46 250 k\$ en 2012) et 22 500 k\$ provenant de la taxe de vente du Québec (22 500 k\$ en 2012).

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	109 109	108 257	
Fonds de la sécurité routière	8 149	6 390	
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 749 335	2 604 694	
	<u>2 866 594</u>	<u>2 719 341</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	37 680	43 324	(5 643)
Fonds de la sécurité routière		4	(4)
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 779 017	3 191 387	
	<u>3 816 698</u>	<u>3 234 715</u>	<u>(5 647)</u>

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel		312	420
Autres revenus	109 109	109 179	108 017
Total des revenus	109 109	109 491	108 436
Dépenses			
Dépenses	109 109	108 257	106 080
Total des dépenses	109 109	108 257	106 080
Surplus (déficit) de l'exercice		1 235	2 356
Surplus (déficit) cumulé au début	4 212	6 605	4 212
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>4 212</u>	<u>7 839</u>	<u>6 568</u>
Investissements	<u>37 680</u>	<u>43 324</u>	<u>35 251</u>

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	8 727	10 260	8 158
Total des revenus	8 727	10 260	8 158
Dépenses			
Dépenses	8 149	6 390	6 929
Total des dépenses	8 149	6 390	6 929
Surplus (déficit) de l'exercice	578	3 870	1 230
Surplus (déficit) cumulé au début	4 930	7 021	5 791
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 507	10 891	7 021
Investissements	-	4	10

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel		437	
Autres revenus	3 146 031	3 108 782 ⁽¹⁾	2 928 475
Total des revenus	3 146 031	3 109 219	2 928 475
Dépenses			
Dépenses	2 749 335	2 604 694	2 421 955
Total des dépenses	2 749 335	2 604 694	2 421 955
Surplus (déficit) de l'exercice	396 696	504 525	506 520
Surplus (déficit) cumulé au début	1 145 529	1 268 798	762 278
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>1 542 224</u>	<u>1 773 323</u>	<u>1 268 798</u>
Investissements	<u>3 779 017</u>	<u>3 191 387</u>	<u>3 437 086</u>

(1) Cette somme inclut 2 030 600 k\$ provenant de la taxe sur les carburants (1 948 450 k\$ en 2012) et 914 459 k\$ provenant de droits et de permis relatifs aux véhicules automobiles (848 737 k\$ en 2012).

TRAVAIL

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	62 141	59 157	
Fonds de la Commission des relations du travail	<u>17 832</u>	<u>16 044</u>	
	<u>79 973</u>	<u>75 202</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	2 316	1 738	
Fonds de la Commission des relations du travail	<u>700</u>	<u>156</u>	
	<u>3 016</u>	<u>1 894</u>	<u>-</u>

TRAVAIL

FONDS DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	60 924	60 942	59 626
Total des revenus	60 924	60 942	59 626
Dépenses			
Dépenses	62 141	59 157	57 533
Total des dépenses	62 141	59 157	57 533
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 217)	1 785	2 093
Surplus (déficit) cumulé au début	1 454	721	223
Surplus (déficit) cumulé à la fin	237	2 506	2 316
Investissements	2 316	1 738	2 900

TRAVAIL

FONDS DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	7 253	7 253	7 675
Autres revenus	8 226	8 303	8 292
Total des revenus	15 479	15 556	15 967
Dépenses			
Dépenses	17 832	16 044	15 349
Total des dépenses	17 832	16 044	15 349
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 353)	(488)	617
Surplus (déficit) cumulé au début	5 577	5 923	5 584
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 224	5 434	6 201
Investissements	700	156	534

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

Fonds spéciaux		Revenus	-	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE					
1	Fonds de développement régional	58 166		58 166	
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE					
2	Fonds relatif à certains sinistres	12 781		12 781	
CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE					
3	Fonds du patrimoine culturel québécois	10 224		13 778	
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS					
4	Fonds vert	338 946		392 874	
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION					
5	Fonds du développement économique	203 880		203 880	
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT					
6	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	65 336		53 011	
7	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	20 000		11 833	
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE					
8	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	24 554		24 183	
9	Fonds de développement du marché du travail	1 067 964		1 059 950	
10	Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 694		3 575	
11	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 985		17 985	
12	Fonds québécois d'initiatives sociales	26 055		26 484	
FAMILLE ET AÎNÉS					
13	Fonds de soutien aux proches aidants	15 045		11 160	
14	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 044		10 000	
FINANCES					
15	Fonds de financement	1 048 616		1 020 422	
16	Fonds des générations	961 466			
17	Fonds du Bureau de décision et de révision	1 497		1 643	
18	Fonds du centre financier de Montréal	1 408		1 500	
19	Fonds du Plan Nord	55 555		3 755	
20	Fonds relatif à l'administration fiscale	765 857		765 857	
JUSTICE					
21	Fonds Accès Justice	5 773		5 987	
22	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	12 861		19 927	
23	Fonds des registres du ministère de la Justice	30 254		18 657	
24	Fonds du Tribunal administratif du Québec	32 082		32 902	
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE					
25	Fonds des ressources naturelles	442 839		427 468	
26	Fonds d'information sur le territoire	144 502		101 019	
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX					
27	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 002 107		998 044	
28	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	10 950		11 176	
29	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 002		20 000	
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
30	Fonds des services de police	560 204		560 204	

(1) Ce montant inclut des gains de réévaluation cumulés de 9 309 k\$.

(2) Ce montant inclut des pertes de réévaluation cumulées de 39 705 k\$.

(3) Ce montant inclut des pertes nettes de réévaluation cumulées de 30 395 k\$.

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs		Passifs		Solde du fonds
	Avances au fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	Autres passifs	
	+	-	-	=	
	32 528	10 000		42 528	1
		75 785	75 648	137	2
(3 555)	2 734	19 285		739	3
(53 928)	10 443	817 451		329 290	4
		2 711 912 (1)	2 059 916 (2)	599 407	52 589 (3) 5
12 325	15 597	160 882		5 019	171 460 6
8 167	21 167				21 167 7
371	2 454	317		493	2 278 8
8 014	67 132	68 301		86 630	48 804 9
118	589	540		117	1 012 10
	1 891	60 946	57 000	5 837	11
(429)	9 085	60		1 055	8 090 12
3 885	11 780	12			11 793 13
5 044	12 597	13			12 610 14
28 194	26 802	28 190 742	27 527 919	351 652	337 974 15
961 466		5 238 353			5 238 353 16
(146)		3 863		521	3 342 17
(92)	3 674				3 675 18
51 800	11 894	147 247	77 019	1 323	80 800 19
		1 054	1 054		20
(214)	1 946	2 405	2 400	2 165	(214) 21
(7 066)	29 384	92		1 664	27 812 22
11 598	83 162	2 011		2 331	82 841 23
(820)		19 357		10 581	8 776 24
15 371	48 902	122 885	18 114	78 827	74 846 25
43 483	1 952	696 368	448	24 987	672 884 26
4 063	166 224	1 526 485	1 107 950	580 403	4 356 27
(226)	4 220	37 942		35 128	7 033 28
2	16				16 29
		153 397	120 149	33 248	30

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

Fonds spéciaux		Revenus	-	Dépenses	=
TOURISME					
31	Fonds de partenariat touristique	136 118		142 114	
TRANSPORTS					
32	Fonds de gestion de l'équipement roulant	109 491		108 257	
33	Fonds de la sécurité routière	10 260		6 390	
34	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 109 219		2 604 694	
TRAVAIL					
35	Fonds de la Commission des lésions professionnelles	60 942		59 157	
36	Fonds de la Commission des relations du travail	15 556		16 044	
Total fonds spéciaux		10 417 233		8 824 878	
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2,					
« Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1,					
« Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2012-2013					
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(817 780)		(817 780)	
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(961 466)			
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	29 823		(486)	
	Ajustements relatifs aux écarts entre les résultats finaux au 31 mars 2012 et ceux disponibles lors de la fermeture des Comptes publics 2011-2012	(4 633)			
Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux		8 663 176		8 006 611	

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs		Passifs			
	Avances au fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	Autres passifs	Solde du fonds	
	+	-	-	=		
(5 996)	16 717	14 544		22 210	9 051	31
1 235	1 369	207 435	184 026	16 938	7 839	32
3 870	7 728	8 621	4 544	915	10 891	33
504 525		22 518 875	15 894 295	4 851 257	1 773 323	34
1 785	2 714	22 721		22 929	2 506	35
(488)	9 635	2 021		6 222	5 434	36
1 592 355	604 337	62 841 924 ⁽¹⁾	47 130 483 ⁽²⁾	7 114 552	9 201 226 ⁽³⁾	
(961 466)						
30 309						
(4 633)						
656 564						

Les *Comptes publics 2012-2013* présentent la situation financière du gouvernement du Québec et ses résultats de fonctionnement.

Volume 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.